



**EXPÉRIENCE EUROPÉENNE DE  
PARTICIPATION CITOYENNE  
À LA GOUVERNANCE TRANSFRONTALIÈRE**



ISTITUTO DI SOCIOLOGIA INTERNAZIONALE  
INSTITUTE OF INTERNATIONAL SOCIOLOGY  
GORIZIA

COUNCIL OF EUROPE





## AVANT-PROPOS

La présente étude intitulée «Expérience européenne de participation citoyenne à la gouvernance transfrontalière» a été réalisée en vue de préparer le Séminaire européen sur la gouvernance démocratique des territoires transfrontaliers (octobre 2015).

Menée par l'Institut de sociologie internationale (ISIG) de Gorizia, en Italie, elle présente une vue d'ensemble des expériences et des pratiques de participation citoyenne à la gestion d'activités et d'initiatives transfrontalières, afin de servir de document de travail pour le séminaire.

En analysant, par la voie d'entretiens approfondis avec des spécialistes, neuf instances de coopération transfrontalière (CTF) en Europe et 20 projets de CTF comprenant des activités participatives intégrées, l'étude:

- Dresse le bilan des initiatives ou expériences transfrontalières européennes («eurorégions» ou entités similaires) faisant intervenir la participation citoyenne;
- Décrit les principales caractéristiques de ces initiatives et, en particulier, les éléments concernant la participation citoyenne (procédures de consultation normales ou ad hoc, organes consultatifs de citoyens, techniques d'information et de communication visant l'ensemble de la population, etc.);
- Évalue l'efficacité de ces mécanismes participatifs et leur incidence sur les processus décisionnels de l'organe ou des initiatives transfrontaliers;
- Fait ressortir les questions qui méritent réflexion et/ou exigent une décision au niveau européen, y compris dans le cadre d'une conférence européenne ou d'instruments juridiques européens.

# INDEX

AVANT-PROPOS .....	i
LISTE DES TABLEAUX .....	4
SECTION 1 .....	5
INTRODUCTION .....	5
1. QUESTIONS DE COOPÉRATION, DE GOUVERNANCE ET DE RESPONSABILITÉS TRANSFRONTALIÈRES ...	6
1.1 Coopération transfrontalière: objectifs et mécanismes de gouvernance .....	6
1.2 L'engagement citoyen: introduction .....	8
1.2.2 Pertinence de la participation citoyenne au niveau transfrontalier.....	9
2. ÉVALUATION DE L'ENGAGEMENT CITOYEN.....	12
2.1 Identification des études de cas.....	12
2.2 Collecte et analyse de données.....	13
2.2.1 Objectifs pour l'engagement citoyen dans le processus décisionnel.....	14
2.2.2 Stratégies et orientations pour l'engagement citoyen dans le processus décisionnel .....	16
2.3 Analyse d'études de cas.....	16
2.3.1 GECT GO – Groupement européen de coopération territoriale de Gorizia-Nova Gorica-Sempeter Vrtojba.....	16
2.3.2 EUROREGION BALTIQUE .....	21
2.3.3 GECT ISTER-GRANUM.....	27
2.3.4 EUROMETROPOLE Lille-Courtrai-Tournai.....	29
2.3.5 EUROCITE CHAVES-VERIN .....	31
2.3.6 CENTRE DE COOPERATION Francfort (O)-Slubice.....	34
2.3.7 EURODISTRICT de Bâle.....	37
2.3.8 REGION METROPOLITAINE TRINATIONALE DU RHIN SUPERIEUR .....	40
2.3.9 CONFERENCE INTERNATIONALE DU LAC DE CONSTANCE .....	41
3. BILAN ET RECOMMANDATIONS .....	46
3.1 Bilan sur les outils d'engagement citoyen .....	46
3.1.2 Facteurs de réussite pour l'engagement citoyen .....	47
3.2 Recommandations .....	48
REFERENCES.....	51
ANNEX 1 .....	55
CASE STUDIES, INTERVIEWS HIGHLIGHTS AND ASSESSMENT .....	55
1. EGTC GO - European Group for Territorial Cooperation of Gorizia - Nova Gorica - Sempeter Vrtojba .....	56
1.1 Description .....	56
2. EUROREGION BALTIQUE .....	59
2.1 Description .....	59
3. ISTER-GRANUM EGTC .....	62

3.1 Description .....	62
4. EUROMETROPOLIS Lille-Kortrijk-Tournai .....	67
4.1 Description .....	67
6.1 Description .....	71
7.1 Description .....	74
8. TRINATIONAL METROPOLITAN REGION OF THE UPPER RHINE .....	79
8.1 Description .....	79
9. INTERNATIONAL CONFERENCE OF THE BODENSEE .....	84
9.1 Description .....	84
ANNEX II .....	88
EU CROSS-BORDER PROJECTS AND CITIZENS' PARTICIPATION .....	88
1. Citizens empowerment Project .....	89
2. Haute-Sûre River Contract Project .....	90
3. Masterplan Project.....	91
4. IREK Project - Integrated Strategy to Spatial Planning for selected territories of the Wipptal .....	92
5. Youth Cross-Border Cooperation and Communication Project .....	93
6. Brand Project .....	94
7. Building the Upper Rhine Metropolitan Region Project! For a cross-border active civil dialogue .....	95
8. Project on the Development of cross-border cooperation between local governments in order to strengthen the transparency ("Rozvoj cezhraničnej spolupráce miestných samospráv za účelom posilnenia transparentnosti miestnych samospráv na S") .....	96
9. CareSam Project.....	97
10. Coastal Communities 2150 (CC2150) Project .....	98
11. Gotrawama Project.....	99
12. Bit Generation project.....	100
13. Another Illumination Project.....	101
14. Openwind Project.....	102
15. Baltic Youth Influencing Transport Policies Project .....	103
16. Shared Landscape Project.....	104
17. Democracy across the Sound Projects – Phases I and II .....	105
18. Project on Trans-boundary Government and Citizen Participation .....	106
19. Youth competences in Municipal Politics Project: the "Youth Participation Days" .....	107
20. CivilCity Project: a sustainable model to involve civil society in the decision-making processes of local authorities.....	108

## LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 - DIMENSIONS ET VARIABLES PERMETTANT D'EVALUER LA PARTICIPATION CITOYENNE.....	13
TABLEAU 2 – OBJECTIFS POUR L'ENGAGEMENT CITOYEN DANS LE PROCESSUS DECISIONNEL.....	15
TABLEAU 3 - STRATEGIES ET ORIENTATIONS POUR L'ENGAGEMENT CITOYEN DANS LE PROCESSUS DECISIONNEL.....	16
TABLEAU 4 – GEET GO: EVALUATION .....	20
TABLEAU 5 – EUROREGION BALTIQUE: EVALUATION .....	26
TABLEAU 6 – GEET ISTER-GRANUM: EVALUATION .....	28
TABLEAU 7 – EUROMETROPOLE: EVALUATION .....	30
TABLEAU 8 – EUROCITE CHAVES-VERIN: EVALUATION .....	33
TABLEAU 9 – CENTRE DE COOPERATION: EVALUATION .....	36
TABLEAU 10 – EUDISTRICT DE BALE: EVALUATION.....	39
TABLEAU 11 – REGION METROPOLITAINE TRINATIONALE: EVALUATION .....	41
TABLEAU 12 – CONFERENCE INTERNATIONALE DU LAC DE CONSTANCE: EVALUATION.....	43
TABLEAU 13 - PARTICIPATION PRATIQUE DES CITOYENS.....	47

# SECTION 1

## INTRODUCTION

# 1. QUESTIONS DE COOPÉRATION, DE GOUVERNANCE ET DE RESPONSABILITÉS TRANSFRONTALIÈRES

## 1.1 Coopération transfrontalière: objectifs<sup>1</sup> et mécanismes de gouvernance

La coopération transfrontalière (CTF) est une procédure concertée visant à construire des relations de bon voisinage entre les parties prenantes et les autorités locales<sup>2</sup> des deux côtés de frontières nationales terrestres et maritimes; l'objectif consiste à favoriser le développement harmonieux des collectivités frontalières.

La CTF n'a pas pour objectif d'étendre les compétences des collectivités ou autorités frontalières, mais plutôt de les aider à exercer celles dont elles disposent plus efficacement, afin de:

1. Promouvoir le développement socio-économique de la zone frontalière.
2. Organiser des économies d'échelle pour fournir de meilleurs services.
3. Elargir les perspectives culturelles.

Bien qu'elle englobe un large éventail d'activités, de dispositifs et d'autorités participantes, la CTF consiste essentiellement à désenclaver les régions frontalières périphériques, en les aidant à surmonter le sentiment d'isolement et en appliquant des solutions conjointes aux questions d'intérêt commun avec les collectivités et autorités territoriales voisines.

La CTF débute par un échange d'informations et débouche ensuite sur la consultation et la coordination politique. A mesure que les activités de CTF se déploient dans un nombre croissant de domaines et s'avèrent indispensables au développement de la zone transfrontalière, les autorités territoriales s'attachent à adopter formellement de nouveaux dispositifs de CTF. Cela se traduit souvent par l'établissement de structures de gouvernance transfrontalière conjointes. Dans ces conditions, la participation non seulement des autorités territoriales, mais aussi d'organisations de la société civile et de représentants des parties prenantes garantit l'inclusion d'un plus grand nombre d'instances dans le processus décisionnel, et donc un processus de mise en œuvre des politiques qui s'inscrit davantage dans la durée.

Le choix de la forme juridique de la CTF, notamment les différents degrés de participation, est une décision stratégique, qui représente à la fois la solution politique qui a permis de mettre en place le processus de CTF, mais aussi les axes de développement de la CTF elle-même.

Une structure de gouvernance de la CTF doit être établie pour œuvrer directement en faveur de la réalisation de ses objectifs, tandis que ses membres superviseront et financeront (partiellement) ses

---

<sup>1</sup> Ce paragraphe s'appuie sur le contenu des boîtes à outils suivantes du CdE: la *Boîte à outils pour la coopération transfrontalière* (2012); et le *Manuel sur la suppression des obstacles à la coopération transfrontalière* (2013).

<sup>2</sup> Les collectivités ou autorités territoriales se définissent comme des «collectivités, autorités ou organismes exerçant des fonctions locales et régionales et considérées comme telles dans le droit interne de chaque Etat.» (Conseil de l'Europe (CdE), 1980), c'est-à-dire des organismes publics ou équivalents ayant une compétence spatiale limitée par rapport à celle de l'Etat. (Rapport explicatif de la Convention-cadre européenne, article 2) (Conseil de l'Europe (CdE), 1980).

activités. Plus les tâches assignées à la structure seront complexes – comparées à celles assurées directement par ses membres – plus son cadre juridique le sera, ainsi que les autorisations attendues des autorités régionales et centrales compétentes.

L'annexe III présente différents types de mécanismes de gouvernance de la CTF ainsi que les cadres juridiques internationaux qui les régissent.

Au niveau du Conseil de l'Europe, les instruments juridiques s'accompagnent de plusieurs recommandations adoptées par le Comité des Ministres, dont la Recommandation Rec(2005)2 relative aux bonnes pratiques et à la réduction des obstacles en matière de coopération transfrontalière et interterritoriale des collectivités ou autorités territoriales (Conseil de l'Europe (CdE), 2005).

La Recommandation Rec(2005)2 édicte différentes recommandations destinées aux gouvernements des Etats membres et portant notamment sur six mesures clés relatives à l'information, à la formation et au dialogue interinstitutionnel. Ces mesures visent à promouvoir, améliorer et développer des plateformes de communication et de participation dans les processus de CTF, en privilégiant particulièrement le dialogue intergouvernance entre les institutions et les opérateurs de la CTF. Bien qu'il ne soit pas explicitement fait mention de l'engagement citoyen, celui-ci est considéré comme indispensable à une CTF réussie, qui a pour objectif ultime le développement intégré des collectivités locales.

La pérennité du processus de CTF dépend fortement de la participation et de l'implication des citoyens en sorte que leurs instances pèsent sur les stratégies et les mesures locales de CTF. Dans cette perspective, quel que soit sa forme juridique, le mécanisme de gouvernance de la CTF doit assurer:

- la défense des intérêts des citoyens;
- l'efficience et l'efficacité;
- la réduction des dépenses publiques;
- le respect de l'administration publique;
- la responsabilité locale.

Les structures de CTF n'endosseront pas la responsabilité politique directe des institutions publiques qu'elles regroupent, mais sont néanmoins soumises à un plus large éventail de responsabilités telles que:

- Les citoyens et les bénéficiaires veulent savoir comment l'entité de CTF fonctionne; mais ils doivent d'abord comprendre la CTF et les actions qui s'y rapportent.
- Il est attendu que la CTF allie efficience et efficacité, sous peine de voir son image se dégrader, voire d'être considérée comme un gaspillage de temps et d'argent.
- Les municipalités partenaires et leurs habitants veulent s'assurer qu'aucun partenaire ne tire profit du processus aux dépens des autres; cela exige une bonne communication et une culture de la confiance et de la coopération.
- Les processus décisionnels doivent être transparents pour que la population croie à l'intégrité de l'entité de CTF.
- Les membres de la CTF délégués représentent les intérêts de leur propre municipalité ainsi que ceux des citoyens de toutes les municipalités partenaires.

## 1.2 L'engagement citoyen: introduction

L'engagement citoyen peut revêtir plusieurs significations:

- la participation électorale (considérée comme le principal outil d'une démocratie représentative);
- la possibilité pour les citoyens de contribuer directement à modifier la législation (par exemple, par la voie d'un référendum);
- l'engagement actif des citoyens au sein d'associations de bénévoles ou de réseaux informels chargés d'actions collectives visant à améliorer la vie sociale.

Toutes ces formes d'engagement impliquent que les citoyens occupent une place centrale dans la société (démocratie, pouvoir du peuple, etc.) et exercent leur souveraineté sous plusieurs formes:

- la représentation (soit élire un candidat jugé capable d'apporter les changements/améliorations désirés en prenant des décisions et en élaborant les politiques nécessaires (législation) et ne pas renouveler la confiance si il ou elle n'est pas considéré(e) comme un représentant fiable);
- une influence directe sur la législation (par exemple, le référendum);
- une action directe (bénévolat, campagne électorale, etc.).

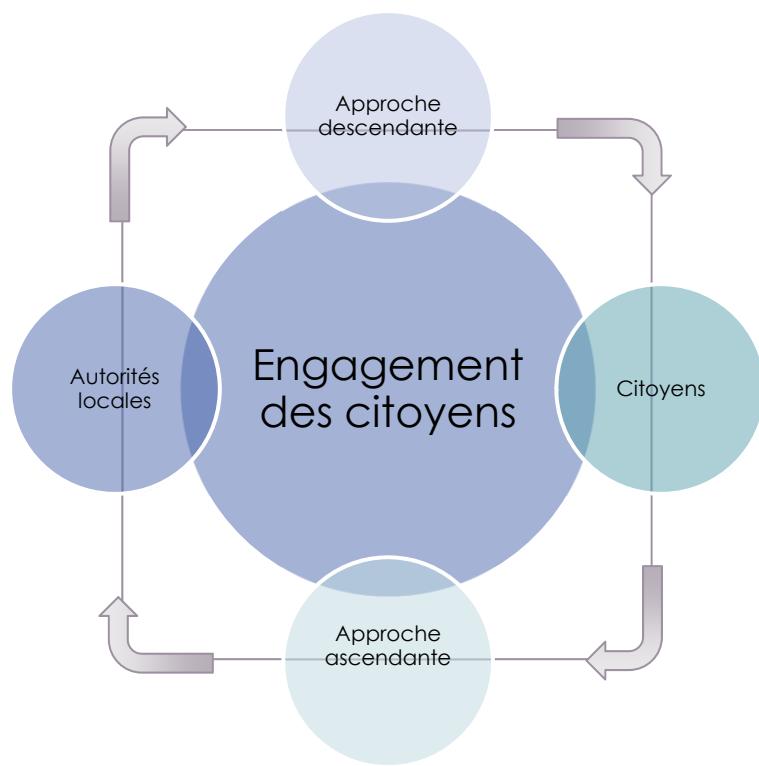


Figure 1 – Processus circulaire de l'engagement citoyen

Comme le montre la figure ci-dessus, l'engagement citoyen dans les processus décisionnels s'articule généralement autour de deux paradigmes principaux:

- une approche descendante (dans laquelle les politiques vont des décideurs aux citoyens), fondée sur les principes de la démocratie délibérative et de la représentation;
- une approche ascendante, expression d'une démocratie participative, qui repose sur un engagement direct des personnes dans les décisions et les actions politiques.

Ces concepts ne sont ni opposés ni mutuellement exclusifs, mais représentent les deux extrémités d'un processus circulaire que les citoyens amorcent par la voie de la représentation (c'est-à-dire le vote) ou par la participation directe. Bien que les deux perspectives garantissent un retour d'information des citoyens, l'intégration réussie d'instances citoyennes dans l'élaboration des politiques – grâce à la participation directe – s'avère payante, car elle renforce la confiance de la population et son sentiment d'être partie prenante.

Dans les deux cas, la participation citoyenne s'appuie sur deux impératifs (Pellizzoni 2008, 93-116):

- la volonté de participer (endogène à l'individu – son absence peut s'expliquer par une confiance limitée dans le processus de participation ou par un faible sentiment d'appartenance/de préparation au processus de participation directe);
- la possibilité de participer (exogène à l'individu et déterminée par les institutions).

### 1.2.2 Pertinence de la participation citoyenne au niveau transfrontalier

La participation citoyenne aux processus décisionnels transfrontaliers est jugée pertinente et comme constituant «une variable essentielle pour atteindre des objectifs collectifs» (Morata et Noferini 2013, 2) pour un certain nombre de raisons, dont en premier lieu le «caractère institutionnel d'une coopération transfrontalière». Les systèmes de gouvernance transfrontalière ne s'appuient souvent sur aucune «légitimité démocratique directe» ou «démocratie représentative directe», ce qui engendre le risque d'accroître la distance entre les décisions transfrontalières et la population (URBACT 2010).

A l'échelon transfrontalier, «les décideurs sont légion» (Kranz et Mostert 2010, 92) (Klinke 2009) (Bruch, et al. 2005, 7) (Comité des régions 2014). L'engagement civique est donc considéré comme un facteur clé pour atteindre les «objectifs de coopération territoriale» dans une perspective de gouvernance multiniveau. Cela implique l'*«intégration verticale* des différents niveaux de gouvernement» et l'*«intégration horizontale»* des acteurs, à la fois publics et privés, pour accomplir des objectifs communs et *«exploiter les ressources disponibles»* (Morata et Noferini 2013, 1).

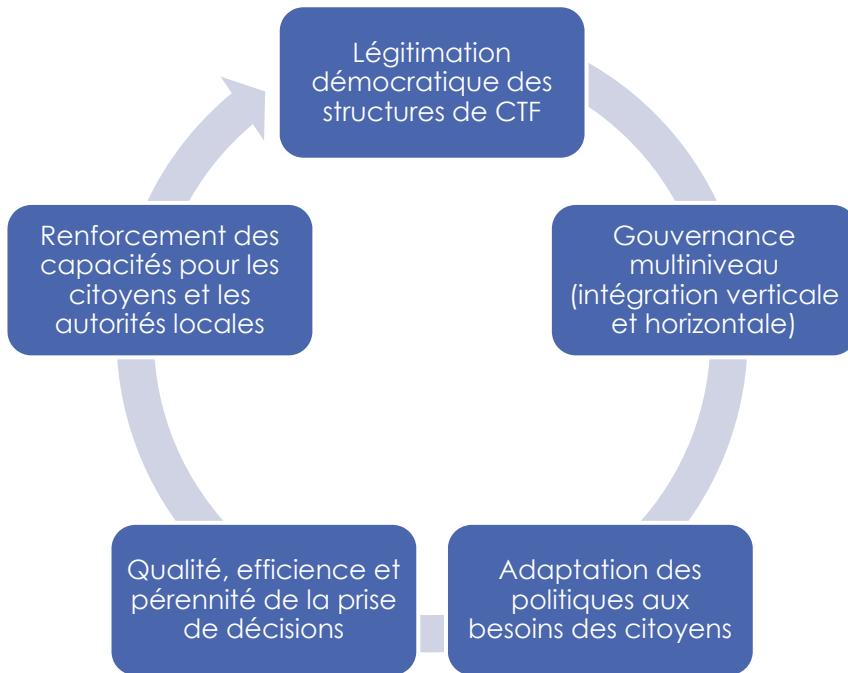


Figure 2 - Pertinence de la participation citoyenne au niveau transfrontalier

## SECTION 2

# ÉVALUATION DE L'ENGAGEMENT CITOYEN DANS NEUF STRUCTURES DE GOUVERNANCE DE LA CTF

## 2. ÉVALUATION DE L'ENGAGEMENT CITOYEN

### 2.1 Identification des études de cas

La base de données EDEN<sup>3</sup> et des recherches secondaires ont permis de choisir les études de cas suivantes, qui représentent un engagement civique réussi en matière de coopération transfrontalière:

1. GECT GO – Groupement européen de coopération territoriale de Gorizia-Nova Gorica-Sempeter Vrtojba
2. EUROREGION BALTIQUE
3. GECT ISTER-GRANUM
4. EUROMETROPOLE Lille-Courtrai-Tournai
5. EUROCITE CHAVES-VERIN
6. CENTRE DE COOPERATION Francfort (O)-Słubice
7. EURODISTRICT de Bâle
8. REGION METROPOLITAINE TRINATIONALE DU HAUT-RHIN
9. CONFERENCE INTERNATIONALE DU LAC DE CONSTANCE

Chaque étude de cas est décrite à l'annexe I.

En outre, pour présenter un plus large éventail d'instances d'engagement des citoyens, l'ISIG a évalué 20 projets transfrontaliers, dans la mise en œuvre desquels la participation civique a joué un rôle crucial, ou mécanismes d'engagement citoyen représentés dans les éléments de projet intégrés. Dans l'annexe II, chaque projet est décrit dans le détail en explorant les dimensions suivantes:

- a. Période de mise en œuvre
- b. Source de financement
- c. Partenariat du projet
- d. Régions transfrontalières/pays impliqués
- e. Description
- f. Participation citoyenne
- g. Sources / références

---

<sup>3</sup> EDEN est la plateforme en ligne financée par le Conseil de l'Europe (<http://cbc.isig.it/>) sur laquelle les utilisateurs peuvent:

- Parcourir une base de données sur les obstacles et les solutions en matière de CTF, afin de tirer des enseignements des expériences des acteurs européens en la matière;
- Explorer la base de données en fonction de différents critères, qui permettent à l'utilisateur de localiser facilement des renseignements précis;
- Contacter les institutions qui ont résolu des obstacles spécifiques pour obtenir des suggestions ou proposer des partenariats;
- Contribuer à alimenter une base de données dynamique avec sa propre expérience en matière de CTF.

## 2.2 Collecte et analyse de données

Entre mai et juillet 2015, les chercheurs de l'ISIG ont réalisé des entretiens approfondis avec des personnes qualifiées sur chacune des études de cas ci-dessus. La structure de ces entretiens visait à recueillir des renseignements sur les points suivants:

- a. inclusion d'instances citoyennes et d'un mécanisme de gouvernance au niveau transfrontalier;
- b. expériences d'engagement citoyen passées et en cours;
- c. description d'expériences intéressantes d'engagement citoyen;
- d. évaluation de l'incidence de l'engagement civique sur la gouvernance de la CTF.

L'engagement citoyen dans les structures de CTF retenues a été évaluée en représentant graphiquement la variation des données collectées au regard de deux dimensions principales<sup>4</sup>:

- étapes du processus décisionnel; et
- intensité de la participation.

Chaque dimension comporte plusieurs variables (par exemple, des étapes et des degrés), comme le montre la figure ci-dessous:

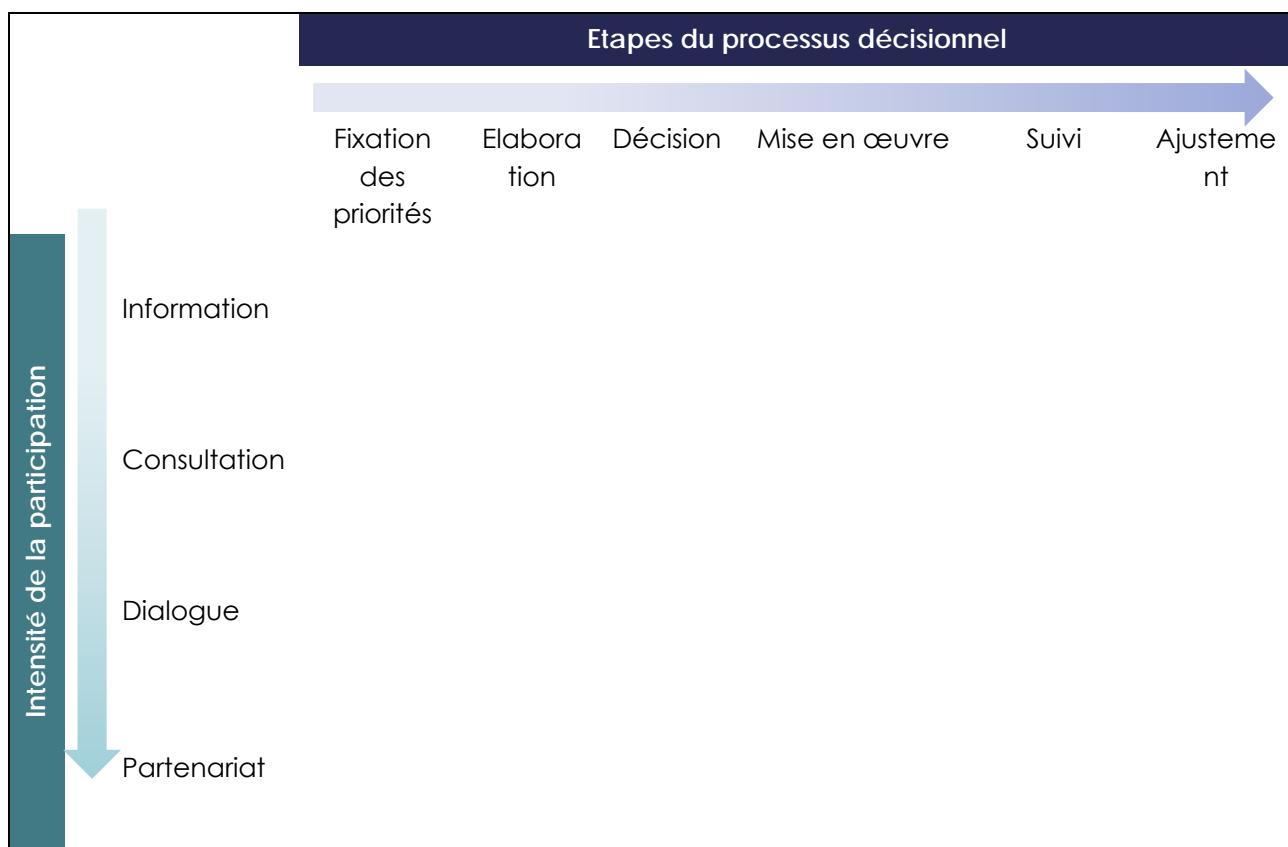


Tableau 1 - Dimensions et variables permettant d'évaluer la participation citoyenne

<sup>4</sup> L'identification des étapes du processus décisionnel et des degrés d'intensité de la participation se base sur le Code de bonne pratique pour la participation civile au processus décisionnel élaboré par le Conseil de l'Europe en 2009 – Pour en savoir plus: <http://www.coe.int/fr/web/ingo/civil-participation>

Les deux tableaux ci-dessous illustrent l'interpolation des variables. Le premier met l'accent sur les objectifs dans chaque cellule (par exemple, instance de participation au processus décisionnel), tandis que le second répertorie les stratégies de participation (par exemple, les orientations) visant les objectifs susmentionnés.

## 2.2.1 Objectifs pour l'engagement citoyen dans le processus décisionnel

Pour comprendre l'augmentation du degré de participation à chaque étape du processus décisionnel, une lecture verticale, colonne par colonne, est recommandée.

		Etapes du processus décisionnel					
		Fixation des priorités	Elaboration	Décision	Mise en œuvre	Suivi	Ajustement
Intensité de la participation	Information	Transmettre/rendre accessibles les connaissances («informer») sur: - les structures de CTF - la méthodologie de fixation des priorités - contenu des priorités	Assumer la responsabilité sur le plan technique (transparence)	Communiquer les décisions adoptées	Assumer la responsabilité sur le plan technique (gestion transparente)	Communiquer les indicateurs et les procédures de suivi	Communiquer les décisions prises pour les améliorer
	Consultation	Permettre aux citoyens de contribuer à fixer les priorités (collecte d'informations)	Recueillir les observations des citoyens	Mettre en place des jeux de questions-réponses indirectes avec les citoyens	Permettre aux citoyens de contribuer à sélectionner: - les domaines de mise en œuvre; - les mesures de mise en œuvre.	Recueillir les observations des citoyens sur les incidences /résultats	Mettre en place des jeux de questions-réponses indirectes avec les citoyens
	Dialogue	Faciliter les échanges des citoyens avec la structure de CTF et les autorités locales concernées pour définir les priorités liées au développement de la CTF	Assurer l'évaluation multilatérale des projets politiques	Mettre en place des jeux de questions-réponses directes avec les citoyens	Favoriser l'engagement direct des citoyens dans l'étape de mise en œuvre	Assurer des évaluations multilatérales <i>in itinere</i> des actions	Mettre en place des jeux de questions-réponses directes avec les citoyens

Partenariat	Généraliser la consultation et le dialogue sur la multigouvernance	Elaboration conjointe	Décision conjointe	Généraliser la mise en œuvre de la gouvernance multiniveau (p. ex. différentes parties prenantes effectuent différentes actions dans le cadre de partenariats horizontaux)	Suivi conjoint	Décision conjointe
-------------	--	-----------------------	--------------------	--	----------------	--------------------

Tableau 2 – Objectifs pour l'engagement citoyen dans le processus décisionnel

## 2.2.2 Stratégies et orientations pour l'engagement citoyen dans le processus décisionnel

		Etapes du processus décisionnel					
		Fixation des priorités	Elaboration	Décision	Mise en œuvre	Suivi	Ajustement
Intensité de la participation	Information	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plan de communication</li> <li>• Informations en ligne</li> <li>• Bureau d'information</li> <li>• Couverture médiatique spécifique</li> <li>• Communiqués de presse</li> </ul>					
	Consultation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Etudes d'experts</li> <li>• Conférences</li> <li>• Consultation en ligne</li> <li>• Enquêtes</li> </ul>					
	Dialogue	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Auditions publiques avec des représentants de la CTF</li> <li>• Groupes de travail ad hoc</li> <li>• Séminaires participatifs</li> </ul>					
	Partenariat	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Comités permanents composés de représentants des citoyens désignés ou volontaires</li> <li>• Représentants des citoyens élus ou volontaires siégeant dans les organes de la structure de gouvernance de la CTF</li> <li>• Fonds disponibles pour les initiatives des organisations de la société civile (OSC) qui doivent être engagées lors des différentes étapes du processus décisionnel, en partenariat avec des organismes de CTF</li> </ul>					

Tableau 3 - Stratégies et orientations pour l'engagement citoyen dans le processus décisionnel

## 2.3 Analyse d'études de cas

La section ci-après fournit un aperçu global de toutes les études de cas. L'interpolation des variables susmentionnées (figurant en gras) est décrite dans le détail.

### 2.3.1 GECT GO – Groupement européen de coopération territoriale de Gorizia-Nova Gorica-Sempeter Vrtojba

#### 2.3.1.1 Bilan de l'entretien

**Personne interrogée:** Sandra Sodini – *Directrice du GECT GO*

**Date de l'entretien:** 29 juin 2015

## A. INCLUSION D'INSTANCES CITOYENNES ET D'UN MECANISME DE GOUVERNANCE AU NIVEAU TRANSFRONTALIER

L'ensemble du GECT s'appuie sur un système participatif, fondé sur des comités permanents qui travaillent dans le cadre de réunions participatives (à presque chaque étape du processus décisionnel). En outre, des réunions techniques sont organisées et les informations sont diffusées sur le site web du GECT.

S'agissant de la participation citoyenne à l'échelle du GECT GO, les membres de l'Assemblée du GECT GO sont nommés par les conseils municipaux (c'est-à-dire par les partis de la majorité et de l'opposition).

Les comités permanents mènent plusieurs projets de front et englobent des représentants d'organisations de la société civile et des acteurs économiques. Il existe aujourd'hui six comités actifs établis à partir d'une proposition de la directrice, adressée à l'Assemblée. Pour veiller à la flexibilité des opérations du GECT, l'établissement des comités permanents n'est soumis à aucune autre règle. Les comités font le lien entre le GECT et la société civile, en veillant particulièrement à recueillir, évaluer et prendre en compte les demandes et les attentes des citoyens dans la stratégie et le processus décisionnel du GECT.

La composition des comités comprend généralement:

- un membre de l'Assemblée (pour assurer la communication entre les comités et l'Assemblée);
- deux représentants des citoyens, associations, etc. nommés par le maire; et
- des intervenants directement désignés par la directrice pour leurs compétences/projets.

Les OSC sont encouragées à apporter leur concours et les municipalités membres orientent directement les citoyens vers le GECT pour les questions relatives à des thèmes transfrontaliers.

La participation telle que le GECT la conçoit consiste à:

- élaborer un projet transfrontalier et travailler à sa mise en œuvre;
- donner la priorité à la conception du projet plutôt qu'à sa mise en œuvre, qui est pour l'heure freinée par des causes externes;
- rassembler des parties prenantes de Gorizia, Nova Gorica et Šempeter autour d'idées de projets concrets.

La diffusion de l'information est assurée par:

- le site web et les réseaux sociaux du GECT qui fournissent des informations transparentes sur ses documents, ses réunions et ses projets;
- le bureau d'accueil du GECT à son siège qui organise des séminaires des réunions et assure des services d'assistance quotidiens.

A propos des réunions participatives:

- Des réunions sont régulièrement organisées à l'échelon local avec un système de rotation des lieux;

- Les réunions accueillent généralement un public assez nombreux, bien que l'on constate un faible degré de mobilité transfrontalière des participants;
- Les membres des comités permanents participent sur la base du volontariat.

Un exemple de réponse aux attentes des citoyens est la Réunion des citoyens au restaurant Bepon. Ce restaurant est situé près d'un ancien point de passage frontalier entre l'Italie et la Slovénie. Son propriétaire ainsi qu'un collectif spontané de citoyens ont exprimé leur désir de remettre en valeur le point de passage à des fins touristiques et en comme lieu de patrimoine culturel. Le GECT travaille actuellement à intégrer cette instance dans un plus grand projet d'aménagement urbain destiné à concevoir des pistes cyclables sur son territoire et le long de l'Isonzo, fleuve transfrontalier.

S'agissant des perspectives de réponse aux instances citoyennes, le GECT est en voie d'élaborer deux projets phares sur les parcs transfrontaliers et la santé transfrontalière. Les deux projets comprendront des mécanismes de participation intégrés (comme des réunions et des programmes participatifs) dès que la mise en œuvre débutera. Les citoyens connaissent déjà leur existence grâce aux communiqués de presse du GECT sur les médias locaux.

## B. DESCRIPTION D'EXPERIENCES APPROPRIEES

L'Assemblée du GECT a convenu de mettre en œuvre trois initiatives phares à l'aide de l'outil Investissement territorial intégré. Ces initiatives concernent des parcs fluviaux, la santé et le transport à l'échelle transfrontalière. Les comités permanents ont élaboré les objectifs et les principales actions des projets, dont les réunions d'instances citoyennes lors de séminaires et de conférences.

Comme indiqué ci-dessus, des outils intégrés spécifiques de participation seront déployés lors de l'étape de mise en œuvre.

Un projet de CTF relatif au système de transport transfrontalier a été élaboré (2014-2015) à partir de réunions ouvertes sur ce thème. Tous les acteurs pertinents de la région du GECT ont participé à ces réunions pour analyser les points forts, les points faibles, les chances et les risques relatifs au système de transport et compléter les données déjà recueillies par le biais d'une étude de faisabilité réalisée par des experts. Des réunions ont été organisées sous la forme d'ateliers et des retours d'information joints à l'étude de faisabilité. Toutefois, les contributions d'un grand nombre de citoyens portaient sur des questions relevant des autorités nationales (par exemple, la fiscalité) ou des grands prestataires de services (sociétés ferroviaires, etc.), et ne pouvant pas être directement traitées par le GECT.

Elaboration du plan stratégique du GECT GO (2013). L'élaboration du plan stratégique des comités du GECT visait à encourager la plus grande participation possible de citoyens. A cette fin, des groupes de travail ad hoc ont été créés pour compléter le travail des comités permanents. Plus de 40 réunions ont été organisées et ouvertes au public, en présence d'experts invités. Le plan qui en est résulté a été présenté aux autorités régionales, nationales et de l'Union européenne.

Journées portes ouvertes du GECT (2012). En 2012, une série de réunions a été organisée à Gorizia pour tous les comités permanents, afin qu'ils présentent leur travail préliminaire aux citoyens et recueillent leurs réflexions.

## C. EVALUATION DE L'INCIDENCE DE L'ENGAGEMENT CIVIQUE

Aucun indicateur spécifique n'est retenu pour évaluer les «possibilités de réalisation» (par exemple, la capacité d'attirer des fonds pour mettre en œuvre le plan stratégique du GECT).

### 2.3.1.2 Evaluation

		Etapes du processus décisionnel					
		Fixation des priorités	Elaboration	Décision	Mise en œuvre	Suivi	Ajustement
Intensité de la participation	Information	Bureau d'accueil ouvert au public	Bureau d'accueil ouvert au public	Site web et réseaux sociaux	Site web et réseaux sociaux Bureau d'accueil ouvert au public	Site web et réseaux sociaux	Site web et réseaux sociaux
	Consultation	--	Instances de parties prenantes incluses dans l'élaboration de 3 projets pilotes au niveau de la CTF	--	Conférences ouvertes au public/journées portes ouvertes pour rassembler les retours d'information des citoyens	--	--
	Dialogue	--	--	--	--	--	
	Partenariat	--	Comités de travail sur les priorités thématiques du GECT	--	--	Comités de travail sur les priorités thématiques du GECT	Les retours d'information des intervenants dans les comités de travail sont intégrés dans la reformulation.

Tableau 4 – GECT GO: évaluation

### 2.3.1.3 Analyse récapitulative

**Information – De la décision à l'ajustement** Des informations sont disponibles sur le site web du GECT et dans ses réseaux sociaux (Facebook, Twitter, etc.). Par ailleurs, le bureau d'accueil est ouvert au public pour toute information ou éclaircissement sur les actions du GECT.

**Consultation – Elaboration** Les instances des parties prenantes participent à l'élaboration de trois projets pilotes au niveau du GECT, dont:

- le parc transfrontalier le long du fleuve Isonzo;
- le projet Santé;
- le projet Transport.

**Consultation – Mise en œuvre** Conférences ouvertes au public/journées portes ouvertes pour rassembler les retours d'information des citoyens

**Partenariat – Elaboration/Suivi/Ajustement** Des comités de travail comprenant des intervenants spécifiques par thème sont inclus dans la structure du GECT.

## 2.3.2 EUROREGION BALTIQUE

### 2.3.2.1 Bilan de l'entretien

**Personne interrogée:** Sebastian Magier – *Chef du Secrétariat permanent international de l'Eurorégion baltique, directeur de projet*

**Date de l'entretien:** 3 juillet 2015

#### A. INCLUSION D'INSTANCES CITOYENNES ET D'UN MECANISME DE GOVERNANCE AU NIVEAU TRANSFRONTALIER

Au niveau transfrontalier, il n'est pas évident d'impliquer les citoyens dans le processus décisionnel, du fait de la nature institutionnelle de la coopération. Des ONG participent à plusieurs projets et ont des accords bilatéraux/trilatéraux de coopération internationale/transfrontalière.

Les principaux partenaires de l'Eurorégion baltique (ERB) sont les collectivités/institutions régionales (soit une participation indirecte des citoyens).

L'Eurorégion baltique est une plateforme conjointe de coopération sans personnalité juridique. Toutes ses activités reposent en grande partie sur des «accords tacites» entre ses membres. Son statut détaille les procédures décisionnelles. La plupart du temps, les citoyens participent indirectement<sup>5</sup> par le biais de représentants élus (ou en partie élus, comme c'est le cas en Suède). Les représentants sont à la fois issus de collectivités régionales et d'associations de communes (Association des communes polonaises et Union des communes de la Lituanie occidentale<sup>6</sup>).

<sup>5</sup> Cela n'exclut pas qu'un partenaire adopte les décisions proposées au Conseil après consultation d'autres organismes/OSC/ONG.

<sup>6</sup> A l'heure actuelle, la Lituanie ne compte aucune autorité à l'échelle régionale.

Les décisions sont prises à l'unanimité pendant les réunions du Conseil (qui se tiennent au moins trois fois par an). Chaque membre de l'Eurocérgion a le droit de nommer jusqu'à deux de ses représentants au Conseil. S'agissant de la Suède (en l'occurrence, la région de Blekinge, la région de Kronoberg et le Conseil régional de Kalmar), les représentants sont dans la majorité ou dans l'opposition, afin d'assurer l'information et la responsabilité horizontales.

La présidence et la vice-présidence sont exercées par rotation annuelle. Les représentants nommés, choisis parmi les délégations nationales, n'ont pas de pouvoir de décision, mais ils occupent le rang le plus élevé au sein de l'ERB. Depuis 2004, l'eurocérgion dispose d'un secrétariat permanent.

## B. DESCRIPTION D'EXPERIENCES PERTINENTES

En 2004-2005, l'ERB a mis en place plusieurs groupes d'intervenants centrés sur différents domaines de coopération, comme l'eau. Celle-ci étant un axe de coopération clé à l'échelle eurocérgionale, les groupes restreints créés dans ce domaine constituent aujourd'hui une instance permanente de l'eurocérgion. Cette instance se compose de représentants élus et de fonctionnaires. Les premiers assurent la représentativité politique et le contrôle du processus et les seconds fournissent des connaissances spécialisées. Les OSC peuvent participer indirectement au travail du groupe restreint sur l'eau. Celui-ci a conçu un projet financé dans le cadre du Programme de coopération transfrontalière dans le Sud de la Baltique 2007-2014 établissant des partenariats des usagers de l'eau parmi les différentes parties prenantes riveraines (collectivités locales, structures de gestion de l'eau et OSC), afin d'élaborer des plans stratégiques de ressources.

Le Forum annuel des parties prenantes s'est ouvert en 2010 en vue de:

- renforcer la coopération au sein de l'ERB;
- améliorer la visibilité de l'ERB;
- faciliter la participation des citoyens et des parties prenantes;
- promouvoir l'idée de CTF dans l'Eurocérgion;
- promouvoir le dialogue sur la gouvernance à plusieurs niveaux dans la région de la mer Baltique.

La journée spéciale accueille généralement un grand nombre de représentants et de citoyens, et se déroule en deux parties:

- I. Sessions de présentation et orateurs;
- II. Groupes de discussion traitant spécifiquement de thèmes relatifs au développement de la région de la mer Baltique.

Pour ce qui est de l'information, toutes les réunions de l'ERB sont ouvertes au public mais celui-ci n'a pas le droit de vote. Les comptes rendus des réunions sont disponibles en ligne, et le libre accès et la transparence de l'information à tous les niveaux du processus décisionnel constituent une priorité pour l'ERB.

Le statut de l'ERB instaure le Conseil permanent de la jeunesse. Cet organe se compose de un à deux représentants de chaque membre (militants ou responsables politiques), âgés de 16 à 25 ans. Il est destiné à assurer la continuité du soutien politique à l'ERB et autres organismes de CTF. Le Conseil de la jeunesse bénéficie d'un fonds spécial.

### C. EVALUATION DE L'INCIDENCE DE L'ENGAGEMENT CIVIQUE

Aucun système d'évaluation n'est en place, mais la question est débattue lors des réunions régulières du Conseil.

### 2.3.2.2 Evaluation

		Etapes du processus décisionnel					
		Fixation des priorités	Elaboration	Décision	Mise en œuvre	Suivi	Ajustement
Intensité de la participation	Information	Toutes les réunions (y compris celles du conseil) sont ouvertes au public, mais celui-ci n'a pas le droit de vote;	Les comptes rendus des réunions sont disponibles en ligne (sur le site web de l'Eurorégion).	Les comptes rendus des réunions sont disponibles en ligne (sur le site web de l'Eurorégion).	N/A	Toutes les réunions (y compris celles du Conseil) sont ouvertes au public, mais celui-ci n'a pas le droit de vote;  Les comptes rendus des réunions sont disponibles en ligne (sur le site web de l'Eurorégion).	Toutes les réunions (y compris celles du conseil) sont ouvertes au public, mais celui-ci n'a pas le droit de vote;  Les comptes rendus des réunions sont disponibles en ligne (sur le site web de l'Eurorégion).
	Consultation	--	--	--	--	--	--

	--	L'ERB organise un Forum annuel des parties prenantes dans différents domaines de CTF (l'environnement, le tourisme, la coopération interentreprises, la gestion de l'eau, les questions liées à la jeunesse, etc.). Chaque année, une question différente est examinée avec différentes parties prenantes.	--	--	--	--
Dialogue	--	--	--	--	--	--

Partenariat	--	<p>Le Conseil de la jeunesse assure la continuité du soutien politique à l'ERB et dispose d'un fonds spécial pour organiser des conférence s/ateliers destinés à débattre de thèmes liés à l'ERB.</p> <p>Les groupes restreints sur l'eau présentent des questions et des mesures sur la mise en œuvre de projets en fonction des politiques adoptées par l'Eurorégion . Toutefois, la décision appartient au Conseil d'administration de l'Eurorégion .</p>	--	--	--	--
-------------	----	--	----	----	----	----

Tableau 5 – EUROREGION BALTIQUE: évaluation

### 2.3.2.3 Analyse récapitulative

**Information – De la fixation des priorités à l'ajustement:** Toutes les réunions institutionnelles (y compris celles du Conseil) sont ouvertes au public (sans que celui-ci ait le droit de vote), afin d'assurer la transparence sur la méthodologie et le contenu du travail. Les comptes rendus des réunions sont disponibles et accessibles à tous en ligne (sur le site web de l'Eurorégion).

**Dialogue – Elaboration:** L'ERB organise un Forum annuel (thématique) des parties prenantes dans différents domaines de CTF (l'environnement, le tourisme, la coopération interentreprises, les questions liées à la jeunesse, etc.). Chaque année, une question différente est examinée avec différentes parties prenantes et leurs instances participent à l'élaboration des politiques et mesures.

**Partenariat – Elaboration:** Un Conseil permanent de la jeunesse est établi au sein de l'Eurorégion. Il vise à assurer la continuité du soutien politique à l'ERB et dispose d'un fonds pour organiser des conférences/ateliers destinés à débattre de thèmes liés à l'ERB et à réunir les instances de la jeunesse qui participeront à l'élaboration des politiques et mesures de l'ERB.

Des groupes restreints sur l'eau sont créés en vue de garantir une gestion transfrontalière intégrée des ressources en eau. Ils présentent des questions et des mesures sur la mise en œuvre de projets en fonction des politiques adoptées par l'Eurorégion. Toutefois, la décision appartient au Conseil d'administration de l'Eurorégion.

### 2.3.3 GECT ISTER-GRANUM

#### 2.3.3.1 Bilan de l'entretien

**Personne interrogée:** Peter Nagy - *Directeur*

**Date de l'entretien:** 6 juillet 2015

#### A. INCLUSION D'INSTANCES CITOYENNES ET D'UN MECANISME DE GOVERNANCE AU NIVEAU TRANSFRONTALIER

Le GECT Ister-Granum a été établi en 2008. Il est prévu de joindre un «parlement civil» à ses organes statutaires. A l'heure actuelle, il existe simplement un forum civil informel, qui facilite l'intégration des citoyens dans le GECT.

Les représentants et les citoyens n'ont pas jugé utile d'institutionnaliser le forum civil, car son mode opératoire est déjà efficace et facilite l'engagement citoyen au niveau transfrontalier.

#### B. DESCRIPTION D'EXPERIENCES PERTINENTES

Les citoyens contribuent aujourd'hui à différents niveaux du processus décisionnel du GECT Ister-Granum:

- Forum civil – institution informelle à vocation consultative mais sans droit de vote;
- Projets élaborés en collaboration avec des OSC;
- Liste des OSC.

Le point de départ de l'engagement civique a consisté à établir une liste d'OSC. Plusieurs réunions ont été organisées à cet effet, pour veiller à ce que les OSC aient la possibilité de participer et de présenter leurs projets, activités, etc.

S'agissant de l'élaboration des projets, le GECT facilite l'engagement des citoyens à un stade très précoce. Parmi les exemples, un projet récent a consisté à créer une marque pour les produits locaux d'Ister-Granum avec le concours d'instances de producteurs et de consommateurs locaux. Un autre projet relatif à l'énergie durable vise à établir un partenariat et à organiser des réunions régulières entre le GECT et une OSC travaillant dans le secteur.

### C. EVALUATION DE L'INCIDENCE DE L'ENGAGEMENT CIVIQUE

Aucun système d'évaluation n'est en place.

#### 3.3.3.2 Evaluation

		Etapes du processus décisionnel					
		Fixation des priorités	Elaboration	Décision	Mise en œuvre	Suivi	Ajustement
Intensité de la participation	Information	--	--	--	Etablissement d'une liste d'OSC qui seront tenues informées des politiques du GECT	--	--
	Consultation	--	--	--	--	--	--
	Dialogue	Forum civil – citoyens/OSC qui participent aux réunions du GECT. Les décisions et les avis énoncés par le forum sont ensuite transmis à l'Assemblée.	Forum civil – citoyens/OSC qui participent aux réunions du GECT. Les décisions et les avis énoncés par le forum sont ensuite transmis à l'Assemblée .  OSC individuelles partenaires dans l'élaboration de propositions de projet	--	OSC individuelles partenaires dans la mise en œuvre des projets	--	--
	Partenariat	--	--	--	--	--	--

Tableau 6 – GECT ISTER-GRANUM: évaluation

### 3.3.3.3 Analyse récapitulative

**Information – Mise en œuvre:** Des informations ciblées sont produites. Une liste d'OSC est établie et celles-ci sont tenues informées des politiques du GECT par le biais de bulletins d'information.

**Dialogue – Elaboration/fixation des priorités:** Un forum civil est créé, composé de citoyens/OSC qui participent aux réunions du GECT. Les décisions et les avis énoncés par le forum sont ensuite transmis à l'Assemblée en vue de la prise de décisions.

**Dialogue – Mise en œuvre:** Des OSC individuelles peuvent être partenaires dans la mise en œuvre des projets.

### 3.3.4 EUROMETROPOLE Lille-Courtrai-Tournai

#### 3.3.4.1 Bilan de l'entretien

**Personne interrogée:** M. Vande Meulebroucke - *Directeur général*

**Date de l'entretien:** 8 juillet 2015

#### A. INCLUSION D'INSTANCES CITOYENNES ET D'UN MECANISME DE GOVERNANCE AU NIVEAU TRANSFRONTALIER

L'Eurométropole est un groupement européen de coopération territoriale (GECT) qui englobe des autorités locales provinciales et régionales, l'Etat fédéral belge et l'Etat-nation français. Elle constitue donc une organisation de gouvernance à plusieurs niveaux. Pour intégrer la société civile dans les plateformes de consultation, un «forum de la société civile» a été créé, qui a pour objectif de contribuer au processus décisionnel.

#### B. DESCRIPTION D'EXPERIENCES PERTINENTES

Le «Forum de la société civile» englobe 80 représentants de différents secteurs de la société civile (acteurs publics, acteurs économiques, OSC.). Il organise jusqu'à quatre sessions plénières pour définir le programme politique du GECT et commenter les politiques/mesures mises en œuvre. Le rôle du Forum est purement consultatif, car ses membres ne sont pas représentés dans les organes de décision. Chaque région de la zone transfrontalière définit elle-même la procédure de nomination de ses représentants.

S'agissant de la participation des jeunes, l'une des réussites du Forum a consisté à organiser un grand rassemblement nommé le «Heartbeats Eurometropolis Festival», qui a fait affluer les jeunes des trois pays.

Les futurs projets de mobilisation des citoyens comprennent:

- «L'Espace bleu eurométropolitain» se comprend comme un projet transversal, centré sur une cartographie participative des ressources et des questions relatives à l'eau dans l'Eurorégion. Le Forum travaillera activement à associer les citoyens à une réflexion sur les questions liées à l'eau (perspectives, enjeux, organisation de la vie quotidienne, etc.) et à proposer de nouveaux projets/initiatives.

- Un bureau d'information virtuel sera également créé comme premier point d'accès virtuel destiné à recueillir toutes les informations disponibles sur les questions/initiatives de la zone transfrontalière. Cette plateforme comprendra également des enquêtes en ligne et des espaces pour les commentaires.

## C. EVALUATION DE L'INCIDENCE DE LA PARTICIPATION CITOYENNE

L'incidence de la participation citoyenne ne fait l'objet d'aucune évaluation.

### 2.3.4.2 Evaluation

		Etapes du processus décisionnel					
		Fixation des priorités	Elaboration	Décision	Mise en œuvre	Suivi	Ajustement
Intensité de la participation	Information	--	--	--	Organisation de festivals de CTF ouverts à tous	--	--
	Consultation	--	Dans le bureau d'information en ligne, un espace sera créé pour les informations /commentaires des citoyens	--	--	--	--
	Dialogue	Forum de la société civile (80 représentants) – 4 sessions plénières par an pour établir et élaborer les programmes --	--	--	Forum de la société civile (80 représentants) – 4 sessions plénières par an pour commenter les politiques mises en œuvre	--	
	Partenariat	--	--	--	--	--	--

Tableau 7 – EUROMETROPOLE: évaluation

### 2.3.4.3 Analyse récapitulative

**Information – Mise en œuvre:** L'Eurométropole a organisé un festival de CTF au cours duquel les participants (et notamment les jeunes) ont été informés de ses réalisations et ont eu une expérience pratique d'échanges de CTF.

**Consultation – Elaboration:** Un bureau d'information en ligne destiné aux informations/commentaires est créé pour encourager les citoyens et les aider à participer à l'étape d'élaboration.

**Dialogue – Elaboration/fixation des priorités:** Un forum de la société civile a été créé (80 représentants). Quatre sessions plénières sont organisées chaque année en vue de réfléchir à l'élaboration et à la fixation des priorités.

**Dialogue – Suivi:** Le Forum de la société civile formule également des commentaires sur les politiques mises en œuvre.

## 2.3.5 EUROCITE CHAVES-VERIN

### 2.3.5.1 Bilan de l'entretien

**Personne interrogée:** José Sousa – *Bureau d'assistance technique du GECT Eurocité Chaves-Verin*

**Date de l'entretien:** 14 juillet 2015

### A. INCLUSION D'INSTANCES CITOYENNES ET D'UN MECANISME DE GOVERNANCE AU NIVEAU TRANSFRONTALIER

Dans la zone transfrontalière et dans les deux municipalités, plusieurs projets mobilisent la société civile et diverses parties prenantes. Néanmoins, pour l'heure, le mécanisme de gouvernance du GECT n'applique aucune méthodologie participative (structurée). Le GECT travaille avec les deux municipalités, mais la participation des citoyens reste limitée à l'échelle municipale.

### B. DESCRIPTION D'EXPERIENCES PERTINENTES

Les citoyens ont commencé à prendre des décisions et à établir des programmes avant même que le GECT ne soit institué. En 2008, ils ont contribué à élaborer le Plan stratégique du GECT (disponible en ligne) dans le cadre d'une approche ascendante. Un total de 60 parties prenantes, venant des deux villes, ont été invités à participer à la réunion et à présenter des propositions pour le plan stratégique.

Au sein du GECT, la participation civique au processus décisionnel est assurée par le biais de:

- Commissions sectorielles – Depuis sa création, le GECT englobe plusieurs commissions composées de représentants et de spécialistes des deux municipalités dans chaque secteur (sport, culture, jeunesse, tourisme, transport, éducation), afin de préparer chaque année le plan d'action conjoint et d'organiser chaque action/événement;
- Enquêtes et questionnaires en ligne – Avec des questions adressées aux citoyens sur les projets en cours et à venir (par exemple, les hôpitaux de Chaves-Verin);
- Forum de la jeunesse réunissant les représentants d'OSC de la jeunesse dans la zone transfrontalière.

La participation fonctionne bien à l'échelle municipale (par exemple, dans les conseils municipaux), mais elle est quasiment inexistante à l'échelle transfrontalière.

Le GECT élabore actuellement des propositions de projet à présenter avant la fin de l'année au Programme de coopération transfrontalière de l'Union européenne (2014-2020). En mai 2015, pour chaque secteur (culture, sport, tourisme, jeunesse, entreprenariat, transport, etc.), les parties prenantes les plus actives de Chaves-Verin ont été invitées à débattre des propositions à inclure dans les futurs projets (pour ceux compris entre 2015 et 2017).

Les résultats de ces réunions (mai 2015) seront utilisés d'une part, pour l'élaboration de la proposition de projet et d'autre part, pour le prochain examen du Plan stratégique.

Concernant le Plan stratégique pour le tourisme de l'Eurocité Chaves-Verin, 50 parties prenantes du secteur du tourisme ont été interrogées. Dans ce contexte et dans tous les cas d'élaboration/mise en œuvre du plan stratégique, les citoyens sont invités à participer aux enquêtes pour donner leur éclairage et leurs commentaires.

Le Forum de la jeunesse mobilise les jeunes membres de toutes les associations présentes dans la zone transfrontalière (200 associations). Les forums se tiennent généralement une fois par an, voire plus lorsque des projets/initiatives sont examinés.

### C. EVALUATION DE L'INCIDENCE DE L'ENGAGEMENT CITOYEN

Aucune procédure standard n'est en place pour évaluer l'engagement citoyen. La perception des citoyens n'est évaluée par questionnaire qu'après déploiement sur le terrain d'une initiative de participation.

#### 2.3.5.2 Evaluation

	Etapes du processus décisionnel					
	Fixation des priorités	Elaboration	Décision	Mise en œuvre	Suivi	Ajustement
Intensité de la participation	Informations disponibles en ligne et par bulletin	Informations disponibles en ligne et par bulletin	Informations disponibles en ligne et par bulletin	Informations disponibles en ligne et par bulletin  Communiqués de presse destinés à informer les citoyens sur le Plan pour le tourisme	--	--

	Consultation	--	Consultations en ligne (questionnaire) sur les futurs projets  Entretiens visant à recueillir des avis sur le Plan pour le tourisme	--	--	Consultations en ligne (questionnaire) sur les projets en cours  Formulaires destinés à recueillir les avis des citoyens sur les projets/initiatives en cours	--
	Dialogue	--	Construction de réflexions collectives sur le plan stratégique (60 citoyens participants )  Elaboration participative de propositions de projet avec des représentants choisis des parties prenantes	--	--	--	--
	Partenariat	--	--	--	Forum de la jeunesse – Des associations de jeunes collaborent pour élaborer le projet de CTF.		

Tableau 8 – EUROCITE CHAVES-VERIN: évaluation

### 2.3.5.3 Analyse récapitulative

**Information – De la fixation des priorités à la mise en œuvre:** Des informations en ligne sont disponibles au public. De plus, les citoyens/OSC intéressés peuvent s'abonner au bulletin d'information. Des communiqués de presse portant sur des questions spécifiques sont également publiés (par exemple, le Plan pour le tourisme).

**Consultation – Elaboration:** Des consultations en ligne (par exemple, des enquêtes) ont été conduites pour recueillir les avis des citoyens sur les projets proposés. En outre, pendant l'étape consacrée à l'élaboration du Plan pour le tourisme, des entretiens ont été menés avec les citoyens pour rassembler leurs instances.

**Consultation – Suivi:** Des consultations en ligne (par exemple, une enquête) sont également lancées pour recueillir des commentaires sur les projets en cours. Des questionnaires ont été distribués pour atteindre également les citoyens hors ligne et recevoir leur éclairage sur des initiatives spécifiques en cours.

**Dialogue – Elaboration:** La construction participative de réflexions collectives (avec 60 citoyens participants) a été encouragée et mise en place en vue d'élaborer le Plan stratégique. En outre, l'élaboration participative de propositions de projets est conduite dans ce sens avec des représentants des parties prenantes sélectionnés.

**Dialogue – Mise en œuvre:** Le Forum de la jeunesse (composé de représentants d'associations de la jeunesse dans la zone transfrontalière) collabore avec des organismes de CTF pour élaborer des projets.

## 2.3.6 CENTRE DE COOPERATION Francfort (O)-Slubice

### 2.3.6.1 Bilan de l'entretien

**Personne interrogée:** Sören Bollmann – Directeur du Centre de coopération Francfort-Slubice et agent de liaison pour la coopération internationale

**Date de l'entretien:** 14 juillet 2015

#### A. INCLUSION D'INSTANCES CITOYENNES ET D'UN MECANISME DE GOUVERNANCE AU NIVEAU TRANSFRONTALIER

Le Centre de coopération Francfort-Slubice tient compte de l'avis des citoyens dans la prise de décisions, par la voie de réunions et de conférences également ouvertes aux acteurs de la société civile et d'invitations d'experts de la société civile aux réunions du Conseil conjoint. En outre les informations sont communiquées au public sur le site web et par la diffusion d'un bulletin. Des questionnaires portant sur des thèmes spécifiques sont adressés aux citoyens pour recueillir leurs éclairages.

#### B. DESCRIPTION D'EXPERIENCES PERTINENTES

Francfort et Slubice ont organisé ensemble la Conférence de l'avenir (2009) pour construire une vision conjointe de l'avenir des villes jumelles autour de l'année 2020. Les parties prenantes, les OSC, les autorités locales et les citoyens ont activement participé à la conférence. Les réflexions réunies ont débouché sur la définition du Plan d'action local de Francfort et Slubice.

En 2009-2010, plusieurs réunions ont été organisées à la suite de la conférence, afin de renforcer la confiance entre les citoyens et les organismes de CTF, et de rassembler leurs commentaires pour assurer le suivi des mesures mises en œuvre.

La participation est faible, sauf s'il s'agit de projets et d'idées très concrets qui concernent directement les citoyens.

Malgré cela, les citoyens sont tenus informés en permanence sur les activités des organismes de CTF. Les réunions annuelles du conseil municipal conjoint sont ouvertes au public et des communiqués de presse sont publiés avec la synthèse de leur contenu. Pour faciliter la

participation, les réunions du conseil municipal conjoint se divisent en deux grandes parties. La première partie consiste à présenter les plans stratégiques et ceux de mise en œuvre. La seconde se compose de séminaires permettant de débattre des instances présentées avec les partis prenantes/citoyens.

Les activités de Francfort et de Slubice sont diffusées en ligne via Internet. Des informations sont fournies tout au long du processus décisionnel, de l'établissement des programmes à leur mise en œuvre.

Des enquêtes sont également conduites pour recueillir les réflexions des citoyens. Aux fins de créer des écoles transfrontalières (bilingues) du côté allemand de la frontière, un questionnaire a été distribué aux parents sur l'intérêt d'assister à des cours en polonais. Quarante pour cent des parents ont décidé de participer à l'enquête et une nouvelle association a été créée par des familles et des parents germano-polonais des deux côtés de la frontière, en faveur d'une école germano-polonaise dans la zone transfrontalière.

### C. EVALUATION DE L'INCIDENCE DE L'ENGAGEMENT CIVIQUE

Aucune procédure standard n'est en place pour évaluer l'engagement citoyen.

#### 2.3.6.2 Evaluation

Etapes du processus décisionnel						
	Fixation des priorités	Elaboration	Décision	Mise en œuvre	Suivi	Ajustement
Intensité de la participation	Information	Informations disponibles par bulletin et sur site web	Informations disponibles par bulletin et sur site web	Informations disponibles par bulletin et sur site web  Réunions du Conseil conjoint ouvertes aux citoyens pour rendre compte des mesures /stratégies	Communiqués de presse sur le suivi des mesures/stratégies mises en œuvre	Informations disponibles par bulletin et sur site web
Consultation	Conférence de l'avenir – conférence transfrontalière organisée pour recueillir l'éclairage des citoyens et des parties prenantes sur la «vision» de la zone de CTF autour de 2020	--	--	Séminaires tenus lors des conseils municipaux, afin que les citoyens commentent les résultats/incidences des mesures et stratégies mises en œuvre	Organisation de réunions de suivi de la Conférence de l'avenir pour recueillir des avis sur les mesures mises en œuvre	--

	Dialogue	-- Questionnaire aux parents sur l'intérêt de classes en polonais dans des écoles allemandes	--	Mobilisation des associations parentales en faveur de l'école germano-polonaise	--	--
	Partenariat	--	--	--	--	--

Tableau 9 – CENTRE DE COOPERATION: évaluation

### 2.3.6.3 Analyse récapitulative

**Information – De la fixation des priorités à l'ajustement de la politique:** Des informations sur toutes les étapes du processus décisionnel sont disponibles par bulletin et sur site web. En outre, s'agissant de l'étape de mise en œuvre, les réunions du conseil conjoint sont ouvertes aux citoyens pour les tenir informés des mesures et stratégies mises en œuvre. Des communiqués de presse sont ensuite publiés, afin de décrire les mesures de suivi adoptées et l'état d'avancement des mesures présentées.

**Consultation – Fixation des priorités:** En 2009, la Conférence de l'avenir a été organisée pour recueillir l'éclairage des citoyens et des parties prenantes sur la «vision» de la zone de CTF autour de 2020.

**Consultation – Mise en œuvre:** Des séminaires sont organisés pendant les conseils municipaux, dans le cadre desquels les citoyens peuvent commenter les résultats/incidences des mesures/stratégies mises en œuvre.

**Consultation – Suivi:** Pendant l'année qui a suivi la Conférence de l'avenir, des réunions de suivi ont été organisées avec les citoyens pour recueillir leurs avis sur les mesures mises en œuvre.

**Dialogue – Elaboration:** Les priorités retenues comprenant la création d'expériences pédagogiques interculturelles dans la zone transfrontalière, les parents (du côté allemand de la frontière) ont été interrogés sur l'intérêt de suivre des cours en polonais dans des écoles allemandes.

**Dialogue – Mise en œuvre:** A la suite de l'enquête évoquée ci-dessus, les associations parentales se sont directement mobilisées pour promouvoir l'école germano-polonaise.

### 2.3.7 EURODISTRICT de Bâle

#### 2.3.7.1 Bilan de l'entretien

**Personne interrogée:** Frédéric Duvinage – *directeur de l'Eurodistrict trinational de Bâle (ETB)*

**Date de l'entretien:** 9 juillet 2015

#### A. INCLUSION D'INSTANCES CITOYENNES ET D'UN MECANISME DE GOUVERNANCE AU NIVEAU TRANSFRONTALIER

Jusqu'à récemment, la gouvernance territoriale n'était guère accessible aux citoyens et relevait principalement des compétences des responsables politiques. Le Comité directeur (c'est-à-dire l'Assemblée générale de l'ETB) se compose d'acteurs politiques et non de citoyens, et la Conférence métropolitaine de Bâle est elle aussi une instance résolument politique, constituée de responsables politiques et de fonctionnaires. Mais en 2015, dans le cadre du projet 3Land, les citoyens ont eu l'occasion d'exprimer leur point de vue sur un projet spécifique par la voie d'un questionnaire. Pour la première fois, l'ETB a pris en compte leurs idées et leurs questions.

Tous les citoyens de la zone transfrontalière sont tenus informés des activités et initiatives de CTF par différentes voies, telles que le site web officiel et le bulletin de l'ETB, qui est accessible à tous les citoyens.

## B. DESCRIPTION D'EXPERIENCES PERTINENTES

En 2012, l'Eurodistrict a décidé d'accroître l'aide financière apportée aux travaux de la société civile et alloué à cette fin une somme de 400 000 euros à de petits projets transfrontaliers proposés par des associations dans les domaines de la culture, de l'environnement, des langues, de la musique et du sport. L'accès à ces fonds était réglementé par la voie d'un appel à propositions. A l'heure actuelle, les associations n'ont reçu que 200 000 euros et d'ici à la fin de l'année, un mode de distribution des fonds restants sera décidé. Quatorze projets présentés ont été financés. Le financement a fonctionné comme suit: l'appel à projets a été ouvert; des lignes directrices décrivant les procédures et les priorités ont été publiées par les médias et l'initiative a fait l'objet d'une présentation publique. Une commission a évalué tous les projets proposés, puis les résultats ont été joints à l'ordre du jour politique.

Le projet 3Land<sup>7</sup> mobilise les trois villes de Huningue, Weil am Rhein et Bâle (y compris les Communautés de communes des Trois Frontières et du Haut-Rhin). Le projet vise à coordonner l'aménagement urbain et à construire une vision commune du développement pour la zone située entre les ponts du Palmrain et du Dreirosen. Il a pour objectif d'informer les citoyens et d'intégrer leurs retours d'information dans les stratégies d'aménagement urbain<sup>8</sup>.

### 2.3.7.2 Evaluation

	Etapes du processus décisionnel					
	Fixation des priorités	Elaboration	Décision	Mise en œuvre	Suivi	Ajustement
Intensité de la participation Information	--	--	--	Les activités/initiatives de CTF sont mises à disposition du public sur le site web officiel et par bulletin  Informations sur le projet 3Land rendues publiques par le biais d'une d'exposition itinérante	--	--

<sup>7</sup> Eurodistrict trinational de Bâle, «3Land», <http://www.freewillastrology.com/horoscopes/taurus.html>, consulté le 17 juillet 2015, site web officiel de 3Land, <http://3-land.net/start/fr/>, consulté le 17 juillet 2015 et Eurodistrict trinational de Bâle, «IBA Basel 2020», <http://www.eurodistrictbasel.eu/fr/projets/iba-basel-2020.html>, consulté le 17 juillet 2015

<sup>8</sup> Contenu du questionnaire: 3Land, «Concept urbain 3Land : trois villes – un avenir commun», <https://www.findmind.ch/survey.php?go=start&id=7y4835&lang=&mode=&g=&p=&k=&lang=3>, consulté le 17 juillet 2015

	Consultation	Retours d'information des citoyens (tirés du questionnaire) recueillis sur les besoins/suggestions en matière d'aménagement urbain	Retours d'information des citoyens (tirés du questionnaire) recueillis sur les besoins/suggestions en matière d'aménagement urbain	--	--	Retours d'information des citoyens (tirés du questionnaire) recueillis sur leur perception de la zone de CTF	--
	Dialogue	--	--	--	--	--	--
	Partenariat	--	--	--	400 000 € affectés à un fonds destiné aux projets de la société civile dans les domaines de la culture, de l'environnement, des langues, de la musique et du sport	--	--

Tableau 10 – EURODISTRICT de Bâle: évaluation

### 2.3.7.3 Analyse récapitulative

**Information – Mise en œuvre:** La transmission de l'information réalisée pendant l'étape de la mise en œuvre est particulièrement importante. Les activités/initiatives de CTF sont mises à disposition du public sur le site web officiel et par bulletin. Par ailleurs, le projet 3Land destiné à repenser les espaces urbains est présenté par le biais d'une exposition itinérante dans les villes de la zone transfrontalière.

**Consultation – Elaboration/fixation des priorités:** Des retours d'information des citoyens sont recueillis (par le biais d'un questionnaire) sur les besoins/suggestions en matière d'aménagement urbain (dans le cadre du projet 3Land)

**Consultation – Suivi:** Des retours d'information des citoyens sont recueillis (par le biais d'un questionnaire) sur leur perception de la zone de CTF et sur l'adéquation des mesures/stratégies mises en œuvre.

**Partenariat – Mise en œuvre:** Un fonds de 400 000 euros a été alloué au financement de projets de la société civile dans les domaines de la culture, de l'environnement, des langues, de la musique et du sport qui répondent aux critères définis par l'Eurorégion.

## 2.3.8 REGION METROPOLITAINE TRINATIONALE DU RHIN SUPERIEUR

### 2.3.8.1 Bilan de l'entretien

**Personne interrogée:** Johanna Becker-Strunk

**Date de l'entretien:** 28 juillet 2015

#### A. INCLUSION D'INSTANCES CITOYENNES ET D'UN MECANISME DE GOUVERNANCE AU NIVEAU TRANSFRONTALIER

Dans la région du Rhin supérieur, trois conseils ouverts à tous sont établis et autorisent également la participation de diverses parties prenantes.

#### B. DESCRIPTION D'EXPERIENCES PERTINENTES

Par ailleurs, 12 groupes de travail composés d'experts français, allemands et suisses contribuent à élaborer des politiques sur: le transport; l'environnement; la culture; l'éducation; la jeunesse; la santé; l'économie; l'aménagement de l'espace; la gestion des catastrophes; la protection du climat; l'agriculture; le sport. Ces groupes de travail sont eux-mêmes assistés pour certaines questions par 35 commissions de spécialistes.

#### C. EVALUATION DE L'INCIDENCE DE L'ENGAGEMENT CIVIQUE

Aucune procédure standard n'est en place pour évaluer l'engagement citoyen.

### 2.3.8.2 Evaluation

	Etapes du processus décisionnel					
	Fixation des priorités	Elaboration	Décision	Mise en œuvre	Suivi	Ajustement
Intensité de la participation	Information	--	--	--	--	--
	Consultation	--	--	--	--	--
	Dialogue	--	--	--	--	--
Partenariat	12 groupes de travail	12 groupes de travail	--	12 groupes de travail  35 commissions de spécialistes mobilisées pour le développement et la mise en œuvre de projets	12 groupes de travail	12 groupes de travail

Tableau 11 – REGION METROPOLITAINE TRINATIONALE: évaluation

### 2.3.8.3 Analyse récapitulative

**Partenariat:** Intervient à toutes les étapes du processus décisionnel. Douze groupes de travail thématiques (transport; environnement; culture; éducation; jeunesse; santé; économie; aménagement de l'espace; gestion des catastrophes; protection du climat; agriculture; sport) composés d'experts de trois pays fixent des priorités pour les travaux de la région métropolitaine, élaborent des politiques et assurent un suivi jusqu'à l'étape de révision.

**Partenariat – Mise en œuvre:** Des commissions de spécialistes aident le groupe de travail à élaborer et à mettre en œuvre certains projets.

## 2.3.9 CONFERENCE INTERNATIONALE DU LAC DE CONSTANCE

### 2.3.9.1 Bilan de l'entretien

**Personne interrogée:** Klaus Diete-Schnell

**Date de l'entretien:** 27 juillet 2015

## A. INCLUSION D'INSTANCES CITOYENNES ET D'UN MECANISME DE GOUVERNANCE AU NIVEAU TRANSFRONTALIER

Bien qu'elles n'aient pas encore un caractère officiel, des mesures prévoient d'inclure des instances citoyennes dans la prise de décisions et dans les consultations. Ainsi, le projet d'énoncé de la mission de la Conférence internationale du lac de Constance (IBK) a été finalisé à partir d'une consultation publique et d'examen en ligne.

La Conférence a un site internet très actif dans la diffusion d'informations, accompagné des sites web officiels de ses membres. Elle effectue régulièrement des consultations en ligne. En outre, la version imprimée du rapport annuel d'activité est largement distribuée dans la région, mais surtout parmi les acteurs institutionnels, des décideurs ou des membres du Parlement.

Des réunions et des conférences sont souvent organisées pour diffuser et rassembler des informations auprès des citoyens. Pour traiter les retours d'information recueillis, notamment par des consultations en ligne, le soutien de l'université de Constance est essentiel.

## C. DESCRIPTION D'EXPERIENCES PERTINENTES

S'agissant de l'engagement citoyen, la Conférence a débuté en 1999 et a réussi à rapprocher les parties prenantes et, en particulier, les citoyens des institutions. La participation des citoyens englobe également la collaboration avec des groupes d'intérêts et de pression, et notamment avec les jeunes. Dans cet esprit, quatre sommets de la jeunesse ont été organisés, attirant 700 à 1 000 jeunes provenant de toute la région. Le premier s'est déroulé en 2003 et le dernier en 2010. Pour assurer cette coopération, une équipe a été créée, composée de jeunes personnes qui organisent conjointement des conférences et joignent les thèmes qui les intéressent à l'ordre du jour des discussions avec les responsables politiques.

Les citoyens contribuent généralement à l'élaboration des programmes et des politiques, mais également à leur suivi et à leur reformulation. Ainsi, avant la mise en vente de titres de transport transfrontaliers, les usagers seront consultés.

La Conférence a créé un fonds de coopération transfrontalière destiné à financer de petits projets. Pour l'heure, 104 projets ont pu être financés en coordination avec le programme Interreg.

Des conférences et des activités de diffusion sont organisées pour couvrir l'ensemble du territoire de la Conférence. Pendant les conférences et les ateliers, l'accent est mis sur l'analyse de la distribution spatiale (c'est-à-dire l'endroit d'où les gens viennent) et la distribution des secteurs de la société (par exemple, l'économie, la société civile, les sciences) des participants.

## D. EVALUATION DE L'INCIDENCE DE L'ENGAGEMENT CIVIQUE

Aucun indicateur officiel/établissement pour évaluer l'évaluation de l'incidence.

### 2.3.9.2 Evaluation

		Etapes du processus décisionnel					
		Fixation des priorités	Elaboration	Décision	Mise en œuvre	Suivi	Ajustement
Intensité de la participation	Information	Site web	Site web	Site web	Rapport annuel d'activité distribué aux acteurs institutionnels de la région	--	--
	Consultation	--	Consultations en ligne lancées pour rassembler des idées sur les thèmes que le 5 <sup>e</sup> programme Interreg traitera  Conférence de la Commission de l'économie – ouverte (500 participants) Ateliers thématiques organisés pour rassembler des idées sur la façon de mettre en œuvre les stratégies de CTF	--	Réunion/conférences organisées pour recueillir des infos/commentaires auprès des citoyens	Réunion/co nférences organisées pour recueillir des infos/comm entaires auprès des citoyens  Conférence de suivi sur les modes de transport – parties prenantes intéressées invitées à se prononcer	--
	Dialogue	--	--	--	--	--	--
	Partenariat	--	--	--	Petites subventions allouées aux OSC pour mettre en œuvre les projets de CTF	--	--

Tableau 12 –CONFERENCE INTERNATIONALE DU LAC DE CONSTANCE: évaluation

### 2.3.9.3 Analyse récapitulative

**Information – Mise en œuvre:** Outre les informations disponibles sur le site web, le rapport annuel d'activité est distribué aux acteurs institutionnels de la région transfrontalière pour décrire les mesures mises en œuvre.

**Consultation – Elaboration:** Des consultations en ligne ont été lancées pour rassembler les idées des citoyens sur les thèmes que le 5<sup>e</sup> programme Interreg traitera. En outre, pendant la Conférence de la Commission de l'économie, des ateliers thématiques ont été organisés pour rassembler des idées sur la meilleure mise en œuvre possible des stratégies de CTF.

**Consultation – Mise en œuvre/suivi:** Une réunion/des conférences sont régulièrement organisées pour rassembler des infos/les avis des citoyens. Une conférence de suivi spécifique s'est déroulée sur le thème des modes de transport transfrontaliers. Les parties prenantes intéressées ont été conviées à participer et à donner leur avis/éclairage.

**Partenariat – Mise en œuvre:** Une petite subvention a été allouée aux OSC pour mettre en œuvre des projets de CTF.

## SECTION 3

# BILAN ET RECOMMANDATIONS SUR L'ENGAGEMENT CITOYEN DANS LES STRUCTURES DE GOUVERNANCE DE LA CTF

### 3. BILAN ET RECOMMANDATIONS

#### 3.1 Bilan sur les outils d'engagement citoyen

A l'échelle transfrontalière, plusieurs outils et méthodes permettent d'impliquer la société civile dans les processus décisionnels: «des conseils informels aux parlements civils ou aux outils de dialogue» (MOT - Mission opérationnelle transfrontalière 2011), de l'information à la consultation pour impliquer directement les citoyens et les parties prenantes. Comme le montrent les études de cas, la participation citoyenne intervient à différentes étapes du processus décisionnel.

Le tableau ci-dessous énumère les outils identifiés.

Institution transfrontalière	Outils et méthodes
<i>Eurodistrict Strasbourg-Ortenau (FR/DE)</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Radio Eurodistric (ReD) (2004)</li> <li>• Evénements transfrontaliers (Pique-nique européen, Fête du vélo, Randonnée, le KM solidarité qui mobilise les élèves, etc.)</li> <li>• Plateforme de discussion en ligne (octobre 2010), pour les discussions, les retours d'information, les candidatures de projets.</li> </ul> <p>(MOT - Mission opérationnelle transfrontalière 2011)</p>
<i>Eurorégion Pyrénées – Méditerranée (FR/ES)</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisation des journées professionnelles</li> <li>• Aide aux projets culturels transfrontaliers</li> </ul> <p>(Euroregion 2015)</p>
<i>Eurorégion Tyrol-Tyrol du Sud-Trentin (AT/IT)</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Site web informant les citoyens sur la zone spécifique de son territoire.</li> </ul> <p>(Europaregion 2015)</p>
<i>Région de l'Oresund (SE/DK)</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Forum web pour: <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ information publique</li> <li>◦ communication et partage de l'information entre les citoyens</li> </ul> </li> </ul> <p>(MOT - Mission opérationnelle transfrontalière 2011)</p>
<i>Eurodistrict trinational de Bâle (ETB) (FR/DE/CH)</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Métrobasel (organisme regroupant des industries et des établissements bancaires) organisant: <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ une revue économique annuelle bilingue et distribuée à la population</li> <li>◦ un forum annuel dans lequel les entreprises évaluent les politiques publiques et élaborent des propositions</li> </ul> </li> </ul> <p>(URBACT 2010)</p>
<i>Eurocité Chaves-Verin (ES/PT)</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dialogue informel avec les représentants de la société civile sur l'Agenda stratégique de l'Eurocité.</li> </ul> <p>(URBACT 2010)</p>
<i>Conférence</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conférence sur l'économie (<i>Wirtschaftskonferenz</i>) regroupant des</li> </ul>

<i>internationale du lac de Constance (DE/AT/CH/LI)</i>	<i>acteurs économiques et politiques et des représentants de la société civile.</i>  <i>(Bondenseekonferenz 2015)</i>
<i>Euregio (DE/NL)</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réunions de CTF de citoyens dans le domaine socioculturel (échanges scolaires, manifestations sportives, etc.)</li> <li>Commissions de travail de l'EUREGIO</li> </ul> <i>(Euregio 2015)</i>
<i>Eurorégion Siret – Prut – Nistru (RO/MD)</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Forum économique</li> </ul> <i>(Euroregiune 2015)</i>
<i>Francfort (Oder)/Slubice (DE/PL)</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Forum de débat public</li> <li>Groupes de travail eurocéadiens</li> <li>Plateforme Internet pour la conférence annuelle des citoyens.</li> </ul> <i>(URBACT 2010); (MOT - Mission opérationnelle transfrontalière 2011)</i>
<i>Eurométropole Lille-Courtrai-Tournai (FR/BE)</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Forum de l'Eurométropole Lille-Courtrai-Tournai</li> </ul> <i>(URBACT 2010); (MOT - Mission opérationnelle transfrontalière 2011)</i>
<i>Eurorégion baltique (DK/LT/PL/RU/SE)</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Partenariat des usagers de l'eau</li> </ul> <i>(Union des villes de la Baltique )</i>
<i>Région métropolitaine trinationale du Rhin supérieur (CH/FR/DE)</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Forums de citoyens</li> </ul> <i>(Région métropolitaine trinationale 2015); (MOT - Mission opérationnelle transfrontalière 2011)</i>
<i>GECT Ister-Granum (HU/SK)</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Projet de parlement civil (2006)</li> </ul> <i>(URBACT 2010); (MOT - Mission opérationnelle transfrontalière 2011)</i>

Tableau 13 - Participation pratique des citoyens

### 3.1.2 Facteurs de réussite pour l'engagement citoyen

Une évaluation préliminaire des instances de participation des citoyens aux processus décisionnels à l'échelle transfrontalière qui sont présentées ci-dessus a mis en évidence l'existence de certains facteurs qui influent sur l'engagement citoyen.

Parmi les facteurs essentiels figurent les connaissances recueillies auprès des citoyens et transmises aux citoyens. Particulièrement propices à la production culturelle, les zones frontalières offrent une vision nouvelle de la vie sociale à travers le prisme de la frontière, et la communauté frontalière a la capacité de modeler et de remodeler le concept de la frontière en soi (Schimanski et Wolfe, 2010) dans une double direction:

- En partant des citoyens – Il est indispensable de recueillir les connaissances des participants locaux pour fonder la prise de décisions sur des mesures éclairées (Stafanik, 2009) et surmonter l'asymétrie des discours frontaliers (c'est-à-dire comprendre la perception des gens) (Maria De Fatima Amante, 2010).

- En allant vers les citoyens – Les habitants des zones frontalières, y compris les acteurs politiques, ne sont pas toujours bien informés sur les actions de coopération transfrontalière, leurs avantages et leurs inconvénients. Sans les connaissances appropriées, la société civile ne peut pas intégrer la CTF dans la langue courante, et donc, dans l'identité locale. Les projets de coopération peuvent être perçus comme des «jouets de la bureaucratie», qui ne répondent pas aux besoins des communautés locales.

Les principaux facteurs identifiés se rapportent à:

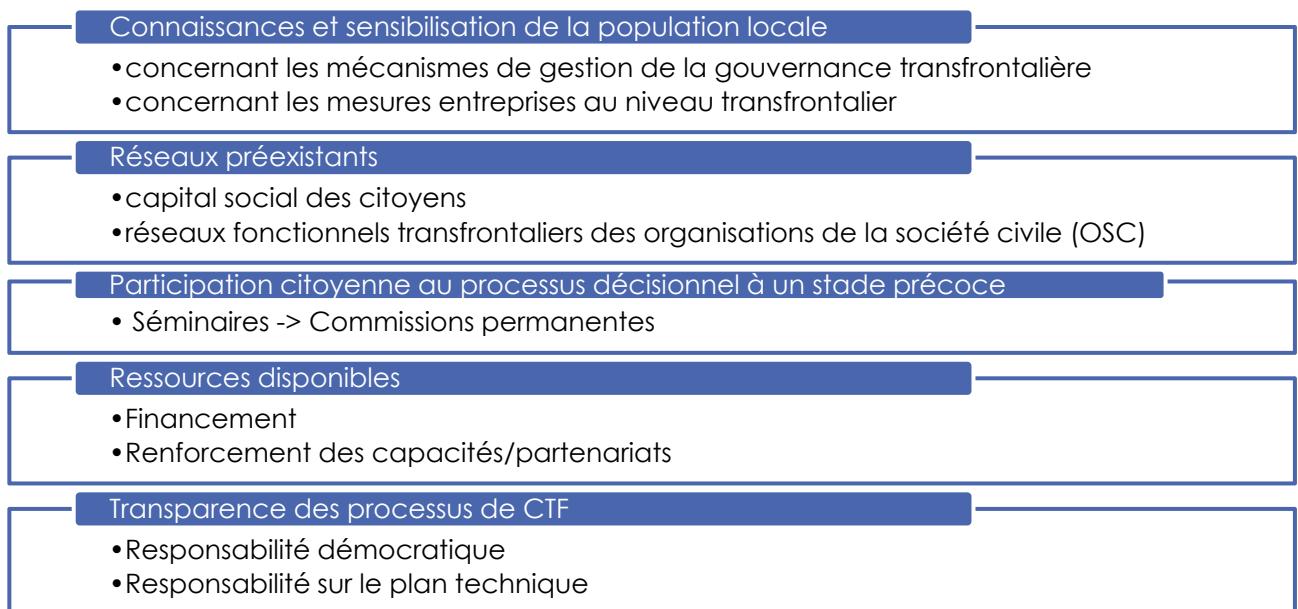


Figure 3 – Facteurs de réussite pour l'engagement citoyen

## 3.2 Recommandations

L'engagement citoyen dans les structures de CTF se traduit par:

- une légitimité démocratique renforcée des structures de CTF et le sentiment d'appropriation des citoyens des zones transfrontalières vis-à-vis des dispositifs, des projets et des initiatives de CTF auxquels ils participent;
- des perspectives élargies de gouvernance multiniveau, car elles prévoient l'intégration horizontale et verticale des parties prenantes dans le processus décisionnel;
- une meilleure adéquation des politiques aux besoins locaux;
- une amélioration de la qualité, de l'efficience et de la pérennité des décisions prises par les structures de gouvernance transfrontalière;
- les capacités renforcées des autorités locales, des collectivités de CTF et des citoyens à développer les zones transfrontalières par le dialogue multilatéral.

La possibilité de faire intervenir les citoyens dans les structures et stratégies de gouvernance de la CTF, et d'en tirer des résultats positifs s'appuie directement sur:

- La connaissance et la sensibilisation des citoyens concernant:
  - les mécanismes (juridiques et financiers) de gouvernance transfrontalière;
  - les mesures entreprises au niveau transfrontalier.

Parmi les exemples pratiques relevés, on peut citer le Forum annuel des parties prenantes organisé par l'Eurorégion baltique (ERB) depuis 2010, pour accroître la visibilité et la transparence de ses actions, tout en encourageant une «culture populaire de la CTF». Dans ce contexte, des groupes spécifiques sont mis en place pour inclure les parties prenantes dans le débat sur l'avenir de la CTF (section 2, p. 18).

- La préexistence de réseaux fonctionnels au sein de la société civile fondés sur le capital social des citoyens;

Cette condition s'avère particulièrement importante pour tout ce qui concerne le développement durable de stratégies initialement promues par les citoyens, soutenues par l'organisme de CTF puis de nouveau promues et défendues par les OSC. Un exemple significatif est celui du projet d'école transfrontalière engagé par le Centre de coopération de Francfort (O)-Slubice, dans lequel une enquête a d'abord été menée auprès de la population, puis l'association des parents a pris le relais pour faire campagne auprès des citoyens à l'échelle transfrontalière (section 2, p. 29).

- L'implication des citoyens dans le processus décisionnel dès le début des activités de CTF, indépendamment du niveau d'institutionnalisation de la CTF;

Un exemple intéressant en la matière est celui de l'Eurométropole Lille-Courtrai-Tournai, dans laquelle un forum de la société civile (composé de 80 représentants des parties prenantes) contribue à fixer les priorités et à définir les programmes, ainsi qu'à assurer le suivi des politiques adoptées et des projets et mesures mis en œuvre. Ce forum organise quatre réunions plénières par an, et les commentaires des participants sont rassemblés et pris en compte dans l'étape de décision et dans l'étape d'ajustement des politiques (section 2, p. 24).

- La disponibilité des ressources consacrées à l'engagement des citoyens/OSC et les initiatives de renforcement des capacités.

La Conférence internationale du lac de Constance a mis en place des subventions destinées aux OSC qui élaborent des projets de CTF. A ce jour, 104 petits projets ont été financés dans le cadre de cette initiative et du programme Interreg (section 2, par. 34). De son côté, l'Eurodistrict de Bâle a créé un fonds de 400 000 euros pour financer des projets de la société civile dans les domaines de la culture, de la musique, de l'environnement, des langues, du sport (section 2, p. 31).

Dans la pratique, les citoyens s'engagent à des degrés de participation divers:

- la représentation (le vote);
- un engagement ponctuel dans des initiatives de terrain;
- un groupe de travail ad hoc, fondé sur un projet.

Les OSC peuvent s'engager dans des domaines qui les intéressent par le biais du Forum civil du GECT Ister-Granum. En participant à des réunions ouvertes du GECT, les OSC concernées peuvent énoncer leur avis sur les sujets de leur compétence. Leurs observations sont ensuite transmises à l'Assemblée et elles peuvent être invitées à participer en qualité de partenaires/experts à des initiatives/projets donnés (section 2, p. 22).

- Les mécanismes d'engagement institutionnel qui, selon leurs compétences en matière de prise de décisions, se déclinent comme suit:
  - conférences régulières;
  - comités consultatifs;
  - comités permanents et de suivi;

- comités de prise de décisions.

Pour mieux comprendre le rôle et les compétences des comités permanents, on peut citer l'exemple du GECT Gorizia-Nova Gorica-Sempeter Vrtojba, dans lequel des comités de travail spécifiques composés d'experts sur des priorités thématiques de la zone transfrontalière sont créés et se réunissent de façon régulière à titre de partie intégrante des organes fonctionnels du GECT (section 2, p.14).

De la même manière, la Région métropolitaine trinationale du Rhin supérieur a officiellement intégré dans ses organes 12 groupes de travail composés d'experts français, allemands et suisses, qui coopèrent en partenariat pour fixer les priorités et établir les programmes, ainsi que mettre en œuvre les politiques et les mesures et en assurer le suivi (section 2, p. 33).

L'engagement civique institutionnalisé exige que les citoyens participants soient élus/sélectionnés pour siéger dans des structures spécifiques au sein d'organismes de CTF. Cela peut restreindre l'accès du public à la participation. Il importe donc que les citoyens directement engagés assurent une fonction de représentation de la société civile dans son ensemble. En outre, les formes institutionnalisées de l'engagement citoyen (par exemple, les comités permanents) doivent s'accompagner de possibilités de participation régulière moins structurées, ouvertes à tous les citoyens qui le souhaitent (par exemple, le forum civil).

Dans l'Eurocité Chaves-Verin, par exemple, la participation civique à la prise de décisions de CTF est rendue possible par la création de comités sectoriels (sport, culture, jeunesse, tourisme, transport, éducation) composés de représentants des parties prenantes qui contribuent à élaborer un plan d'action conjoint annuel. Dans le même temps, des citoyens (c'est-à-dire le grand public) s'engagent, par le biais de questionnaires/enquêtes en ligne, à donner leur avis sur les propositions de projet, et le forum de la jeunesse citoyenne se charge de transmettre les observations des populations locales (section 2, p. 26).

Il est essentiel de renforcer les capacités d'engagement des citoyens et d'en assurer le suivi. Les coûts associés aux expériences négatives de participation sont extrêmement élevés, car la confiance des citoyens s'érode facilement, au point d'avoir des répercussions négatives sur leur perception générale de la CTF et de ses institutions participantes. Pour créer des outils de participation intégrés efficaces, les structures de gouvernance de la CTF doivent apporter leur expérience professionnelle pour:

- organiser des événements participatifs;
- faciliter leur tenue;
- intégrer les retours d'information des citoyens dans le processus décisionnel et assurer leur suivi.

En résumé, la participation ne doit pas être encouragée comme une fin en soi, mais plutôt s'appliquer aux différentes étapes du processus décisionnel. A cet effet, le tableau 1 (Dimensions et variables permettant d'évaluer la participation citoyenne) offre une matrice d'interprétation qui fait le lien entre la prise de décisions et l'intensité de la participation civique en cours. L'application de cette matrice à l'état des lieux dans une instance de gouvernance transfrontalière donnée permet l'autoévaluation et le suivi. En juxtaposant le contexte et l'interpolation des variables, il est également possible d'établir les étapes qui restent à franchir pour garantir le niveau de participation civique approprié.

## REFERENCES

- Arnstein, S.R. (1969) "A ladder of citizens participation". *Journal of the American Institute of Planners* 35:216-224)
- Bobbio, L. (2000) "Produzioni politiche a mezzo di contratti nella pubblica amministrazione italiana". *Stato e mercato* n. 58,
- Bruch, C., Libor, J., Mikiyasu, N., Kazimierz A. S., Cassar, A., (2005), "From theory to practice: An overview of approaches to involving the public in international watershed management". In *Public participation in the governance of international freshwater resources*, United Nations University Press
- Callanan, M., Keogan, J.F. (2003), *Local government in Ireland: inside out*. Institute of Public Administration (Ireland)
- De Fatima Amante, M. (2010), "Local discursive strategies for the Cultural construction of the border: the case of Portuguese-Spanish Border", *Journal of Borderlands Studies*, volume 25, No.1/2010
- Del Bianco D., Jackson J. (2012), Cross-border co-operation Toolkit. Central of Expertise for local government reform, CoE
- Della Porta, D. (2004) Comitati Cittadini e democrazia urbana. Rubettino
- Klinke, A. (2009), "Deliberative transnationalism — Transnational governance, public participation and expert deliberation". *Forest Policy and Economics* (Elsevier) 11, n. 5-6 (October 2009)
- Kranz, N., Mostert, E. (2010), "Governance in Transboundary Basins - the Roles of Stakeholders; Concepts and Approaches in International River Basin". In *Transboundary Water Management: Principles and Practice*. International Water Institute
- Mirwaldt, K. (2009), "The Small Projects Fund and Social Capital Formation in the Polish-German Border Region: An Initial Appraisal". European Policies Research Paper (European Policies Research Centre), n. 68 (July 2009)
- Morata, F., Noferini, A. (2013), "The Pyrenees-Mediterranean Euroregion: functional networks, actors' perceptions and expectations". [http://www.academia.edu/3500962/The\\_Pyrenees-Mediterranean\\_Euroregion\\_functional\\_networks\\_actors\\_perceptions\\_and\\_expectations](http://www.academia.edu/3500962/The_Pyrenees-Mediterranean_Euroregion_functional_networks_actors_perceptions_and_expectations) (last accessed on 16.06.2015)
- Otočan, O. (2010), Euroregion as a mechanism for strengthening transfrontier and interregional cooperation: opportunities and challenges. Council of Europe.
- Pellizzoni, L. (2008) "Politiche pubbliche e nuove forme di partecipazione" in *Partecipazione e Conflitto* 2008, n.1
- Renn, O., Klinke, A. (2001), "Public Participation across borders". In *Transboundary Risk Management* Earthscan Publications Ltd.

- Sare, M. (2004), "Empowerment Of Public Participation In Management Of Transboundary Waters In Countries In Transition: Lake Peipsi (Estonia-Russia) Case Study". [http://www.researchgate.net/publication/242110990\\_Empowerment\\_Of\\_Public\\_Participation\\_In\\_Management\\_Of\\_Transboundary\\_Waters\\_In\\_Countries\\_In\\_Transition\\_Lake\\_Peipsi\\_\(Estonia-Russia\)\\_Case\\_Study](http://www.researchgate.net/publication/242110990_Empowerment_Of_Public_Participation_In_Management_Of_Transboundary_Waters_In_Countries_In_Transition_Lake_Peipsi_(Estonia-Russia)_Case_Study) (last accessed June 22, 2015).
- Schimaski, J., Wolfe, S. (2010), "Cultural production and negotiation of borders: introduction to the dossier", Journal of Borderlands Studies, volume 25, No.1/2010
- Spyra, M. (2014), "The feasibility of implementing cross-border land-use management strategies: a report from three Upper Silesian Euroregions", Journal of Biogeosciences and Forestry 7 (2014)
- Stefanik, I. (2009), "Transboundary Conservation: Security, Civil Society and Cross-Border Collaboration", Journal of Borderlands Studies, volume 24, No.2/2009
- Sumpor, M., Marga, K. (2011) "Sustainable Development Aspects in Cross-Border Cooperation Programmes: The Case of Croatia and Montenegro", European Regional Science Association - ERSA Congress 2011 Barcelona Special Session: Cross-border Regions and Transport Accessibility
- Va.Aa. (2007), Regional Environmental Center: Trans-Boundary Cooperation through the Management of Shared Natural Resources. ORS MARCZIN.
- Va.Aa. (2014) Workshop on "Innovative solutions through citizen participation: Co-creating the future with citizens", State Ministry of State of Baden-Württemberg Brussels, 8 October 2014
- Va.Aa. (2015), Union of the Baltic Cities: "Water Users Partnerships (WUP)", [www.ubc.net/plik.7484.html](http://www.ubc.net/plik.7484.html) (last accessed on 16.07.2015)
- Va.Aa. SOLVENET, (2013), "Common borders. Common solutions. Citizens engagement in the prioritization, design and implementation of local development policies". SMART Development Center.
- Vv.Aa. (2003), "Processi di istituzionalizzazione: vademecum per una buona Euroregione", ISIG
- Vv.Aa. (2010), URBACT Seminar: Involvement of civil society within cross-border agglomerations Tournai (Belgium).
- Vv.Aa. (2011), MOT - Mission Opérationnelle Transfrontalière: Civil society and cross-border cooperation, [http://tacso.org/doc/doc\\_mot\\_guide.pdf](http://tacso.org/doc/doc_mot_guide.pdf) (last accessed on 16.06.2015)
- Vv.Aa. (2013) "The participation of the citizens from border regions in the Operational Programmes - The case of the EGTC", Proceedings of the seminar held at the Committee of the Regions
- Vv.Aa. (2014), "Towards an Integrated Urban Agenda for the EU 21st Commission meeting" 21<sup>st</sup> Commission meeting – 19 February 2014, Commission for Territorial Cohesion, Committee of the Regions
- Vv.Aa. (2014) "Working Group Report on Civil Engagement with Local Government", Department of the Environment, Community & Local Government (February 2014)

## SITOGRAPHY

- <http://www.bodenseekonferenz.org/de/home/wirtschaftskonzil>, Bondenseekonferenz, *Wirtschaftskonzil 2015.* (2015) (accesed on 27.06.2015)
- <http://www.espaces-transfrontaliers.org/en/resources/territories/euroregions/>, MOT - Mission Opérationnelle Transfrontalière, *Euroregions,* (accessed on 24.06.2015)
- <http://www.euregio.eu/en/about-euregio/working-fields/socio-cultural-cooperation>, Euregio, *About Euregio* (accessed on 29.06.2015)
- <http://www.europaregion.info/it/cittadino.asp>, Europaregion, *Euroregione, nuove opportunità per i cittadini* (accessed on 29.06.2015)
- <http://www.euroregio.eu/en/projects/culture>, Euroregio, *Euregio - Projects* (accessed on 01.07.2015).
- <http://www.euroregiune.org/en/proiecte/industrial-parks-prahova/>, Euroregiune, *Projects* (accessed on 01.07.2015)
- [http://www.interact-eu.net/the\\_egtc\\_regulation/the\\_egtc\\_regulation/68/42](http://www.interact-eu.net/the_egtc_regulation/the_egtc_regulation/68/42), INTERACT, *EGCT Regulatory Framework* (accessed on 24.06.2015)
- <http://www.rmtmo.eu/fr/societe-civile/id-13eme-congres-tripartite.html>, Région Métropolitaine Trinationale (RTM), *Société Civile* (accessed on 18.06.2015)

## SECTION 4

## ANNEXES

## ANNEX 1

### CASE STUDIES, INTERVIEWS HIGHLIGHTS AND ASSESSMENT

# 1. EGTC GO - European Group for Territorial Cooperation of Gorizia - Nova Gorica - Šempeter Vrtojba

## 1.1 Description

### A. SUMMARY OF CBC

<i>TYPE OF CBC ACTIVITY</i>	European Group for Territorial Cooperation with a focus on: Transport <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Urban Planning</li> <li>▪ Energy</li> <li>▪ Health</li> <li>▪ Culture and Education</li> <li>▪ Sport</li> </ul>
<i>ACTORS INVOLVED</i>	Gorizia, Italy: COR (Committee of the Regions); EGTC President, Vice President, Director, Members of the Assembly, Standing Committees, Audit Committee; INFORMEST (Agency for Development and International Economic Cooperation); Mayor; Town Council; Population  Nova Gorica, Slovenia: COR (Committee of the Regions); EGTC President, Vice President, Director, Members of the Assembly, Standing Committees, Audit Committee; RRA SP (Regional Development Agency); Mayor; Town Council, Population  Šempeter Vrtojba, Slovenia: COR (Committee of the Regions); EGTC President, Vice President, Director, Members of the Assembly, Standing Committees, Audit Committee; Mayor; Town Council, Population
<i>LOCAL AUTHORITIES</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Municipality of Gorizia</li> <li>▪ Municipality of Nova Gorica</li> <li>▪ Municipality of Šempeter Vrtojba</li> </ul>
<i>GEOGRAPHICAL AREA</i>	365,11 km <sup>2</sup>
<i>TOTAL POPULATION</i>	73.750 inhabitants

### B. STRUCTURE OF THE CBC BODY

<i>LEGAL FORM OF CBC</i>	The EGTC is regulated by EU and national legislation:
<i>ARRANGEMENTS:</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ "Regulation (EC) no. 1082/2006 of the European Parliament and of the Council on European Grouping of Territorial Cooperation Implementation Act;</li> <li>▪ Law of the Italian Republic no.88/2009 of 7 July 2009 on the adoption of the Regulation (EC) on European Grouping of Territorial Cooperation Implementation Act;</li> <li>▪ Regulation of the Republic of Slovenia on the establishment of EGTC</li> </ul>

	<p>(OJ no. 31/08 and 9/11)."</p> <p>The EGTC has legal personality and based on the statute, which delineates the "organizational and functional" guidelines. It is also regulated by the founding agreement of its members.</p>
<i>CBC OBJECTIVES AND ACTIVITIES:</i>	<p>"EGTC's specific objective is to strategically coordinate the policies relating to the metropolitan area, such as:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ management, implementation and modernization of transportation infrastructure, systems and services, mobility and logistics;</li> <li>▪ coordination of the public transport policies, also by jointly managing transportation services;</li> <li>▪ management of intermodal logistic nodes in the metropolitan area;</li> <li>▪ use and management of local energy and environmental resources;</li> <li>▪ drafting of an energy plan for the metropolitan area;</li> <li>▪ drafting of plans for joint implementation in other sectors aimed at strengthening economic and social cohesion."</li> </ul>
<i>FOUNDING MEMBERS:</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Municipality of Gorizia – Comune di Gorizia</li> <li>▪ Municipality of Nova Gorica - Mestna občina Nova Gorica</li> <li>▪ Municipality of Šempeter Vrtojba - Občina Šempeter-Vrtojba</li> </ul>
<i>ORGANIGRAM:</i>	<pre> graph TD     A1[Coat of arms of Gorizia] --&gt; C[Assembly]     A2[Coat of arms of Nova Gorica] --&gt; C     A3[Coat of arms of Šempeter Vrtojba] --&gt; C     C --- D[Director]     C --- E[Audit Committee]     C --- F[Technical Bodies]     D --- G[Standing Committees]     E --- G     F --- G     G --- H[Transport]     G --- I[Urban Planning]     G --- J[Energy]     G --- K[Health]     G --- L[Sport]     G --- M[Culture and Education]     H --&gt; N[THE VOICE OF THE TERRITORY]     I --&gt; N     J --&gt; N     K --&gt; N     L --&gt; N     M --&gt; N   </pre> <p>The organigram illustrates the governance structure of the EGTC. It starts with three founding municipalities represented by their coats of arms (Gorizia, Nova Gorica, and Šempeter Vrtojba) which converge on the 'Assembly' (highlighted in green). The 'Assembly' oversees the 'Director', the 'Audit Committee', and the 'Technical Bodies'. The 'Director' oversees the 'Standing Committees' (Transport, Urban Planning, Energy, Health, Sport, Culture and Education). These standing committees converge on the final entity, 'THE VOICE OF THE TERRITORY'.</p>
<i>STAFFING:</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• President</li> <li>  Vice President</li> <li>• Members of the Assembly</li> <li>• Director</li> <li>  Technical Bodies</li> <li>• Standing Committees</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Audit Committee</li> </ul>
<i>FINANCIAL RESOURCES:</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ European Union</li> <li>▪ Regional Authorities</li> <li>▪ Regional Agencies</li> </ul>
<i>ACCOUNTABILITY TO CITIZENS:</i>	All information on the GO EGTC are available on the official website: <a href="http://www.euro-go.eu">www.euro-go.eu</a>
<i>MONITORING AND EVALUATION:</i>	The Standing Committees carry out an analysis on EGTC program, in order to define the EGTC key elements.
<i>FURTHER INFO</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Official website of GECT GO, <a href="http://www.euro-go.eu">www.euro-go.eu</a>, last accessed 25<sup>th</sup> June 2015.</li> <li>▪ Municipality of Gorizia, <a href="http://www3.comune.gorizia.it/it/gect-go-gruppo-europeo-di-cooperazione-territoriale-0">http://www3.comune.gorizia.it/it/gect-go-gruppo-europeo-di-cooperazione-territoriale-0</a>, last accessed 25<sup>th</sup> June 2015.</li> </ul>

## 2. EUROREGION BALTIC

### 2.1 Description

#### A. SUMMARY OF CBC

<i>TYPE OF CBC ACTIVITY</i>	Fields of CBC activities: <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Lobbying Activities (EU Cohesion Policy)</li> <li>▪ Strategic Actions (ERB Joint Development Programme; prioritised Institutional Activities; other forms of Cooperation)</li> <li>▪ Exchange Initiatives</li> </ul>
<i>ACTORS INVOLVED</i>	<p>Denmark: Representatives of the Regional Municipality of Bornholm.</p> <p>Lithuania: Representatives of the Regional Development Council in Klaipeda County and Municipalities of Klaipeda, Neringa and Palanga, and District Municipalities of Klaipeda, Kretinga, Silute and Skuodas.</p> <p>Poland: Representatives of the Association of Polish Communes Euroregion Baltic and the Regions of Pomorskie and Warmińsko-Mazurskie</p> <p>Russia: Representatives of the Association of Municipalities of the Kaliningrad Region, Government of the Kaliningrad Region, Municipality of Kaliningrad, and Regional Parliament of the Kaliningrad Region</p> <p>Sweden: Representatives of the Regional Council in Kalmar County, Region Blekinge and Regional Council in södra Småland</p>
<i>LOCAL AUTHORITIES</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Regional Secretariats of all the regions involved.</li> <li>▪ Municipalities of Klaipeda, Neringa and Palanga, and District Municipalities of Klaipeda, Kretinga, Silute and Skuodas.</li> <li>▪ Municipalities of the Kaliningrad Region.</li> <li>▪ Municipality of Kaliningrad.</li> </ul>
<i>GEOGRAPHICAL AREA COVERED</i>	86.040 km <sup>2</sup>
<i>TOTAL POPULATION</i>	5.562.705 million

#### B. STRUCTURE OF THE CBC BODY

<i>LEGAL FORM OF CBC ARRANGEMENTS:</i>	On 22 February 1998, in Malbork (Poland), the representatives of the national delegations signed the "Agreement establishing the Euroregion Baltic".
<i>CBC OBJECTIVES AND ACTIVITIES:</i>	<p>The Euroregion Baltic aims to:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Promote contacts and cooperation among the local communities,</li> <li>▪ promote the common interests of the territory,</li> <li>▪ provide measures for a more sustainable development within the territory,</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ improve the territorial attractiveness,</li> <li>▪ improve the transport accessibility,</li> <li>▪ organize exchange activities.</li> </ul>
<i>FOUNDING MEMBERS:</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ The Association of Polish Communes Euroregion Baltic,</li> <li>▪ The Government of the Kaliningrad Region,</li> <li>▪ The Pomorskie Region,</li> <li>▪ The Warmińsko-Mazurskie Region,</li> <li>▪ The Regional Council in Kalmar County,</li> <li>▪ The Regional Development Council in Klaipeda County,</li> <li>▪ The Regional Municipality of Bornholm,</li> <li>▪ The Region Blekinge,</li> <li>▪ The Regional Council in södra Småland.</li> </ul>
<i>ORGANIGRAM:</i>	<pre> graph TD     EB[Executive Board / President] --- YB[Youth Board]     EB --- IP[International Permanent Secretariat]     EB --- TF[Task Forces]     IP --- RD[Regional Secretariat in Denmark]     IP --- RL[Regional Secretariat in Lithuania]     IP --- RP[Regional Secretariats in Poland]     IP --- RR[Regional Secretariat in Russia]     IP --- RS[Regional Secretariats in Sweden]   </pre> <p>The organigram illustrates the governance structure of Euroregion Baltic. At the top is the 'Executive Board / President', which oversees the 'Youth Board' and 'Task Forces'. Below the Executive Board is the 'International Permanent Secretariat', which oversees five 'Regional Secretariats': 'Regional Secretariat in Denmark', 'Regional Secretariat in Lithuania', 'Regional Secretariats in Poland', 'Regional Secretariat in Russia', and 'Regional Secretariats in Sweden'.</p>
<i>STAFFING:</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ The ERB President</li> <li>▪ The ERB Vice Presidency</li> <li>▪ The Executive Board</li> <li>▪ The Youth Board</li> <li>▪ The Task Forces</li> <li>▪ The International Permanent Secretariat</li> <li>▪ The Regional Secretariats</li> </ul>
<i>FINANCIAL RESOURCES:</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ EU funds</li> <li>▪ Members resources</li> </ul>
<i>ACCOUNTABILITY TO CITIZENS:</i>	Official website: <a href="http://www.euroregionbaltic.eu">www.euroregionbaltic.eu</a>
<i>MONITORING AND EVALUATION:</i>	<p>Quantitative indicators:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ population density and demography</li> <li>▪ remoteness, accessibility and the level of severe permanent natural handicaps</li> <li>▪ climate vulnerability and environmental emissions</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ energy supplies and safety</li> </ul> <p>Qualitative indicators:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ attractiveness based on natural and cultural heritage</li> <li>▪ number of NGOs and their activity level,</li> <li>▪ access to knowledge (education and libraries),</li> <li>▪ access to basic social and health care services,</li> <li>▪ traffic death rate, level of criminality and substance abuse (alcohol and drugs).</li> </ul> <p><i>Source:</i></p> <p><a href="http://ec.europa.eu/regional_policy/archive/consultation/terco/pdf/4_organisation/103_er_baltic_en.pdf">http://ec.europa.eu/regional_policy/archive/consultation/terco/pdf/4_organisation/103_er_baltic_en.pdf</a></p>
SOURCES:	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ EUROREGION BALTIC 2020, <a href="http://www.rfkl.se/Documents/Internationell/ERB/ERB%202020%20Agen da.pdf">http://www.rfkl.se/Documents/Internationell/ERB/ERB%202020%20Agen da.pdf</a>, last accessed 1<sup>st</sup> July 2015.</li> <li>▪ Euroregion Baltic, <a href="http://www.youthboard.org/yc3/about/euroregion-baltic.aspx">http://www.youthboard.org/yc3/about/euroregion-baltic.aspx</a>, last accessed 1<sup>st</sup> July 2015.</li> <li>▪ STATUTES OF EUROREGION BALTIC, <a href="http://euroregionbaltic.eu/images/file/ERB%20Statutes.pdf">http://euroregionbaltic.eu/images/file/ERB%20Statutes.pdf</a>, last accessed 1<sup>st</sup> July 2015.</li> <li>▪ EUROREGION BALTIC, Response to the European Commission's public consultation on the Green Paper: Territorial Cohesion – turning territorial diversity into strength, <a href="http://ec.europa.eu/regional_policy/archive/consultation/terco/pdf/4_organisation/103_er_balticen.pdf">http://ec.europa.eu/regional_policy/archive/consultation/terco/pdf/4_organisation/103_er_balticen.pdf</a>, last accessed 1<sup>st</sup> July 2015</li> </ul>

### 3. ISTER-GRANUM EGTC

#### 3.1 Description

##### A. SUMMARY OF CBC

<i>TYPE OF CBC ACTIVITY</i>	Fields of CBC activities: <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Cohesion</li> <li>▪ Industry</li> <li>▪ Tourism</li> <li>▪ Labour market</li> <li>▪ Health care</li> <li>▪ Energy policy</li> <li>▪ Public transport</li> <li>▪ Communication</li> <li>▪ Civil society</li> </ul>
<i>ACTORS INVOLVED</i>	<p><b>Country A:</b> Hungary, 42 settlements (i.e. local municipalities) in 2013</p> <p><b>Country B:</b> Slovakia, 40 settlements (i.e. local municipalities) in 2013</p> <p>The complete list of members is available at:</p> <p><a href="http://www.istergranum.hu/tagtelepulesek_en.html">http://www.istergranum.hu/tagtelepulesek_en.html</a></p> <p>However the EGTC aims at reaching 102 members (i.e. local municipalities) as the former Euroregion</p>
<i>LOCAL AUTHORITIES</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mayor of the city of Esztergom</li> <li>▪ Mayor of the city of Štúrovo</li> <li>▪ Mayors of all the 82 municipalities involved</li> </ul>
<i>GEOGRAPHICAL AREA COVERED</i>	The Ister-Granum EGTC encompasses the territory displayed in the map below and accounts for an area of 1846 sqkm, its functional area revolves around the cities of Esztergom (HU) and Štúrovo (SK), which are the two largest cities in the area.
<i>TOTAL POPULATION</i>	189.000 inhabitants, 2/3 living on the Hungarian side

## B. STRUCTURE OF THE CBC BODY

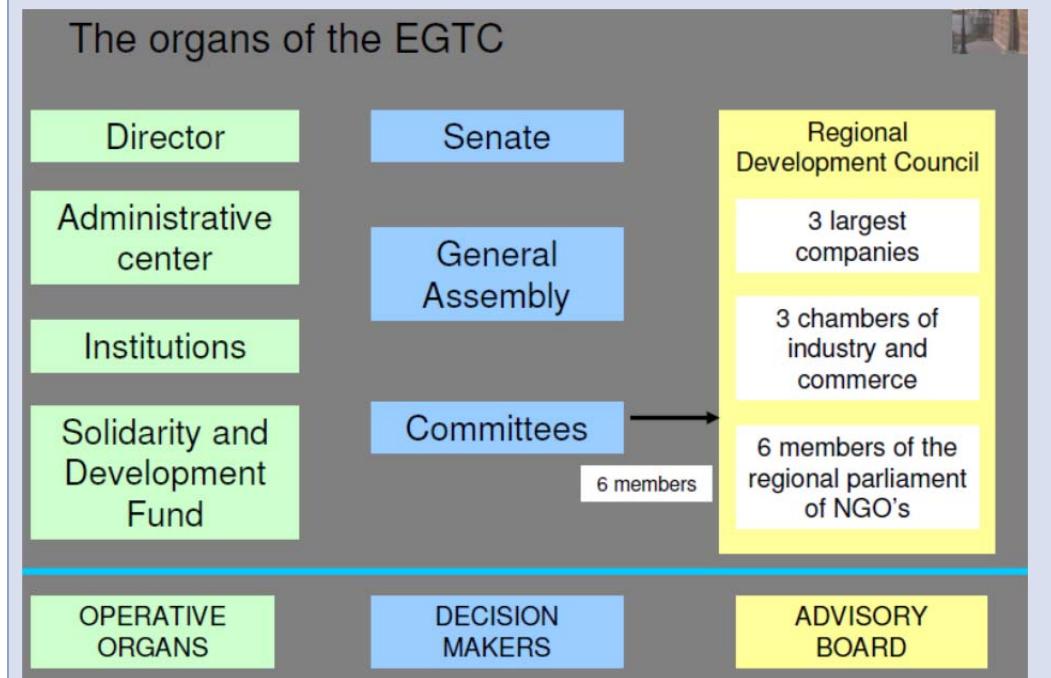
<i>LEGAL FORM OF CBC ARRANGEMENTS:</i>	<p>The Ister-Granum EGTC is a non-profit organization with legal personality that was established in 2008 by the signing of its Statute and Convention.</p> <p>The Ister-Granum EGTC was registered on 29<sup>th</sup> November 2008 and the communication was published on the Official Journal of the EU, it succeeded to the Ister-Granum Euroregion, which was established in 2003 by 102 local governments. Only 89 local governments out of the original 102 became part of the EGTC.</p> <p>The legal documents that are at the basis of the EGTC are the Convention and the Statute.</p> <p>The EGTC is based on the European Commission's Regulation 1082/2006/EC on European Grouping for Territorial Cooperation and on the Act XIXC of 2007 adopted by the Hungarian National Assembly and focused on European Grouping for Territorial Cooperation.</p>
<i>CBC OBJECTIVES AND ACTIVITIES:</i>	<p>The main objective of the Ister-Granum EGTC is the cooperation between all its members in all fields that are relevant for the regional development.</p> <p>Furthermore the Ister-Granum EGTC also aims to foster the social and economic cohesion within the region.</p> <p>The Ister-Granum EGTC is responsible for implementing projects of territorial cooperation co-funded by the European Union such as the Common Energy Agency, the Regional Tourist Destination Management Organization and the EGTC Solidarity Fund.</p>
	<p>Other tasks include:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Implementation of programmes, projects and actions even not financed by the EU</li> <li>▪ "Raising awareness on the competitive advantages occurring at local and national level" (Statute of the Ister-Granum EGTC, Article II, b)</li> <li>▪ Ensuring the objectives of the EGTC are met and adequately advertised,</li> <li>▪ Appointment of representatives in Brussels provided enough financial means are available</li> <li>▪ "Influencing of the decisions involving regional politics within the institutional framework created by the European Union" (Statute of the Ister-Granum EGTC, Article II, e))</li> </ul>
<i>FOUNDING MEMBERS:</i>	<p><b>Municipalities</b> of Esztergom and of Štúrovo and 87 other local municipalities of the region.</p>

**ORGANIGRAM:**

The Ister-Granum EGTC is made up by the following Organisms:

- General Assembly of mayors, made up of the mayors of the member authorities, it meets twice a year
- Senate, made up by the executive chair, the deputy chair and 6 mayors, it is the “managing body of the General Assembly and it represents the General Assembly between two meetings” (Statute of the Ister-Granum EGTC, Article X, par. 4.1)
- Director
- Chair, made up by the two mayors of the cities of Esztergom and Štúrovo.
- Supervisory Committee, it is made up by three members.

The figures below show the organization of the Ister-Granum EGTC:



	<p><b>Political structure:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Executive board (Senate)           <ul style="list-style-type: none"> <li>Mayor of Esztergom + Mayor of Štúrovo</li> </ul> </li> <li>General assembly</li> <li>Committees (6 members)</li> </ul> <p><b>Technical team:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Director</li> </ul> <p><b>External partners:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Advisory Board (cross-border Local Support Group)           <ul style="list-style-type: none"> <li>Regional Development Council</li> <li>- 3 largest companies</li> <li>- 3 chambers of industry and commerce</li> <li>- 6 members of the regional parliament of NGO's</li> </ul> </li> <li>Cross-border development agency</li> <li>Institutions</li> <li>Solidarity Fund</li> </ul>
<b>STAFFING:</b>	In 2013 the Ister-Granum EGTC had one Hungarian and one Slovak employee
<b>FINANCIAL RESOURCES:</b>	<p>In 2012 the Ister-Granum EGTC had a budget of 74.000€; in 2013 the budget corresponded to 54.000 €. The budget is made up as follows:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 80% from national contributions and</li> <li>▪ 20% from members' contributions</li> </ul>
<b>ACCOUNTABILITY TO CITIZENS:</b>	<a href="http://www.ister-granum.hu">www.ister-granum.hu</a>
<b>MONITORING AND EVALUATION:</b>	<p>The financial monitoring and the approval of the budget are responsibility of the General Assembly.</p> <p>The Supervisory Committee is responsible for evaluating the "operation and management" of the EGTC. For all contracts that exceed the value of 5 million HUF the approval of the Supervisory Committee is needed. The Supervisory Committee can request information from the Director, the employees and has access to accounts and documents (statute of the Ister-Granum EGTC, Article X, par. 7.12).</p> <p>The audit of funds is responsibility of the competent authorities under Hungarian law, the auditing of the EGTC</p>
<b>SOURCES</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Committee, "EGCT Monitoring Report 2013 Towards the New Cohesion Policy",            <a href="http://cor.europa.eu/en/documentation/studies/Documents/EGTC-monitoring-report-2013.pdf">http://cor.europa.eu/en/documentation/studies/Documents/EGTC-monitoring-report-2013.pdf</a>, last accessed 26<sup>th</sup> June 2015         </li> </ul>

- Convention of the Ister-Granum EGTC, 2008,  
[http://www.istergranum.hu/egyezmeny\\_en.pdf](http://www.istergranum.hu/egyezmeny_en.pdf), last accessed 26<sup>th</sup> June 2015
- European Grouping of Territorial Cooperation, “Ister-Granum EGTC”,  
<https://portal.cor.europa.eu/egtc/CoRActivities/Pages/Ister-Granum-EGTC.aspx>, last accessed 26<sup>th</sup> June 2015
- Istvan Ferencsik, “Understanding the European Grouping for Territorial Cooperation”, 2011,  
[http://www.aer.eu/fileadmin/user\\_upload/Commissions/InstitutionalAffairs/EventsAndMeetings/2011/Ister-Granum\\_EGTC\\_cz2802\\_mod.pdf](http://www.aer.eu/fileadmin/user_upload/Commissions/InstitutionalAffairs/EventsAndMeetings/2011/Ister-Granum_EGTC_cz2802_mod.pdf), last accessed 26<sup>th</sup> June 2015
- Local Action Plan of the Ister-Granum European Grouping Territorial Cooperation, First Draft,  
[http://urbact.eu/sites/default/files/local\\_action\\_plan\\_istergranum\\_final\\_version\\_en.pdf](http://urbact.eu/sites/default/files/local_action_plan_istergranum_final_version_en.pdf), last accessed 26<sup>th</sup> June 2015
- Monika Bartal, “The Ister-Granum EGTC – Hungary-Slovakia”,  
[http://www.istergranum.hu/monika\\_bartal\\_ister\\_granum.pdf](http://www.istergranum.hu/monika_bartal_ister_granum.pdf), last accessed 26<sup>th</sup> June 2015
- Official website of the Ister-Granum EGTC,  
[http://www.istergranum.hu/index\\_en.html](http://www.istergranum.hu/index_en.html), last accessed 26<sup>th</sup> June 2015
- Statute of the Ister-Granum European Grouping for Territorial Cooperation, [http://www.istergranum.hu/statute\\_en.pdf](http://www.istergranum.hu/statute_en.pdf), last accessed 26<sup>th</sup> January 2015
- The Mot (Mission Opérationnelle Transfrontalière) Guides, n°8 Civil Society and Cross-Border Cooperation,  
[http://tacso.org/doc/doc\\_mot\\_guide.pdf](http://tacso.org/doc/doc_mot_guide.pdf), last accessed 26<sup>th</sup> June 2015

## 4. EUROMETROPOLIS Lille-Kortrijk-Tournai

### 4.1 Description

#### A. SUMMARY OF CBC

<i>TYPE OF CBC ACTIVITY</i>	Fields of CBC activities: <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Citizen services</li> <li>▪ Tourism</li> <li>▪ Culture</li> <li>▪ Mobility</li> <li>▪ Land use planning</li> <li>▪ Economic development</li> </ul>
<i>ACTORS INVOLVED</i>	Belgium: Districts of Mouscron, Tournai, Ath, Kortrijk, Ieper, Roeselare, Tielt and communes of Silly, Enghien and Lessines.  France: President of Lille metropolis.
<i>LOCAL AUTHORITIES</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ All Belgian government levels</li> <li>▪ All French government levels</li> <li>▪ Mayors of all the 147 municipalities involved</li> </ul>
<i>GEOGRAPHICAL AREA COVERED</i>	3550 km <sup>2</sup> . The complete list of municipalities covered is available at:  <a href="http://www.eurometropolis.eu/who-are-we/territory/list-of-towns.html">http://www.eurometropolis.eu/who-are-we/territory/list-of-towns.html</a>
<i>TOTAL POPULATION</i>	2.1 million

#### B. STRUCTURE OF THE CBC BODY

<i>LEGAL FORM OF CBC ARRANGEMENTS:</i>	Based on EGTC regulation and French legislation
<i>CBC OBJECTIVES AND ACTIVITIES:</i>	The Eurometropolis aims to: <ul style="list-style-type: none"> <li>• achieve an "integrated territorial development."</li> <li>• bring together all the institutions to achieve better collaboration, communication and political participation.</li> <li>• improve the daily lives of its inhabitants through cross-border cooperation in its territory.</li> <li>• promote and implement cross-border projects.</li> </ul>
<i>FOUNDING MEMBERS:</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ The French State</li> <li>▪ The Nord-Pas-de-Calais-Region</li> <li>▪ The Département du Nord</li> <li>▪ Métropole Européenne de Lille</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ The Belgium Federal State</li> <li>▪ The Region and Community of Flanders</li> <li>▪ The Province of Western Flanders</li> <li>▪ The LEIEDAL Inter-communal Authority</li> <li>▪ The wvi Inter-communal authority</li> <li>▪ Wallonia</li> <li>▪ The French community of Belgium</li> <li>▪ The Hainaut Province</li> <li>▪ The IDETA Inter-communal authority</li> <li>▪ The IEG Inter-communal authority</li> </ul>
<i>ORGANIGRAM:</i>	<p>Six cooperation bodies have been set up within the Eurometropolis:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ The Presidency</li> <li>▪ The Assembly (deliberative body)</li> <li>▪ The Board (executive body)</li> <li>▪ The Cross-Border Agency</li> <li>▪ The Thematic Working Groups</li> <li>▪ The Conference of Mayors and Burgomasters</li> </ul>
<i>STAFFING:</i>	<p>The Executive Management Committee is composed by:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• President of Lille Métropole</li> <li>• Mayor of Lille</li> <li>• Mayor of Tournai</li> <li>• Mayor of Courtrai</li> </ul> <p>Members of the Board: 32 members elected by the Eurometropolis Assembly for one year. The complete list of the members is available at: <a href="http://www.eurometropolis.eu/who-are-we/the-board.html">http://www.eurometropolis.eu/who-are-we/the-board.html</a></p> <p>Members of the Assembly: 84 members. The complete list of the members is available at: <a href="http://www.eurometropolis.eu/who-are-we/the-assembly.html">http://www.eurometropolis.eu/who-are-we/the-assembly.html</a></p>
<i>FINANCIAL RESOURCES:</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Accreditations</li> <li>▪ Partnerships</li> </ul>
<i>ACCOUNTABILITY TO CITIZENS:</i>	<p>Official website: <a href="http://www.eurometropolis.eu">www.eurometropolis.eu</a></p> <p>Information is also disseminated through TV channels offering a cross-border programme visible in the whole territory, regional newspapers and websites.</p>
<i>MONITORING AND EVALUATION:</i>	NA
<i>SOURCES</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Official Website of the EUROMETROPOLIS Lille-Kortrijk-Tournai, <a href="http://www.eurometropolis.eu/">http://www.eurometropolis.eu/</a>, last accessed 29<sup>th</sup> June 2015</li> </ul>

## 5.1 Description

### A. SUMMARY OF CBC

<i>TYPE OF CBC ACTIVITY</i>	Fields of CBC activities: <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Cooperation</li> <li>▪ Culture</li> <li>▪ Sport</li> <li>▪ Education</li> <li>▪ Civil protection</li> <li>▪ Health</li> <li>▪ Tourism</li> <li>▪ Environmental protection (Protection of the River Tamega)</li> </ul>
<i>ACTORS INVOLVED</i>	Portugal: Eixo Atlántico, Government of Portugal.  Spain: Eixo Atlántico, Government of Galicia (Xunta de Galicia), Council of Ourense.
<i>LOCAL AUTHORITIES</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Municipality of Chaves</li> <li>▪ Municipality of Verín</li> </ul>
<i>GEOGRAPHICAL AREA COVERED</i>	685,3 km <sup>2</sup>
<i>TOTAL POPULATION</i>	55.710 inhabitants

### B. STRUCTURE OF THE CBC BODY

<i>LEGAL FORM OF CBC ARRANGEMENTS:</i>	In 2010 the two municipalities started work for establish the Eurocidade Chaves – Verín culminating in its registration in the Register of Groupings of Territorial Cooperation of the Ministry of Foreign Affairs of Spain and in the Register of the European Committee of the Regions (EGCC).
<i>CBC OBJECTIVES AND ACTIVITIES:</i>	The Eurocidade Chaves – Verín aims to: <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ promote regional cooperation among its members,</li> <li>▪ develop economic and social cohesion of the territory,</li> <li>▪ promote environment and natural resources,</li> <li>▪ manage public works and services of public interest.</li> </ul>
<i>FOUNDING MEMBERS:</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Municipality of Chaves</li> <li>▪ Municipality of Verín</li> <li>▪ Government of Portugal</li> <li>▪ Xunta de Galicia</li> <li>▪ Council of Ourense</li> <li>▪ Eixo Atlántico</li> </ul>
<i>ORGANIGRAM:</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ General Assembly:</li> <li>President</li> <li>Presidential Secretary</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Members of the General Assembly</li> <li>▪ Executive body:           <ul style="list-style-type: none"> <li>Director</li> <li>Vice Director</li> </ul> </li> <li>▪ Advisory Board           <ul style="list-style-type: none"> <li>Xunta da Galicia</li> <li>North Regional Coordination and Development Commission</li> <li>Eixo Atlántico</li> <li>Deputation of Ourense</li> <li>Inter-community of Alto Tâmega</li> </ul> </li> </ul>
<i>STAFFING:</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• President</li> <li>• Presidential Secretary</li> <li>• Mayor of the City Council of Verín</li> <li>• Vice President of the Municipal Chamber of Chaves</li> <li>• Council member of the Municipal Chamber of Chaves</li> <li>• Council member of the Municipal Chamber of Chaves</li> <li>• Deputy Mayor of the City Council of Verín</li> <li>• Deputy of Ourense in Galician Parliament</li> <li>• Council member of the City Council of Verín</li> <li>• Director</li> <li>• Vice Director</li> </ul>
<i>FINANCIAL RESOURCES:</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ European Regional Development funds</li> <li>▪ European Social funds</li> <li>▪ Cohesion funds</li> </ul>
<i>ACCOUNTABILITY TO CITIZENS:</i>	Official website: <a href="http://www.es.eurocidadechavesverin.eu">www.es.eurocidadechavesverin.eu</a>
<i>MONITORING AND EVALUATION:</i>	NA
<i>SOURCES</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Official Website of the Eurocidade Chaves - Verin, <a href="http://es.eurocidadechavesverin.eu">es.eurocidadechavesverin.eu</a>, last accessed 2<sup>nd</sup> July 2015.</li> </ul>

## 6. COOPERATION CENTER Frankfurt (O) - Słubice

### 6.1 Description

#### A. SUMMARY OF CBC

<i>TYPE OF CBC ACTIVITY</i>	<p>Frankfurt (O) and Słubice have a long tradition of cooperation dating back to 1990s.</p> <p>Fields of CBC activities:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Economy (including, <i>inter alia</i>, energy, wastes, water management)</li> <li>▪ Education and culture</li> <li>▪ Mobility and transport</li> <li>▪ Security and management of hazardous events</li> <li>▪ Sport</li> <li>▪ Sustainable development and landscape protection</li> <li>▪ Spatial planning</li> </ul>
<i>ACTORS INVOLVED</i>	<p>Germany: Frankfurt (Oder)</p> <p>Poland: Słubice</p>
<i>LOCAL AUTHORITIES</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Frankfurt (Oder)</li> <li>▪ Słubice</li> </ul>
<i>GEOGRAPHICAL AREA COVERED</i>	The area covered is that of the “twin cities” of Frankfurt am Oder (German) and Słubice (Poland)
<i>TOTAL POPULATION</i>	80.000 inhabitants

#### B. STRUCTURE OF THE CBC BODY

<i>LEGAL FORM OF CBC ARRANGEMENTS:</i>	The two municipalities signed an agreement in 1991, which laid the ground for their cooperation. In 1993 the two Mayors signed a joint declaration on cooperation that established fixed meetings between the highest local authorities of the two municipalities in order to foster cooperation.
<i>CBC OBJECTIVES AND ACTIVITIES:</i>	<p>The cross-border cooperation between the cities of Frankfurt (O) and Słubice aims to:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Improve and simplify the lives of its citizens through the implementation of adequate projects</li> <li>▪ Develop a common culture</li> <li>▪ Foster greater homogeneity of the cross-border area</li> </ul>
<i>FOUNDING MEMBERS:</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ City of Frankfurt/Oder and</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ City of Słubice</li> </ul>
<i>ORGANIGRAM:</i>	<p>The organs of the Frankfurt (O)-Słubice are:</p> <p>“Executive power” (coordinate actions to fulfill the objectives)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Leader Team – Lord Mayor of Frankfurt, Mayor of Słubice, councilors (meet every two months)</li> <li>▪ Steering Group – Lord Mayor of Frankfurt, Mayor of Słubice, heads of departments (meets every two months)</li> </ul> <p>“Legislative power”</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Joint City Council Assembly – all Members of the Councils of the two municipalities – it sets the goals and oversees their implementation(meets once a year)</li> <li>▪ Joint City Council Committee – 5 members for each of the two City Councils (10 members in total) – it adopts and discusses resolutions and decisions (it meets every 2/3 months)</li> </ul> <p>“Implementation bodies”</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Working Groups – they work on various topics (i.e. economic development, city planning, education and culture, city marketing, international cooperation and joint projects' implementation)</li> <li>▪ Coordination Team – it deals with: “project development and management reporting, public relations, civil society dialogue, organization of meetings/workshops, mediation” and translations services</li> </ul> <p>Source: (EGTC, URBACT 2010, pp. 119-120)</p> <p>In 2010 the Frankfurt – Słubice Cooperation Center was established, the body works to enhance cooperation between the two towns.</p>
<i>STAFFING:</i>	4 employees (2 Germans 2 Polish) worked for the Frankfurt-Słubice cooperation between 2010 and 2013.
<i>FINANCIAL RESOURCES:</i>	The two cities do not share a common budget. Financial resources either derive from the budget of the municipalities or from national and European funds (e.g. Interreg Programme).
<i>ACCOUNTABILITY TO CITIZENS:</i>	<p>Official website: <a href="http://www.frankfurt-slubice.eu">www.frankfurt-slubice.eu</a></p> <p>In June 2009, 200 citizens took part to the “Frankfurt-Słubice Future Conference 2020). Citizens had the chance to develop and exchange their ideas on the future development of the two cities and to propose projects to be implemented within 2010-2020 (1/3 of the projects' ideas, objectives and</p>

	<p>strategies come from civil society). Project fields were<sup>9</sup>:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Economic development</li> <li>▪ City marketing</li> <li>▪ City planning</li> <li>▪ Culture and education</li> <li>▪ International cooperation.</li> </ul> <p>The public forum involved citizens and local authorities.</p> <p>Since 2009, a citizens' conference is organized once a year involving citizens of the two municipalities, local authorities and civil society stakeholders to discuss on topics relevant for the cross-border area. The public debates shall also act as a cohesion tool to increase the sense of belonging to one single community. Moreover, citizens take part to the working groups contributing to develop new ideas for the cross-border area.</p>
MONITORING AND EVALUATION:	The annual citizens' consultation and their participation in working groups acts as monitoring tool(Frankfurt – Słubice Handlungssplan 2010-2020, p. 19).
SOURCES	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dascher Kristof, "The Cross-Border Region of Frankfurt (Oder) – Slubice", May 2003, <a href="http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.196.778&amp;rep=rep1&amp;type=pdf">http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.196.778&amp;rep=rep1&amp;type=pdf</a>, last accessed 3<sup>rd</sup> July 2015</li> <li>• EGTC, URBACT (a), "Expertising Governance for Transfrontier Conurbations – Handbook on the Governance of Cross-border Conurbations", May 2010, <a href="http://urbact.eu/sites/default/files/import/Projects/Egtc/outputs_media/Handbook_CBgovernance_EGTC.URBACT_May_2010.pdf">http://urbact.eu/sites/default/files/import/Projects/Egtc/outputs_media/Handbook_CBgovernance_EGTC.URBACT_May_2010.pdf</a>, last accessed 3<sup>rd</sup> July 2015</li> <li>• EGCT, URBACT (b), "Expertising Governance for Transfrontier Conurbations – Seminar 'Involvement of Civil Society in cross-border agglomerations'" 11<sup>th</sup> February 2010, Tournai, <a href="http://urbact.eu/sites/default/files/import/Projects/Egtc/documents_media/Minutes_Tournai_Feb_2010_EGTC.URBACT_EN.pdf">http://urbact.eu/sites/default/files/import/Projects/Egtc/documents_media/Minutes_Tournai_Feb_2010_EGTC.URBACT_EN.pdf</a>, last accessed 3<sup>rd</sup> July 2015</li> <li>• Frankfurt – Słubice Handlungssplan 2010-2020, <a href="http://www.frankfurt-slubice.eu/Files/files/frankfurt-slubicer_handlungsplan_ii.pdf">http://www.frankfurt-slubice.eu/Files/files/frankfurt-slubicer_handlungsplan_ii.pdf</a>, last accessed 6<sup>th</sup> July 2015</li> <li>• Official Website of the Frankfurt – Słubice Kooperationszentrum, <a href="http://www.frankfurt-slubice.eu/home.en.html">http://www.frankfurt-slubice.eu/home.en.html</a>, last accessed 6<sup>th</sup> July 2015</li> <li>• Official Website of the Municipality of Słubice, <a href="http://www.slubice.pl/pl/wspolpraca-z-zagranica">http://www.slubice.pl/pl/wspolpraca-z-zagranica</a>, last accessed 3<sup>rd</sup> July 2015</li> </ul>

<sup>9</sup> Source: (EGTC, URBACT 2010, p. 116)

## 7. EURODISTRICT Basel

### 7.1 Description

#### A. SUMMARY OF CBC

<i>TYPE OF CBC ACTIVITY</i>	<p>The Trinational Eurodistrict Basel (TEB) is an association that aims at deepening the cooperation between the cities of its area.</p> <p>Fields of CBC activities:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Management of the territory and sustainable development,</li> <li>▪ Transport and mobility,</li> <li>▪ Projects involving citizens (citizens' relations),</li> <li>▪ Public relation and communication,</li> <li>▪ Urban development in the Trinational context,</li> <li>▪ Environment,</li> <li>▪ Energy,</li> <li>▪ Culture,</li> <li>▪ Education,</li> <li>▪ Events capable of strengthening the international influence of the TEB</li> </ul>
<i>ACTORS INVOLVED</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ France – Alsace Region</li> <li>▪ Germany – Land of Baden-Württemberg</li> <li>▪ Switzerland – Cantons of Basel-Stadt and Basel-Landschaft</li> </ul>
<i>LOCAL AUTHORITIES</i>	<p>The Eurodistrict encompasses 250 towns. The following municipalities are part of the TEB:</p> <p>Switzerland</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Towns of the Bâle-Ville Canton</li> <li>▪ Towns of the Bâle-Campagne Canton</li> <li>▪ Planungsverband Fricktal Regio (Argovie)</li> <li>▪ The borough of Thierstein and Dorneck</li> <li>▪ The Forum Regio of the Soleure Canton</li> </ul> <p>Germany</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Towns of the Lörrach District</li> <li>▪ The city of Wehr</li> <li>▪ The city of Bad Säckingen</li> </ul> <p>France</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ The 3 Communities of the towns of the Pays de Saint Louis</li> </ul> <p>The complete list of member towns as of 2013 is available at the following link in pdf format: <a href="http://www.eurodistrictbasel.eu/fr/tout-sur-letb/perimetre-et-membres.html?file=files/assets/ueber_den_teb/perimeter_und_mitglieder/NO">www.eurodistrictbasel.eu/fr/tout-sur-letb/perimetre-et-membres.html?file=files/assets/ueber_den_teb/perimeter_und_mitglieder/NO</a></p>

	<a href="#">T_2013-11-18_MembresETB-TEBMitglieder_PFr_D-F.pdf</a> , last accessed 2 <sup>nd</sup> July 2015
GEOGRAPHICAL AREA COVERED	1989 km <sup>2</sup> Source: Eurodistrict Trinational de Bâle, <a href="http://www.eurodistrictbasel.eu/fr/tout-sur-letb/perimetre-et-membres.html">http://www.eurodistrictbasel.eu/fr/tout-sur-letb/perimetre-et-membres.html</a> , last accessed 2 <sup>nd</sup> July 2015
TOTAL POPULATION	About 900.000 inhabitants. Each day more than 50.000 people cross the borders to work in the nearby territories.

## B. STRUCTURE OF THE CBC BODY

LEGAL FORM OF CBC ARRANGEMENTS:	<p>TEB was established on 27<sup>th</sup> January 2007 in the form of an Association under Local Law of Associations of the Upper-Rhine, the Lower Rhine and the Moselle (<i>droit local des associations</i>) by the political representatives of the three countries involved. The Association is non-profit.</p> <p>TEB succeeded to two institutions: the ATB (<i>Association pour le Développement Durable du Territoire de l'Agglomération Trinationale de Bâle</i>) and the <i>Conférence de l'Agglomération</i> (i.e. the Agglomeration Conference).</p> <p>The establishment of the Eurodistrict in 2007 has its roots in the creation of the Regio Basilienss in 1963 and in the cooperation established in 1995 between experts coming from the 3 countries in order to deepen collaboration in the fields of urban development and territorial management.</p>
CBC OBJECTIVES AND ACTIVITIES:	<p>The TEB aims to<sup>10</sup>:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Encourage a feeling of belonging in the citizens of this territory,</li> <li>▪ Foster the participation of citizens to the democratic activity of the cross-border area,</li> <li>▪ Deepen and improve the cross-border cooperation.</li> </ul> <p>The objectives are met thanks to the implementation of projects and cross-border actions.</p>
FOUNDING MEMBERS:	<p>The TEB was created by the association in one body of the following entities:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Agglomération Trinationale de Bâle (ATB)</li> <li>▪ Conférence d'agglomération</li> <li>▪ INFOBEST PALMRAIN<sup>11</sup></li> </ul>

<sup>10</sup> The objectives and the main fields of activity are retrieved from: The Trinational Eurodistrict Bâle, "Missions de l'ETB", <http://www.eurodistrictbasel.eu/fr/tout-sur-letb/objectifs.html>, last accessed 2<sup>nd</sup> July 2015

<sup>11</sup> INFOBEST PALMRAIN gives information and advices regarding cross-border cooperation in the Upper Rhine region. More information are available on the official website: <http://www.infobest.eu/de/infobest--quest-ce-de/?PHPSESSID=dbcfe25416701efc3cbeb3881d871770>, last accessed 3<sup>rd</sup> July 2015

<i>ORGANIGRAM:</i>	<p>The main organisms of the TEB are the following:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ General Assembly of the members: it meets once a year and is entrusted with the establishment of the basic guidelines for managing the TEB, it approves the budget and decides about the TEB's objectives,</li> <li>▪ Steering Committee: it has 27 members (9 German, 9 French and 9 Swiss); the President and Vice-President of the Committee are elected every two years,</li> <li>▪ IBA Political Committee: it will last until the end of the IBA Project in 2020 (the IBA Basel project concerns an International exhibition in the field of architecture, urban development and culture),</li> <li>▪ Advisory Board: it has 20 Swiss members, 15 French members and 15 German members. All members are elected candidates and hold a political position in their countries; the Board has one President and two Vice-presidents.</li> <li>▪ The 5 working groups<sup>12</sup>: Technical Coordination Committee (18 members from the three countries made of experts), Planning and Landscape, Mobility and Transport, Energy and Environment, Civil Society, GIS Geoportal</li> </ul>
<i>STAFFING:</i>	<p>The permanent administration of the TEB is made up by 4 employees: a director, an assistant and two project managers</p>
<i>FINANCIAL RESOURCES:</i>	<p>The budget of the TEB derives from the annual fee paid by members and from local, national and European funds (Regio Basiliens 2007).</p> <p>As of 2014 the TEB had the following financial means to support cross-border projects:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ European Regional Development Fund (ERDF)</li> <li>▪ Interreg Rhin Supérieur</li> <li>▪ Between 2012 and 2014 the fund <i>microprojet</i> granted between 3.000 and 80.000€ for cross-border projects implemented by legal entities in the field of sport, culture, youth, environment and language. The projects involved exchanges between citizens and cooperation actions.</li> </ul>
<i>ACCOUNTABILITY TO CITIZENS:</i>	<p>Official website: <a href="http://www.eurodistrictbasel.eu">www.eurodistrictbasel.eu</a></p> <p>The TEB has been focusing on the implementation of projects in the fields of transport, mobility and urban development. However, beginning in 2012, the TEB supports cross-border projects (called <i>microprojets</i>) involving citizens' exchanges and fostering the opportunities for cross-border meetings.</p> <p>Examples of implemented projects in this field are: Le BebbiSprint 2012 (sport tournament for young students aged below 14 years); the guided tour in the Bâle Region (Bâle, Lörrach, Saint Louis) to discover sustainable ways of living (concerning housing) in 2013; the "Gott parle-t-il dytsch?" in 2014 which</p>

<sup>12</sup> The working groups are retrieved from: The Trinational Eurodistrict Bâle, "Groupes de Travail", <http://www.eurodistrictbasel.eu/fr/tout-sur-letb/groupes-de-travail.html>, last accessed 2<sup>nd</sup> July 2015

	consisted in an exchange and debate between youngsters from the French, German and Swiss regions.
MONITORING AND EVALUATION:	NA
SOURCES	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Driscoll John, Vigier François, Leith Kendra, "The Basel Metropolitan Area : Three Borders – One Metropolitan Area", 2010, <a href="http://icld.org/web/wp-content/uploads/2011/04/Basel-Metropolitan-Area-Three-Borders-One-Metropolitan-Area-Dec10.pdf">http://icld.org/web/wp-content/uploads/2011/04/Basel-Metropolitan-Area-Three-Borders-One-Metropolitan-Area-Dec10.pdf</a>, last accessed 3<sup>rd</sup> July 2015</li> <li>• Duvinage Frédéric, "Trinational Eurodistrict Basel", 19th November 2008, <a href="http://urbact.eu/sites/default/files/import/Projects/Egtc/documents_media/PPT_Launch_conf_Urbact.pdf">http://urbact.eu/sites/default/files/import/Projects/Egtc/documents_media/PPT_Launch_conf_Urbact.pdf</a>, last accessed 2<sup>nd</sup> July 2015</li> <li>• Eurodistrict Trinational de Bâle, « Périmètre et Membres », <a href="http://www.eurodistrictbasel.eu/fr/tout-sur-letb/perimetre-et-membres.html">http://www.eurodistrictbasel.eu/fr/tout-sur-letb/perimetre-et-membres.html</a>, last accessed 2<sup>nd</sup> July 2015</li> <li>• Eurodistrict Trinational de Bâle, « Fonds Microprojets : vivre des rencontres transfrontalières », <a href="http://www.eurodistrictbasel.eu/fr/projets/microprojets.html">http://www.eurodistrictbasel.eu/fr/projets/microprojets.html</a>, last accessed 3rd July 2015</li> <li>• Forum Regio Plus, « Trinationaler Eurodistrict Basel – TEB », <a href="http://www.forum-regio-plus.ch/index.php?option=com_content&amp;task=view&amp;id=125">http://www.forum-regio-plus.ch/index.php?option=com_content&amp;task=view&amp;id=125</a>, last accessed 3rd July 2015</li> <li>• Jacob Erik and Frieseke Manuel, "Trinationaler Eurodistrict Basel", Regio Basiliens Informationsbulletin, March 2007, <a href="http://www.google.it/url?sa=t&amp;rct=j&amp;q=&amp;esrc=s&amp;source=web&amp;cd=10&amp;cad=rja&amp;uact=8&amp;ved=0CG0QFjAJ&amp;url=http%3A%2F%2Ffurerkarrer.ch%2Fcems%2Fde%2Fcomponent%2Fjoomdoc%2Fdoc_download%2F12-regioinform-1-07-eurodistrict-basel.html&amp;ei=BDCWVftINsOAU4SAgaAN&amp;usg=AFQjCNH57jhZNe5qE9qCaEt5ylwBSydMnQ&amp;bvm=bv.96952980,d.d24">http://www.google.it/url?sa=t&amp;rct=j&amp;q=&amp;esrc=s&amp;source=web&amp;cd=10&amp;cad=rja&amp;uact=8&amp;ved=0CG0QFjAJ&amp;url=http%3A%2F%2Ffurerkarrer.ch%2Fcems%2Fde%2Fcomponent%2Fjoomdoc%2Fdoc_download%2F12-regioinform-1-07-eurodistrict-basel.html&amp;ei=BDCWVftINsOAU4SAgaAN&amp;usg=AFQjCNH57jhZNe5qE9qCaEt5ylwBSydMnQ&amp;bvm=bv.96952980,d.d24</a>, last accessed 3<sup>rd</sup> July 2015</li> <li>• List of member towns of the Trinational Eurodistrict Basel as of 2013 is available at the following link in pdf format: <a href="http://www.eurodistrictbasel.eu/fr/tout-sur-letb/perimetre-et-membres.html?file=files/assets/ueber_den_teb/perimeter_und_mitglieder/NOT_2013-11-18_MembresETB-TEBMitglieder_PFr_D-F.pdf">www.eurodistrictbasel.eu/fr/tout-sur-letb/perimetre-et-membres.html?file=files/assets/ueber_den_teb/perimeter_und_mitglieder/NOT_2013-11-18_MembresETB-TEBMitglieder_PFr_D-F.pdf</a>, last accessed 2<sup>nd</sup> July 2015</li> <li>• Local Action Plan of the Trinational Eurodistrict Basel, April 2010, <a href="http://urbact.eu/sites/default/files/local_action_plan_etb_final_version_april_2010_en_v2.pdf">http://urbact.eu/sites/default/files/local_action_plan_etb_final_version_april_2010_en_v2.pdf</a>, last accessed 2<sup>nd</sup> July 2015</li> <li>• Mission Opérationnelle Transfrontalière, "Basel Trinational Eurodistrict", <a href="http://www.espaces-transfrontaliers.org/en/resources/territories/territory-factsheets/territories/territory/show/eurodistrict-trinational-de-bale/">http://www.espaces-transfrontaliers.org/en/resources/territories/territory-factsheets/territories/territory/show/eurodistrict-trinational-de-bale/</a>, last accessed 2<sup>nd</sup> July 2015</li> <li>• Mission Opérationnelle Transfrontalière, "Results of the first thematic seminar of the EGCT Urbact project", Press Release, 24<sup>th</sup> March 2009,</li> </ul>

[http://www.espaces-transfrontaliers.org/fileadmin/user\\_upload/documents/Evenements\\_MOT/PR\\_Urbact\\_EGTC\\_24\\_03\\_09\\_EN.pdf](http://www.espaces-transfrontaliers.org/fileadmin/user_upload/documents/Evenements_MOT/PR_Urbact_EGTC_24_03_09_EN.pdf), last accessed 3<sup>rd</sup> July 2015

- Official Website of the Trinational Eurodistrict Basel, <http://www.eurodistrictbasel.eu/fr/page-daccueil.html>, last accessed 2<sup>nd</sup> July 2015
- Status de l'Association Eurodistrict Trinational de Bâle, 12th April 2013, [www.eurodistrictbasel.eu/fr/tout-sur-letb.html?file=files/assets/ueber\\_den\\_teb/REG\\_2013-04-12\\_StatusETB-SatzungTEB.pdf](http://www.eurodistrictbasel.eu/fr/tout-sur-letb.html?file=files/assets/ueber_den_teb/REG_2013-04-12_StatusETB-SatzungTEB.pdf), last accessed 2<sup>nd</sup> July 2015
- Trinational Eurodistrict Basel, "Governance structure of a Trinational Sadtregion", [http://www.eurodistricte.cat/sites/default/files/contingut/Eurodistrict\\_trinational\\_bale.pdf](http://www.eurodistricte.cat/sites/default/files/contingut/Eurodistrict_trinational_bale.pdf), last accessed 2<sup>nd</sup> July 2015

## 8. TRINATIONAL METROPOLITAN REGION OF THE UPPER RHINE

### 8.1 Description

#### A. SUMMARY OF CBC

<i>TYPE OF ACTIVITY</i>	Fields of CBC activities: <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Science</li> <li>▪ Economy</li> <li>▪ Civil Society</li> <li>▪ Politics</li> </ul>
<i>ACTORS INVOLVED</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ The Upper Rhine Conference</li> <li>▪ The Rhine Council</li> <li>▪ Cities Network</li> <li>▪ Eurodistricts</li> </ul>
<i>LOCAL AUTHORITIES</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ France: the Prefect of the region of Alsace</li> <li>▪ Germany: the District President of Freiburg im Breisgau or Karlsruhe and the competent representative of Rhineland-Palatinate</li> <li>▪ Switzerland: the Member of the Executive Council of Basel-Stadt and Basel-Landschaft</li> </ul>
<i>GEOGRAPHICAL AREA COVERED</i>	21.518 km <sup>2</sup>
<i>TOTAL POPULATION</i>	5.9 million

#### B. STRUCTURE OF THE CBC BODY

<i>LEGAL FORM OF CBC ARRANGEMENTS:</i>	<p>The idea of a Trinational Metropolitan Region of the Upper Rhine was first launched in 2006, in Freiburg, during the 10<sup>th</sup> Tripartite Congress (<i>Dreiländerkongress</i>) and led to the creation of the Metropolitan Region after the 2008 11<sup>th</sup> Congress.</p> <p>The following documents are at the basis of the creation of the Trinational Metropolitan Region of the Upper Rhine:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ The Gründungserklärung der Trinationalen Metropolregion Oberrhein, i.e. the Declaration funding the Trinational Metropolitan Region of the Upper Rhine was signed on 9<sup>th</sup> December 2010;</li> <li>▪ 9<sup>th</sup> December 2010: signing of the <i>Offenburger erklärung</i> (Offenburg Declaration) by the ministers and Secretary of state for the creation of the Trinational metropolitan Region of the Upper Rhine, signed by representatives of the countries at ministerial level.</li> </ul> <p>However, the cooperation in the Upper Rhine area dates back to 1975 with the</p>
--	---

	establishment of the intergovernmental Commission.
<i>CBC OBJECTIVES AND ACTIVITIES:</i>	The main objective of the Trinational Metropolitan Region of the Upper Rhine is to enhance the cooperation between its members, in order to: <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Realize innovative projects holding a high added value that its members could not achieve alone. These projects focus on the fields of: development, industry, environment, culture and tourism and aim at increasing the regions' competitiveness;</li> <li>▪ Reinforce the cohesion of its members from an economic, societal and territorial point of view;</li> <li>▪ Become an example to follow in the field of sustainable development.</li> </ul>
<i>FOUNDING MEMBERS:</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Regional Council of Alsace</li> <li>▪ Government (Regierungspraesident) of Freiburg</li> <li>▪ Pôle Alsace Energivie</li> <li>▪ Oberrheinkonferenz</li> <li>▪ Governmental Council of the Basel-Landschaft canton</li> <li>▪ Regio Basiliens</li> <li>▪ German University of Administrative Sciences (Deutsche Hochschule für Verwaltungswissenschaften)</li> </ul>
<i>ORGANIGRAM:</i>	<p>The Upper Rhine Conference "provides the institutional framework for Cross-Border Cooperation in the Upper Rhine region" <sup>13</sup></p> <pre> graph TD     A[Franco-german-swiss inter-governmental Commission] --&gt; B[Franco-German-Swiss Upper Rhine Conference]     B --&gt; C[Steering Committee and Plenary Assembly]     B --&gt; D[Joint Secretariat]     C --&gt; E[Working groups and expert commissions]     D --&gt; E   </pre>
<i>STAFFING:</i>	<p>The RMT Policy Committee:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Prefect of the region of Alsace</li> <li>▪ President of the General Council of Haut-Rhin</li> <li>▪ TEB President of Landrätin in Lörrach</li> <li>▪ Member of city Council of Landau in der Pfalz</li> <li>▪ President of General Council of Bas-Rhin</li> <li>▪ Regional President of Karlsruhe</li> <li>▪ Member of Council of Basel-Stadt</li> </ul>

<sup>13</sup> Deutsche, Französische Schweizerische Oberrheinkonferenz, "The Upper Rhine Conference", <http://www.oberrheinkonferenz.org/de/services/english.html>, last accessed 26th June 2015

	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Regional President of Basel-Stadt</li> <li>▪ Commissioner for the cross border cooperation, Chancellor of Rheinland-Pfalz</li> <li>▪ President of the Regional Council of Alsace</li> <li>▪ Mayor of Strasbourg</li> <li>▪ Regional President of Freiburg</li> <li>▪ Member of the Parliament of Baden-Württemberg</li> <li>▪ Regional President of Basel-Landschaft</li> </ul> <p>The Joint secretariat of the Franco-German Suiss Upper Rhine Conference:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 1 Member from each French, German and Swiss delegation</li> <li>▪ 1 assistant</li> </ul> <p>The Steering Committee of the Franco-German Suiss Upper Rhine Conference:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ A delegation from each of the three countries, headed by the heads of each delegations, i.e.:           <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Prefect of Region Alsace for France,</li> <li>○ District president of Freiburg or Karlsruhe for Germany,</li> <li>○ A member of the executive council of one of the cantons of Basel-Stadt or Basel-Landschaft</li> </ul> </li> </ul> <p>The plenary Assembly of the Franco-German Suiss Upper Rhine Conference:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ A delegation for each of the member countries with maximum 25 delegates each</li> </ul> <p>12 working groups: made up of experts coming from the French, German and Suiss Institutions. The working groups are: transport, environment, culture, education, youth, health, economy, land use planning, disaster management, climate protection, agriculture, sport</p> <p>35 expert commissions working on developing specific projects</p>
<i>FINANCIAL RESOURCES:</i>	<p>According to the Guide of the funding sources for cross-border projects in the Upper Rhine (2011) published on the official website of the Trinational Metropolitan Region of the Upper Rhine, the following funds are available:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 25.000€ a year are available for the functioning of the Common Secretariat, decisions on funds delivery are made by the Coordination Committee or by the Director's committee (&gt; 5.000€)</li> <li>▪ 100.000€ from the Common Cooperation Funds of the Upper Rhine to support cross-border projects capable of making the Upper Rhine a model region in cbc (Cross-border cooperation);</li> <li>▪ 10.000€ a year for the Theatrical exchange in the Upper Rhine to promote theatrical activities within the cbc region;</li> <li>▪ Maximum 4.000€ for Youth Projects (Fund for Youth Projects</li> </ul>

	<p>Jugendprojektfonds)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Interreg;</li> <li>▪ Funds from the Council of Alsace to support the cbc cultural cooperation;</li> <li>▪ 5.000€ a year from the Communauté urbaine de Strasbourg for crossborder school exchanges;</li> <li>▪ Funds from Associations, Foundations, etc., such as: Fondation Entente Franco-Allemande (FEFA), Fondation Johan Wolfgang von Goethe, Fondation Robert Bosch;</li> <li>▪ For other resources available in the single countries and more information, please download the guide at the following link: <a href="http://www.rmtmo.eu/de/services/download.html?file=tl_files/RMT-TMO/ORK-CRS-Leitfaden_Guide_Finanzierung_Version10-DE-FR-2011.pdf">www.rmtmo.eu/de/services/download.html?file=tl_files/RMT-TMO/ORK-CRS-Leitfaden_Guide_Finanzierung_Version10-DE-FR-2011.pdf</a></li> </ul>
ACCOUNTABILITY TO CITIZENS:	<p>Official website: <a href="http://www.rmtmo.eu/fr/home.html">http://www.rmtmo.eu/fr/home.html</a></p> <p>A number of entities have been established to give citizens information and advice on CBC in the Upper Rhine area (e.g. INFOBEST, Euro-Insitut, etc.).</p>
MONITORING AND EVALUATION:	-
SOURCES	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Beck Joachim, Hermann Patrice, Oser Jürgen, "The Trinational metropolitan Region Upper Rhine – a laboratory for territorial Cohesion in Europe", <a href="http://www.regbas.ch/de/assets/File/downloads/Presentation_upper_rhine_25_9_09.pdf">http://www.regbas.ch/de/assets/File/downloads/Presentation_upper_rhine_25_9_09.pdf</a>, last accessed 6<sup>th</sup> July 2015</li> <li>• Conférence Franco-Germano-Suisse du Rhin Supérieur, « Rhin Supérieur Faits et Chiffres », 2012, <a href="http://www.rmtmo.eu/">http://www.rmtmo.eu/</a>, last accessed 6<sup>th</sup> July 2015</li> <li>• CORDIS, "International Cooperation, Cooperation in the Upper Rhine Region", <a href="http://cordis.europa.eu/baden-wuerttemberg/int-coop-upper-rhine_en.html">http://cordis.europa.eu/baden-wuerttemberg/int-coop-upper-rhine_en.html</a>, last accessed 26<sup>th</sup> June 2015</li> <li>• Deutsch-Französisch-Schweizerisches Konferenz, "The Upper – Rheine Conference", <a href="http://www.conference-rhin-sup.org/fr/services/english.html">http://www.conference-rhin-sup.org/fr/services/english.html</a>, last accessed 26<sup>th</sup> June 2015</li> <li>• Mission Operationnelle Transfrontalière, "Trinational Metropolitan Region of the Upper Rhein", <a href="http://www.espaces-transfrontaliers.org/en/resources/territories/territory-factsheets/territories/territory/show/region-metropolitaine-trinationale-du-rhin-superieur/">http://www.espaces-transfrontaliers.org/en/resources/territories/territory-factsheets/territories/territory/show/region-metropolitaine-trinationale-du-rhin-superieur/</a>, last accessed 26<sup>th</sup> June 2015</li> <li>• Official Website of the Deutsch-Französisch-Schweizerisches Konferenz, Official Website, <a href="http://www.conference-rhin-sup.org/fr/">http://www.conference-rhin-sup.org/fr/</a>, last accessed 26<sup>th</sup> June 2015</li> <li>• Official Website of the Trinational Metropolitan Region of the Upper Rhine, <a href="http://www.rmtmo.eu/de/home.html">http://www.rmtmo.eu/de/home.html</a>, last accessed 26<sup>th</sup> June 2015</li> <li>• Stratégie 2020 pour la Région Métropolitaine Trinationale, <a href="http://www.rmtmo.eu/fr/region-metropolitaine/la-demarche-de-region-metropolitaine-trinationale-du-rhin-superieur.html">http://www.rmtmo.eu/fr/region-metropolitaine/la-demarche-de-region-metropolitaine-trinationale-du-rhin-superieur.html</a>, last accessed</li> </ul>

3rd July 2015

- Trinational Metropolitan Region of the Upper Rhein, "Building the Trilateral Metropolitan Region of the Upper Rhein", 28.06.2013, <http://www.euroinstitut.org/pdf/Download-Unterlagen/2013-Novisad/Cahueau.pdf>, last accessed 26<sup>th</sup> June 2015

## 9. INTERNATIONAL CONFERENCE OF THE BODENSEE

### 9.1 Description

#### A. SUMMARY OF CBC

<i>TYPE OF CBC ACTIVITY</i>	Fields of CBC activities: <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Education, science and research</li> <li>▪ Culture</li> <li>▪ Environment</li> <li>▪ Transport</li> <li>▪ Economy</li> <li>▪ Health and Social Services</li> <li>▪ Public Relations</li> </ul>
<i>ACTORS INVOLVED</i>	Austria : Vorarlberg  Germany: Baden-Württemberg, Free State of Bayern  Liechtenstein: Principality of Liechtenstein  Switzerland: Canton of Thurgau, Canton of St. Gallen, Canton of Schaffhausen, Canton of Appenzell Innerrhoden, Canton of Appenzell Ausserrhoden, Canton of Zürich
<i>LOCAL AUTHORITIES</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Counties of Landkreise Konstanz, Bodenseekreis, Ravensburg, Sigmaringen (Baden-Württemberg)</li> <li>▪ Counties of Landkreise Lindau and Oberallgäu, Stadt Kempten (Free State of Bayern)</li> </ul>
<i>GEOGRAPHICAL AREA COVERED</i>	The Costance Lake (Bodensee) covered an area of 538 km <sup>2</sup> .  The area covered by the countries involved is about 114.512 km <sup>2</sup> .  (Vorarlberg: 2.590 km <sup>2</sup> ; Baden-Württemberg: 35.751 km <sup>2</sup> ; Bayern: 70.551 km <sup>2</sup> ; Liechtenstein: 160 km <sup>2</sup> ; Canton of Thurgau: 991 km <sup>2</sup> ; Canton of St. Gallen 2.026 km <sup>2</sup> ; Canton of Schaffhausen: 298 km <sup>2</sup> ; Canton of Appenzell Innerrhoden: 173 km <sup>2</sup> ; Canton of Appenzell Ausserrhoden: 243 km <sup>2</sup> ; Canton of Zürich: 1.729 km <sup>2</sup> )
<i>TOTAL POPULATION</i>	About 25.727.447 million inhabitants  (Vorarlberg: 370.440 inhabitants; Baden-Württemberg: about 11 million inhabitants; Bayern: about 12 million inhabitants; Liechtenstein: 37.000 inhabitants; Canton of Thurgau: 260.000 inhabitants; Canton of St. Gallen: 487.000 inhabitants; Canton of Schaffhausen: 78.000 inhabitants ; Canton of Appenzell Innerrhoden: 15.778; Canton of Appenzell Ausserrhoden: 53.691; Canton of Zürich: 1.425.538 million inhabitants)

## B. STRUCTURE OF THE CBC BODY

<i>LEGAL FORM OF CBC</i>	The statute that regulates the Internationale Bodenseekonferenz is available at the following link:
<i>ARRANGEMENTS:</i>	<a href="http://www.bodenseekonferenz.org/bausteine.net/f/9847/IBK-Statut_Stand1.1.2010.pdf?fd=0">http://www.bodenseekonferenz.org/bausteine.net/f/9847/IBK-Statut_Stand1.1.2010.pdf?fd=0</a>
<i>CBC OBJECTIVES AND ACTIVITIES:</i>	<p>The main IBK objectives are to:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Promote an integrated cooperation in the cross-border region;</li> <li>▪ promote a sustainable development;</li> <li>▪ improve the attractiveness of the region in terms of tourism, culture, economy and quality of life;</li> <li>▪ develop the Natural area of the Costance Lake (Bodensee);</li> <li>▪ develop a competitive and integrated educational, scientific and research system;</li> <li>▪ improve the cross-border transport infrastructure;</li> <li>▪ strengthen cooperation in the Prevention and Health promotion.</li> </ul>
<i>FOUNDING MEMBERS:</i>	<p>The founding members are:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ The Swiss Cantons of St.Gallen, Thurgau, Schaffhausen</li> <li>▪ The Federal States of Baden-Württemberg and Bayern (Germany)</li> <li>▪ The Federal States of Vorarlberg (Austria)</li> </ul> <p>In 1993 were added:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ The Swiss Cantons of Appenzell Innerrhoden and Appenzell Ausserrhoden</li> </ul> <p>In 1998 were added:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ The Swiss Canton of Zürich</li> <li>▪ The Principality of Liechtenstein</li> </ul>

<i>ORGANIGRAM:</i>	<pre> graph TD     A[Conference Regional Leaders] --&gt; B[Standing Committee]     B --&gt; C[Commissions]     C --&gt; D[IBK Office and Presidency]     C --&gt; E[Projects and Working Groups]     D --&gt; E     subgraph Commissions [Commissions]         direction TB         C --- F[Education, science and research]         C --- G[Culture]         C --- H[Environment]         C --- I[Transport]         C --- J[Economy]         C --- K[Health and Social Services]         C --- L[Public Relations]     end     </pre>	
<i>STAFFING:</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Prime Minister of Baden-Württemberg</li> <li>▪ IBK Office: <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Manager</li> <li>▪ Commissioner for Public Relations and Organizations</li> <li>▪ Projects Coordinator</li> <li>▪ Associate Project Coordinator</li> <li>▪ Assistannt</li> </ul> </li> </ul>	
<i>FINANCIAL RESOURCES:</i>	<p>Two types of project funding:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ The small Encounter Projects are funded with a maximum of 2.500 euro entirely from the IBK budget.</li> <li>▪ The interregional small Projects with a long term cooperation are funded with a maximum of 25.000 euro from the Interregional Program.</li> </ul>	
<i>ACCOUNTABILITY TO CITIZENS:</i>	<p>Official website:</p> <p>The IBK Mission was presented in a public hearing, making its activities transparent to the citizens.</p>	
<i>MONITORING AND EVALUATION:</i>	<p>Not available</p>	
<i>SOURCES</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Official Website of the Internationale Bodenseekonferenz, <a href="http://www.bodenseekonferenz.org/23031/Home/index_v2.aspx">http://www.bodenseekonferenz.org/23031/Home/index_v2.aspx</a>, last accessed 9<sup>th</sup> July 2015.</li> <li>▪ Bodensee, <a href="http://www.aeiou.at/aeiou.encyclop.b/b594279.htm;internal&amp;action=_">http://www.aeiou.at/aeiou.encyclop.b/b594279.htm;internal&amp;action=_</a></li> </ul>	

[setlanguage.action?LANGUAGE=en](#), last accessed 9<sup>th</sup> July 2015.

- Baviera, <http://www.holidaysineurope.ch/baviera.php>, last accessed 9<sup>th</sup> July 2015.
- Vorarlberg, <http://www.viaggio-in-austria.it/vorarlberg.html>, last accessed 9<sup>th</sup> July 2015.
- Liechtenstein in figures 2014. [http://www.llv.li/files/as/pdf-llv-as-fl\\_in\\_zahlen\\_englisch\\_2014](http://www.llv.li/files/as/pdf-llv-as-fl_in_zahlen_englisch_2014), last accessed 9<sup>th</sup> July 2015.
- Schweiz. <https://www.swisscommunity.org/de/entdecken-sie-die-schweiz>, last accessed 9<sup>th</sup> July 2015.

## ANNEX II

### EU CROSS-BORDER PROJECTS AND CITIZENS' PARTICIPATION

## 1. Citizens empowerment Project

**Duration:** 2007-2011

**EU Programme:** 2007-2013 Operational Programme France-Wallonie-Flanders

**Partner:** Periferia ASBL (B), Arpenteurs (F)

**Cross-border Regions/ countries involved:** Belgium and France (Wallonie - Nord Pas-de-Calais)

**Description:** The project aimed specifically at increasing citizens' participation and active involvement. Project partners aimed to empower citizens of the entire cross-border area in order to widen their "impact (...) on daily life and public policy". The network between partners and civil society remained active after project's end, ensuring continuity to the initiative.

**Citizens' involvement:** Within the project, citizens were actively involved through:

- three "citizens' empowerment plenary meetings" to address "transversal issues and (...) work priorities"; and
- a series of public debates that were organized in different cities (e.g. Lille, Roubaix, Dunkerque) of the cross-border area. These debates involved the participation of local stakeholders (including members of the cross-border civil society) who engaged in a dialogue on various issues from health to housing and participation. The theme of a greater citizens' involvement in the public sphere and decision-making was specifically discussed together with politicians of both cross-border areas (France and Belgium) during the plenary meeting of Roubaix in 2007. The focus was on the need for politicians to open to bottom-up projects and proposals.

**Website:**

- <http://www.keep.eu/search/show/24680>, last accessed 24<sup>th</sup> July 2015;
- [www.capacitation-citoyenne.org](http://www.capacitation-citoyenne.org), last accessed 27<sup>th</sup> July 2015;
- <http://www.capacitation-citoyenne.org/livrets/emeraude/roubaix07.pdf>, last accessed 27<sup>th</sup> July 2015

## 2. Haute-Sûre River Contract Project

**Duration:** 2008-2011

**EU Programme:** 2007-2013 Operational Programme Great Region

**Partner:** Parc Naturel Haute-Sûre (L), Parc Naturel Haute-Sûre Forêt d'Anlier (B)

**Cross-border Regions/ countries involved:** Belgium and Luxembourg (Haute-Sûre cross-border area)

**Description:** The project aimed at developing a "River Contract" (i.e. a cross-border joint management plan for the waters of the Basin of the Haute-Sûre).

**Citizens' involvement:** The project involved both local authorities and civil society stakeholders. The following methods were used to ensure local inhabitants and stakeholders were involved in the development of the River Contract:

- The River committees made up by representatives of the local authorities and administrations but also by local residents and stakeholders (in the field of economy, environment and youth): the committees had the objective of drafting a number of actions for protecting and managing the waters of the Haute-Sûre Basin. The actions were jointly drafted with contributions of all participants and were implemented by project partners.
- The thematic working groups made up by all actors involved in river management in order to find joint solutions. The working groups were not only open to the members of the committees and external experts, but to all citizens wishing to give their contribution to the final River Contract Document.

**Website:**

- <http://www.crhs.eu/index.php?id=1;lang=fr>, last accessed 22<sup>nd</sup> July 2015

### 3. Masterplan Project

**Duration:** 2009-2011

**EU Programme:** 2007-2013 Austria – Bayern Operational Programme

**Partner:** Land Salzburg - Department for Spatial Planning (A), Euregio Salzburg - Regio Berchtesgadener Land - Traunstein e.V. (A and D), Regional Planning Association of South East Upper Bavaria (D), Government of Upper Bavaria (D), Regional association Salzburg City and surrounding municipalities (A)

**Cross-border Regions/ countries involved:** Austria and Germany Kernregion Salzburg (Bayer, Oberösterreich, Salzburg, Tyrol and Vorarlberg)

**Description:** The project focused on the drafting of a new Masterplan for the Euroregion of Salzburg - Berchtesgadener Land – Traunstein and on establishing a common cross-border set of development measures to be implemented up to 2030. The Masterplan was organized in four core areas: Housing, Economy, Transport and 'Landscape and Public Space'. The first version of the Masterplan was drafted on the basis of the results of the workshops held in 2009 with local representatives and technical experts.

**Citizens' involvement:** The citizens were called to express their views on the first draft of the Masterplan. The dialogue phase with local citizens was launched during the so-called "Second Future Conference for the Salzburg Core region" in January 2010. During the conference, citizens and local authorities had the chance to be presented with the details of the Masterplan (which was also accessible on-line for the public) and were urged to comment on this first draft. The observations were taken into consideration in the final writing phase of the Masterplan.

**Website:**

- <http://www.salzburg.gv.at/rp2-masterplan>, last accessed 24<sup>th</sup> July 2015;
- [http://service.salzburg.gv.at/lkorjj/Index?cmd=detail\\_ind&nachrid=44264](http://service.salzburg.gv.at/lkorjj/Index?cmd=detail_ind&nachrid=44264), last accessed 24<sup>th</sup> July 2015.

## 4. IREK Project - Integrated Strategy to Spatial Planning for selected territories of the Wipptal

**Duration:** 2009 (beginning of the project)

**EU Programme:** 2007-2013 Italy-Austria Operational Programme

**Partner:** Forest Engineering Service for Torrent and avalanche control - Office of Tyrol (A), Autonomous Province of Bolzano, Offices of Water engineering and of Fire and Civil Defense (I), Office of the Provincial Government of Tyrol – Spatial Statistics and Water Management Offices (A)

**Cross-border Regions/Countries involved:** Italy and Austria (Municipality of North Wipptal (North Tyrol), Gries am Brenner, Geschnitz, Navis, Obernberg, Schmirn, Trins, Vals; Brennero, Vipiteno (\$terzing), Vizze (Pfatisch) and Racines (Ratschings).

**Description:** The project aimed to develop a strategy for spatial planning dealing with all the multiple risks the Wipptal area is subject to.

**Citizens' involvement:** The project gave particular attention to the involvement of citizens and local stakeholders in the planning stage. The methodology chosen in order to meet this aim was:

- the participatory process, during which citizens had the chance to share their views and make observations and proposals regarding a sustainable territorial development;
- discussion sessions with the public: results of the participatory process were used by experts to develop a draft version of defence measures that were improved by local authorities' suggestions and finally submitted to the local population during a discussion session for the last evaluation.

**Website:**

- [http://www.provincia.bz.it/protezione-civile/service/news.asp?aktuelles\\_action=300&aktuelles\\_image\\_id=588126](http://www.provincia.bz.it/protezione-civile/service/news.asp?aktuelles_action=300&aktuelles_image_id=588126), last accessed 21<sup>st</sup> July 2015;
- <http://www.interreg.net>, last accessed 21<sup>st</sup> July 2015;
- <http://www.keep.eu/search/show/6354>, last accessed 21<sup>st</sup> July 2015

## 5. Youth Cross-Border Cooperation and Communication Project

**Duration:** 2009-2011

**EU Programme:** 2007-2013 South Baltic Operational Programme

**Partner:** Blekinge Region (S), Regional Council in Kalmar County (S), Regional Council of Southern Småland (S), Regional Municipality of Bornholm (DK), Office of the Marshal of the Pomorskie Voivodeship (PL), Office of the Marshal of the Warmińsko-Mazurskie Voivodeship (PL)

**Cross-border Regions/ countries involved:** Blekinge Region

**Description:** The project aimed at transforming the Youth cross-border Forum (founded in 2007) into a permanent body for discussion and engagement with political work.

**Citizens' involvement:** The involvement of young participants was ensured through:

- Workshops that were held in each of the eight cross-border regions involved;
- The "Interactive Youth Web Platform" that ensured a wide young audience was reached and actively engaged in the project.

Project activities involved more than 700<sup>14</sup> young citizens and resulted in the drafting of two strategic documents: "Youth Influence Concept" (i.e. new ways to integrate the ERB and the Youth Board activities) "and the ERB (Euroregion Baltic) Vision and Action Plan on Youth Cooperation", setting the agenda for Youth Board in the following years.

**Website:**

- <http://www.keep.eu/search/show/24377>, last accessed 23<sup>rd</sup> July 2015;
- [http://en.southbaltic.eu/db/index.php?p=6&id\\_db=4&id\\_record=79](http://en.southbaltic.eu/db/index.php?p=6&id_db=4&id_record=79), last accessed 23<sup>rd</sup> July 2015;
- [en.southbaltic.eu/files/?id\\_plik=1957](http://en.southbaltic.eu/files/?id_plik=1957), last accessed 24<sup>th</sup> July 2015;
- <http://www.youthboard.org/yc3/meetings.aspx>, last accessed 28<sup>th</sup> July 2015

---

<sup>14</sup> Fifty-five among them came from the neighboring country of Russia.

## 6. Brand Project

**Duration :** 2009-2013

**EU Programme:** 2007-2013 Ireland – Wales Operational Programme

**Partner:** Municipalities of Rhyl (UK), Holyhead (UK), Athy (IRL) and Dun Laòghaire (IRL)

**Cross-border Regions/ countries involved:** Ireland – Wales (Towns of Rhyl, Holyhead, Athy and Dun Laòghaire)

**Description:** The project aimed at a re-branding of four towns located at the border of Ireland and Wales and suffering from a poor (self-)image: Rhyl, Holyhead, Athy and Dun Laòghaire. The local communities were part of the re-branding process. More specifically local stakeholders were involved in the establishment of a “sustainable cross-border model for urban re-branding”. Great attention was devoted to the development of a truly cross-border final model capable of answering the needs of all the four towns.

**Citizens' involvement:** The project methodology for ensuring citizens' involvement was the following:

- Organization of a Forum to actively involve local stakeholders in the development of the town rebranding and of the related toolkit;
- Establishment of the so called “ambassador thinking” (i.e. a positive image of the towns among the members of its community who would then act as multipliers in the local society and also towards external people);
- Organization of “Community workshops, stakeholder interviews and immersions in order to assess the position of the four towns' brands (“Brand Audit”).

**Website:**

- <http://brand-project.eu/methodology/>, last accessed 22<sup>nd</sup> July 2015

## 7. Building the Upper Rhine Metropolitan Region Project! For a cross-border active civil dialogue

**Duration:** 2010-2012

**EU Programme:** 2007-2013 Upper Rhine Operational Programme

**Partner:** State Chancellery Rheinland-Pfalz (D), Alsace Region (F), Department of the Upper Rhine (F), Department of the Lower Rhine (F), Ministry of Labour and Social Affairs of Baden-Württemberg (D), Regional Council of Karlsruhe (D), Swiss Confederation (CH)

**Cross-border Regions/ countries involved:** France, Germany, Switzerland

**Description:** The project aimed at involving the local civil society in the building of the Trinational Metropolitan Region of the Upper Rhine, by also creating a stable network among them in order to strengthen the Cross-border region.

**Citizens' involvement:** The chosen method used to engage civil society was:

- The Forum (or convention). Three “citizens’ forums” were organized, each hosted in a different area of the Upper Rhine Region. Participants were either invited directly from organizations of the civil society or independently signed up through an online application procedure. Topics of discussion were decided in advance and targeted cross-border and civil society issues; however, issues that came up as the discussion unfolded were also treated. The three forums were also meant to lay the ground for a permanent active citizens’ dialogue in the cross-border area.

**Website:**

- <http://www.interreg-oberrhein.eu/schwerpunkt-b,10204,de.html>, last accessed 24<sup>th</sup> July 2015

8. Project on the Development of cross-border cooperation between local governments in order to strengthen the transparency ("Rozvoj cezhraničnej spolupráce miestných samospráv za účelom posilnenia transparentnosti miestnych samospráv na S")

**Duration:** 2011

**EU Programme:** 2007-2013 Hungary-Slovakia Operational Programme

**Partner:** Transparency International Slovensko (SK)

**Cross-border Regions/ countries involved:** Hungary and Slovakia

**Description:** The project focused on fostering governmental transparency through reinforced cross—border networks.

**Citizens' involvement:** The project also aimed at empowering citizens with tools to monitor public spending in order to increase the "civic control of the local government spending".

**Website :**

- <http://www.keep.eu/search/show/24982?ss=b27c62094ab319ca2f954f2d268f09dfe7c362a7ddc504e12d8a4d664bd15fe4&zoom=3#bb>, last accessed 23rd July 2015;
- [www.husk-cbc.eu/](http://www.husk-cbc.eu/), last accessed 23<sup>rd</sup> July 2015

## 9. CareSam Project

**Duration :** 2011-2013

**EU Programme:** 2007-2013 Cross-Border Operational Programme Öresund-Kattegat-Skagerrak

**Partner:** University of Malmö (S), Roskilde University (DK), Skåne Local Authorities (S), Professionshojskolen (DK), Municipality of Copenhagen – Administration for Health and Care (DK), Local government Association - Kommunernes Landsforening (DK)

**Cross-border Regions/ countries involved:** Denmark and Sweden (Oresund Region)

**Description:** The project aimed at establishing a “regional network within the elderly care sector”. The project fostered the involvement of all stakeholders in a cross-border debate on the future development of the elderly care system, given the increasing trends in the number of elderly in the region.

**Citizens' involvement:** the stakeholders were involved through:

- Four Seminars, dealing with the topic “The Future of the Elderly care system”, that were advertised through the website page and held between the months of September and December 2011. Seminars were divided in two stages: the first part consisted of interventions of prominent speakers on “elderly-care”, the second stage consisted in a debate session with the audience. Speakers came from both parts of the border;
- Workshops. At the end of the conferences, participants and experts were divided into smaller groups to take part to round tables and/or workshops to allow the participating stakeholders to express opinions, suggestions and good practices arising from their experiences. The topics discussed related to future developments of the sector, employees’ training and ways to increase job attractiveness. The inputs were collected by the organizers and will be used in the future for developing projects in the elderly care system.

**Website:**

- <http://www.ruc.dk/institutter/paes/forskning/projekter/caresam/seminarer-dansk/> last accessed 23<sup>rd</sup> July 2015;
- <http://www.keep.eu/search/show/12954>, last accessed 23<sup>rd</sup> July 2015

## 10. Coastal Communities 2150 (CC2150) Project

**Duration:** 2011-2014

**Eu Programme:** Interreg IV A Two Seas

**Partner:** Environment Agency (UK), Hampshire County Council (UK), Kent County Council (UK), Agency for Maritime Coastal Services – Coastal Division (UK), Province of West Vlaanderen and ICZM Coordination Group (NL), Stichting Dienst Landbouwkundig Onderzoek (NL)

**Cross-border Regions/ countries involved:** United Kingdom and the Netherlands

**Description:** The project aimed at raising awareness among coastal communities about the risks linked with climate change and sea level rise by also encouraging them to develop “their own responses” to the threat.

**Citizens' involvement:** Local residents were involved in the project through the:

- “Coastal Future Group” that encompassed also experts and representatives of the local authorities and civil society. The Group was responsible for “steering the project and engage the wider community”.
- Community workshops. Held during 2013, the workshops involved the wider community and the members of the Coastal Future Group. The outcome of the workshops was the “Waking up tomorrow” document (i.e. the vision and the action plan of the project wrote by the Future Group in accordance with workshops’ results);
- The “Ecosystem services workshop”, involving local residents, environmental experts and decision makers, the workshop resulted in the development of a “map of the very long-term ecological impacts” in the area.

**Website:**

- <http://webarchive.nationalarchives.gov.uk/20140328084622/http://www.environment-agency.gov.uk/aboutus/wfo/136998.aspx>, last accessed 28<sup>th</sup> July 2015;
- <http://prime-c.net/projects/cc2150/>, last accessed 27<sup>th</sup> July 2015

## 11. Gotrawama Project

**Duration:** 2011-2014

**EU Programme:** Interreg IVA Italy-Slovenia

**Partner:** University of Nova Gorica (SLO), Water and Sewage Society of Nova Gorica (SLO), Municipality of Nova Gorica (SLO), City of Šempeter Vrtojba (SLO), University of Udine (I), Municipality of Gorizia (I), Institute of Mining, Geotechnology and the environment – IRGO (SLO), University of Ferrara (I), Institute for Health in Nova Gorica (SLO)

**Cross-border Regions/ countries involved:** Italy and Slovenia (Gorizia and Nova Gorica)

**Description:** The project aimed at drafting guidelines for the “integrated management of trans-boundary waters”. The project worked “towards an appropriate common policy for the sustainable and effective citizen participation”. The close cooperation between partners ensured that even after the end of the project the synergies were maintained.

**Citizens' involvement:** As part of the “Communication activities”, the project adopted the following methods for ensure citizens' active involvement:

- Conferences and
- Round table discussions among experts, local citizens and political representatives.

**Website:**

- [http://www.gotrawama.eu/en\\_attivita.htm](http://www.gotrawama.eu/en_attivita.htm), last accessed 21<sup>st</sup> July 2015

## 12. Bit Generation project

**Duration:** 2012-2015

**EU Programme:** 2007-2013 Italy-Austria Operational Programme

**Partner:** Belluno Province (I), Cooperativa Sociale Itaca Sas of Pordenone (I), RMO of Lienz (A)

**Cross-border Regions/Countries involved:** Italy and Austria (Tyrol, Autonomous Province of Bolzano, Veneto and Friuli Venezia Giulia regions)

**Description:** The project aimed at multiplying the Internet access points in the Alpine area. This was expected to impact on the possibility for the inhabitants to access the online services of e-governance and foster the so called “e-democracy”, with a special focus on encouraging active citizenship within younger citizens.

**Citizens' involvement:** The widening of the Internet access points in the area had positive impacts not only on economy and society, but also on citizens' participation through the increase of e-government and e-governance services, thus increasing citizens' participation via web in the long-term. The project activities involved exchange of know-how and good practices between local stakeholders and young citizens through:

- Meetings, online conferences, working groups, trainings, workshops; and
- A Youth meeting in which young citizens were engaged in a participatory manner to analyse the relationship between new technologies and democratic participation with the help of experts.

**Website:**

- [http://www.interreg.net/it/novita/news.asp?aktuelles\\_action=4&aktuelles\\_article\\_id=499514](http://www.interreg.net/it/novita/news.asp?aktuelles_action=4&aktuelles_article_id=499514), last accessed 22<sup>nd</sup> July 2015;
- [http://ec.europa.eu/regional\\_policy/en/projects/austria/bit-generation-brings-information-society-into-remote-alpine-areas](http://ec.europa.eu/regional_policy/en/projects/austria/bit-generation-brings-information-society-into-remote-alpine-areas), last accessed 22<sup>nd</sup> July 2015;
- [http://www.provincia.belluno.it/nqcontent.cfm?a\\_id=7662](http://www.provincia.belluno.it/nqcontent.cfm?a_id=7662), last accessed 28<sup>th</sup> July 2015.

## 13. Another Illumination Project

**Duration:** 2013-2014

**EU Programme:** Operational Programme Germany-Netherlands

**Partner:** Municipality of Venray (NL) and City of Geldern (D)

**Cross-border Regions/ countries involved:** Germany and the Netherlands

**Description:** The project aimed at involving citizens in the planning of the public spaces. In order to achieve this objective it involved citizens in the re-thinking of public lightning towards a more sustainable and energy saving system.

**Citizens' involvement:** Cross-border citizens were given a core role in the project through the establishment of two pilot areas in the Municipalities of Vernay and Geldern. Part of the so-called "quadruple helix" (together with government, entrepreneurs and schools), they contributed to the shaping of the final outcome (the new public lighting system) becoming active partners, whereas the local government acted as a facilitator between the different stakeholders. The project was demand-driven therefor the suggestions provided by citizens represented the basis for the final lightning plan. Examples of proposed changes were:

- better illumination in places perceived as dangerous (e.g. pedestrian underground passages); and
- citizens' preferences for certain types of lights' color.

**Website:**

- <https://www.deutschland-nederland.eu/projekt-datenbank/>, last accessed 22nd July 2015;
- <http://www.euregio-rmn.de/euregio-foerderungen/interreg-iv-a/rahmenprojekte/massnahmenbereich-2.html>, last accessed 22<sup>nd</sup> July 2015;
- <https://praktijkvoorbeelden.vng.nl/userpages/Unthemed/DownloadDocument.aspx?id=5767>, last accessed 29th July 2015

## 14. Openwind Project

**Duration:** 2013-2015

**EU Programme:** ENPI (European Neighborhood and Partnership Instrument) CBC Programme - Cross-Border Cooperation in the Mediterranean

**Partner:** Provincial Government of Malaga (E), Anel Nicosia Development Agency (CY), University of Sfax (TN), Union of Municipalities of Iqleemel Tufah (RL), Al-Quds University (IL)

**Cross-border Regions/Countries involved:** Spain (Malaga), Cyprus (Nicosia), Lebanon, Israel and Tunisia

**Description:** The project aimed at involving citizens in the decision-making process thanks to the use of new technologies. The activities focused on the establishment of online Government services and on fostering their use by citizens. In order to ensure a joint development of the project and exchange of know-how, partners were involved in meetings and study visits to the Provincial Government of Malaga. The project expected an increase in citizens' participation as a result of the implementation of its activities. More specifically the project aimed at reaching a "20% increase in citizens' participation in telematics procedures" and a "10% increase in procedures or requests made by citizens", thus having a positive impact on citizens' active involvement in the public sphere.

**Citizens' involvement:** Under the activity: "Consensus Building and Adoption of Governance and Open Government Methods", the "Local Public Committees" (LPCs) were established. These were groups made up of the project partners and local stakeholders (politicians, members of NGOs and citizens' associations). The LPCs were in charge of finding and adopting solutions regarding the joint e-Government and Governance model developed during the project. The Committees adopted the following working methodology: "workshops, meetings and round tables".

**Website:**

- <http://www.openwind.eu/#!project/c20fs>, last accessed 29<sup>th</sup> July 2015

## 15. Baltic Youth Influencing Transport Policies Project

**Duration:** 2014

**EU Programme:** 2007-2013 South Baltic Operational Programme

**Partner:** Self-Government and Agency for Promotion and Culture Szczecinek (PL), ATI erc nonprofit GmbH, agency for technology transfer, education, research and furtherance of cooperation (D), Klaipeda Public Transport Authority (LT)

**Cross-border Regions/ countries involved:** Poland, Germany and Lithuania

**Description:** The project, aimed at involving young citizens in transport policy planning.

**Citizens' involvement:** Youngs (aged 16-19) of the cross-border area took part to three summer-camps in Greifswald (Germany), Klaipeda (Lithuania) and Szczecinek (Poland) in order to analyze the state-of-the-art of the public transport sector and give their suggestions for future policies and improvements. The following methods were adopted:

- Before the beginning of the three summer camps, a Competition was organized in all three cities. Young people were asked to present their ideas for a cleaner transport sector (Power Points, pictures, written reports). A jury awarded the best three proposals with a prize;
- Klaipeda Summer Camp: onsite visits (cycle tours and walks) and public transport "geocaching" with young participants divided in teams competing one against each other were organized. These activities aimed at involving youngs in the analysis of the state-of-the-art of the transport sector. Young citizens were took also part to a brainstorming session during which participants listed the transport issues they observed during the visit according to their severity;
- Szczecinek Summer Camp: a quest (a game) on public transport to evaluate its functioning and a brainstorming session were organized. During brainstorming youngsters filled in templates with the negative and positive aspects of public transport they observed, at the end of the session the results of the brainstorming were presented to the local decision makers;
- Greifswald Summer Camp: youngsters were involved through workshops (three hours in the morning and one hour in the evening) revolving around the topic of urban development and worked closely with the municipal administration of Greifswald.

**Website:**

- <http://www.keep.eu/search/show/40444>, last accessed 24<sup>th</sup> July 2015;
- <http://bayintrap.eu/wpress/beispiel-seite/>, last accessed 24<sup>th</sup> July 2015

## 16. Shared Landscape Project

**Duration:** 2014 (end of the project)

**EU Programme:** 2007-2013 Operational Programme Italy-Switzerland

**Partner:** Municipality of Magnano (I), Ethnographic Museum of the Muggio Valley (CH), Municipality of Verrone (I), Observatory of Biella – Heritage and Landscape – nonprofit organization (I)

**Cross-border Regions/ countries involved:** Italy and Switzerland (Biella, Ticino District and the Municipalities of Magnano and Verrone)

**Description:** The project aimed at rethinking the mountainous landscapes of the four towns of: Magnano, Verrone, Breggia and Castel San Pietro. The project was based on the implementation of the European Convention on Landscape adopted by the Council of Europe in 2000 and signed by Italy and Switzerland in 2006. According to article 6 of the Convention landscapes transformations need to be decided jointly by local authorities and citizens who were asked to imagine the future of their territory.

**Citizens' involvement:** Citizens were involved in the identification of the areas of intervention and of the objectives to be reached through the improvement measures. The following methods were adopted to ensure citizens' active participation in the project:

- The "Landscape Assemblies" (*Assemblee di Paesaggio*). The assemblies involved citizens and local authorities in a participatory process that led them to the joint identification of the areas of intervention and of the needed retraining actions; the identified objectives were then integrated by local authorities into concrete action proposals;
- Community maps, which are the representation of the territory made directly by residents. These maps identify the heritage, landscape and specificities of the territory with which the local residents identify the most; common questions that are answered to build the map are: "What do we have in common?", "What makes our territory unique?", etc. the maps were then translated into technical programmes, ready for the implementation by local authorities;
- WEB-GIS system: this activity involved all citizens, also the ones that did not take part to the Assemblies; the WEB-GIS is an online map about landscape quality and good practices of landscape transformation that any citizen in the area could contribute to simply by entering the website and following the online procedure.

**Website:**

- <http://www.interreg-italiasvizzera.it/progetti:rid=135>, last accessed 23<sup>rd</sup> July 2015;  
<http://www.osservatoriodelbiellese.it/wp-content/uploads/2013/10/PAESAGGIO-CONDIVISO-Abstract.pdf>, last accessed 23<sup>rd</sup> July 2015;
- <http://www.osservatoriodelbiellese.it/wp-content/uploads/2013/10/PAESAGGIO-CONDIVISO-Descrizione-dettagliata-del-progetto.pdf>, last accessed 23<sup>rd</sup> July 2015
- <http://www.mappadicomunita.it/>, last accessed 29th July 2015

## 17. Democracy across the Sound Projects – Phases I and II

**Duration:** n.a.

**EU Programme:** 2000-2006 Öresund Region Operational Programme

**Partner:** City of Malmö and Stadsdelsförvaltning Fosie (S) and City of Malmö - Fosie Local Administration (S) for Phase I and City of Malmo – Environment Office (S) for Phase II

**Cross-border Regions/ countries involved:** Sweden and Denmark

**Description:** The first project (Phase I) focused on increasing citizens' participation as a mean to reach the broader aim of deepening the democratic development of the area. The first phase focused on research on transnational local democracy and on creating a network between teachers in the region. Whereas the second Phase (Phase II) aimed at training "democracy consultants" and at creating "a network which can support the development of cross-border and local democracy".

**Citizens' involvement:** The second phase of the project involved public employees and "active citizens from the major NGOs" in the region in a training process to become "democracy consultants". The latter were meant to deepen the cross-border "integration process". Curricula were first tested by pilot groups and modified according to their observations.

**Website:**

- <http://www.keep.eu/search/show/18205>, last accessed 27th July 2015
- <http://www.keep.eu/search/show/18206>, last accessed 27th July 2015

## 18. Project on Trans-boundary Government and Citizen Participation<sup>15</sup>

**Duration:** 2005 (beginning of the project)

**EU Programme:** Interreg IIIA EUREGIO – Euregio Rhine Wahl and Euregio Rhine-Maas-Nord

**Partner:** Fachhochschule Osnabrück (D), EUREGIO (D), Saxion Hogeschool Enschede/ Instit. Org. Bestuur en Recht (NL)

**Cross-border Regions/ countries involved:** Germany and the Netherlands (Osnabrück and Enschede)

**Description:** The project aimed at drafting a series of proposals to be integrated in national legislation, regarding the implementation of the planning procedures at cross-border level. The results were collected in a manual.

**Impact on citizens' involvement:** The project paved the way for easier cross-border cooperation and citizens' participation through a comparative analysis of the two legal frameworks (the German and the Dutch one). Nine issues were identified as hindering citizens' cross-border participation and cross-border cooperation among local authorities. Government representatives came up with possible solutions during interviews with project partners. The proposed solutions were collected in a manual.

**Website:**

- <http://www.keep.eu/search/show/34991?ss=be88d6e4b33b9d8c7b1b8af2c036979f102139846bf65c13a7b1d958ce869107&zoom=3#bb>, last accessed 23<sup>rd</sup> July 2015;
- [http://www.uni-muenster.de/imperia/md/content/hausderniederlande/zentrum/projekte/niederlandenet/aktuelles/gisjahrespdfd\\_1.pdf](http://www.uni-muenster.de/imperia/md/content/hausderniederlande/zentrum/projekte/niederlandenet/aktuelles/gisjahrespdfd_1.pdf), last accessed 23<sup>rd</sup> July 2015

---

<sup>15</sup> The following projects did not see the direct involvement of citizens; however, they either had the objective of increase participation or the implemented activities and actions had the effect of increasing the active involvement of the society in the public sector.

## 19. Youth competences in Municipal Politics Project: the "Youth Participation Days"

**Duration:** 2010-2013

**EU Programme:** 2007-2013 Italy-Autria Operational Programme

**Partner:** Youth Department of Tyrol (A), Association 'Jugendhaus Kassianeum' (I)

**Cross-border Regions/Countries involved:** Italy and Austria

**Description:** The project focused on themes regarding Youth with a special focus on reducing the distance of the public local authorities to these topics. The project was based on the observation that the majority of young people states that their interest are neglected at political level.

**Impact on citizens' involvement:** Within the project, numerous seminars were organized for cross-border local authorities. The political representatives had the chance to be trained on the different actions that they could implement in order to foster young citizens' participation at municipal level. The main methods proposed during the seminars by experts to increase youth participation at local level were:

- Informal vs. formal ways of participation (involvement in institutionalized forms of "Youth Parliaments", meetings with the mayors, Youth Forums, etc.);
- "Youth Participation Days" consist of giving young citizens the chance to cooperate with municipal employees and authorities to jointly develop a project that is relevant for them; in this activity youngsters act as external experts of the "youth sector" for the project development;
- Guided tours for local authorities managed by youngsters and "Youth maps of the town" to identify the most important places for the young citizens; pictures and videos made by young citizens on a specific theme regarding their environment as a basis for a participatory dialogue with local authorities were suggested too.

**Website:**

- <http://interregiv.jukas.net/cs.asp?st=126>, last accessed 22<sup>nd</sup> July 2015;
- [http://interregiv.jukas.net/up\\_sitetool/Diverse/Interreg/Foglio%20aggiuntivo%20AM%20Giornate%20della%20partecipazione%20giovanile.pdf](http://interregiv.jukas.net/up_sitetool/Diverse/Interreg/Foglio%20aggiuntivo%20AM%20Giornate%20della%20partecipazione%20giovanile.pdf), last accessed 22<sup>nd</sup> July 2015;
- <http://www.keep.eu/search/show/6327>, last accessed 22<sup>nd</sup> July 2015

## 20. CivilCity Project: a sustainable model to involve civil society in the decision-making processes of local authorities

**Duration:** 2011-2012

**EU Programme:** 2007-2013 Hungary-Romania Operational Programme

**Partner:** IT Carei Association (RO), Pro Minoritate Alapítvány (H)

**Cross-border Regions/ countries involved:** Romania and Hungary

**Description:** The project aimed to jointly solve two problems: scarce involvement of civil society in public affairs and decreasing funds at disposal of the local authorities.

**Impact on citizens' involvement:** The outcome of the project was the drafting of a model to guarantee greater civic involvement in the local decision-making process "in exchange for a bigger financial contribution". The recommendations developed during the project were submitted to the local government and NGOs, they included cross-border best practices and an analysis of the legal frameworks to assess the feasibility of implementing the model in the cross-border area.

**Website:**

- <http://www.keep.eu/search/show/23622?ss=4f4c92945ded7f63654b7fdc9d360e94dda519da298cebb3a84fad31cfab1d97&zoom=3#bb>, last accessed 27<sup>th</sup> July 2015;
- [http://www.huro-cbc.eu/en/project\\_info/1428](http://www.huro-cbc.eu/en/project_info/1428), last accessed 27<sup>th</sup> July 2015